

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L A

BANQUE D'ÉTAT DU MAROC

(Origines — Organisation — Fonctionnement)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 novembre 1911, à 3 heures

PAR

U. JAEGER

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants { MM. SOUCHON } *professeurs.*
 { TRUCHY }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L A

BANQUE D'ÉTAT DU MAROC

(Origines — Organisation — Fonctionnement)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 novembre 1911, à 3 heures

PAR

U. JAEGER

Président : M. RENAULT, professeur.

Suffragants { MM. SOUCHON } *professeurs*
 { TRUCHY }



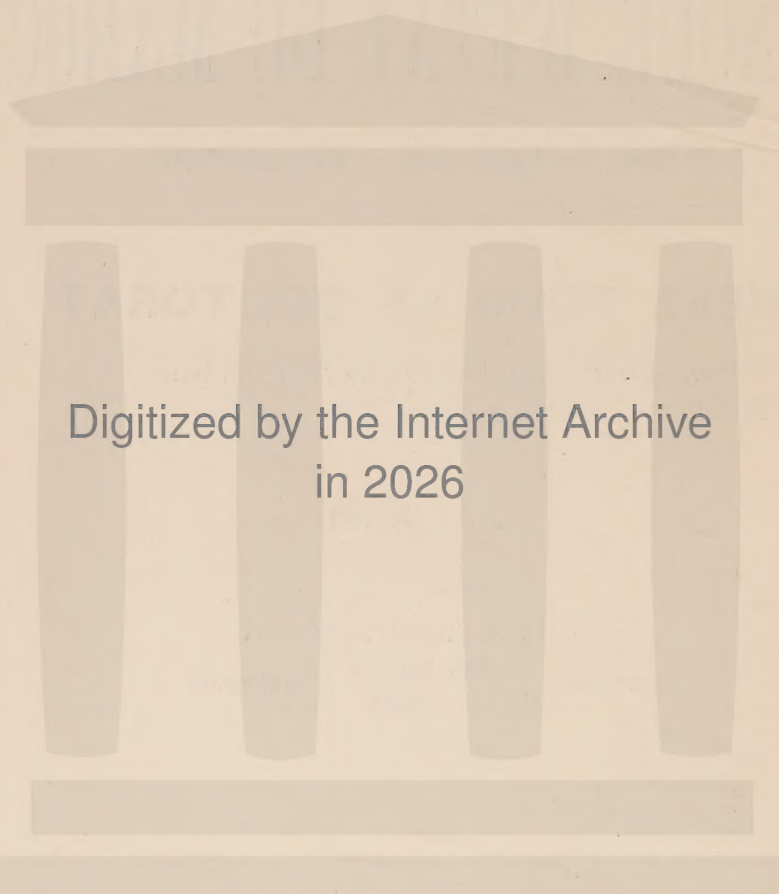
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Les modifications prochaines que subira l'état politique du Maroc, sont de nature à entraîner des changements profonds dans l'organisation de la Banque d'État du Maroc de sorte que notre étude pourra bientôt ne plus présenter qu'un intérêt rétrospectif.

En dépit de cette considération, en Français soucieux de la grandeur de sa Patrie, nous avons tenu à écrire l'histoire de cette institution dont le développement intéresse sans doute à un haut degré la cause de la civilisation et l'expansion économique de l'Europe au Maroc, mais encore davantage l'action politique de la France dans ce pays.

Nous verrons, en effet, dans le cours de cet ouvrage que la Banque, exerçant son action conformément à

l'esprit de l'Acte général d'Algésiras, a respecté l'égalité des intérêts économiques et financiers des puissances européennes au Maroc; mais nous verrons également qu'elle a contribué à l'établissement de l'ordre et de la sécurité dans le pays, ainsi qu'à l'introduction des réformes les plus heureuses dans la vie politique et administrative du Makhzen.

C'est sous ce dernier rapport qu'elle a été le plus utile à la France et qu'elle est appelée à lui rendre dans l'avenir les plus grands services.

LIVRE I

La situation politique, économique et financière du Maroc à la veille d'Algésiras

I

Il serait téméraire aujourd'hui, malgré les heureux résultats de l'Acte d'Algésiras, de pronostiquer l'instauration prochaine au Maroc d'un état politique où fut assurée la sécurité des personnes et des biens (1). Les nouvelles

(1) Nous écrivions ces lignes en mars dernier. Les événements qui se sont produits depuis ont modifié notre appréciation à cet égard. Il est bien certain que l'occupation militaire française du pays y maintiendra désormais l'ordre et la sécurité. Mais il convient de bien remarquer que cet heureux résultat sera dû à la présence de nos troupes et non au fonctionnement de la police dans les ports. Pour aussi bienfaisants qu'ils aient été les résultats de cette police ne pouvaient être forcément que très restreints.

qui nous arrivent de Fez témoignent chez les tribus environnantes une redrudescence de sentiments xénophobes et le bled es siba ne paraît pas plus disposé aujourd'hui qu'en 1905 à admettre l'autorité du sultan. Cependant, jamais l'Empire ne s'était trouvé plongé dans une aussi grande anarchie qu'à cette époque : tout le bled es siba était en révolte; le commerce ne jouissait plus d'aucune sécurité et le sultan était incapable de rétablir l'ordre.

Depuis l'établissement des chérifs au Maroc, le pays s'est toujours divisé en deux régions distinctes, empruntant leur caractère politique à la configuration physique du sol (1). Les tribus qui entourent Fez et Marrakech, ainsi que les vallées et les plaines le long de l'Atlantique, ouvertes à l'armée du sultan, ont toujours constitué la partie fidèle de l'Empire. C'est le Bled el Makhzen où le Sultan recrute son armée et lève l'impôt, par opposition au Bled es siba, le pays de la montagne qui refuse obstinément ses hommes et son argent (2).

Les tribus qui, tout le long de la route de Fez à Oudja, habitent les montagnes du Riff et de l'Atlas, les Branès, les Riata, les Beni Ouaraïn, les Msouls et, plus au sud, sur tout l'espace qui s'étend de Fez à Marrakech, interceptant les communications les plus rapides entre les deux capitales, les Benir M'Tir, les Beni Guild, les Zaïan, les Zemmour, les Zaïr se ferment invinciblement à l'autorité du

(1) René Pinon, *L'Empire de la Méditerranée*, p. 101 à 104.

(2) Aubin, *Le Maroc d'aujourd'hui*, p. 239.

sultan et ne reconnaissent d'autres chefs que ceux qu'il se donnent. Dans ces régions l'impôt ne peut être levé que grâce au concours du guich. Là est la principale utilité de ce corps de troupe. L'époque des récoltes le trouve « par monts et par vallées, » secondant les oumanas dans la perception de l'impôt, et, à défaut de paiement volontaire, pillant les moissons des récalcitrants (1).

Mais il peut se faire que la résistance des tribus s'organise et devienne victorieuse ; alors l'état du Trésor chérifien se trouve gravement compromis. Et, pourtant, la régularité dans la rentrée des impôts est indispensable à l'entretien de l'armée chérifienne, sans laquelle, sur cette terre classique de l'anarchie, ne saurait exister de Makhzen. Aussi longtemps que le guich bien payé et bien armé sera en état de terrifier la montagne, la cassette des sultans sera abondamment garnie et leur autorité respectée. Sans doute, les tribus rebelles supporteront avec peine leur sujétion et chercheront les moyens de s'en délivrer mais elles n'en paieront pas moins, ce qui importe surtout aux sultans.

L'intervention de l'Europe dans la vie marocaine inquiète les tribus bien davantage que la main des sultans trop faible pour s'appesantir longtemps sur elles. A leurs yeux, le véritable danger qui les menace consiste dans l'introduction, sur leur territoire, des entreprises européennes (2). Le percement des routes carrossables, l'établissement des

(1) E. Reclus, *Nouvelle Géographie universelle*, Tome II, p. 780.

(2) Erckmann, *Le Maroc moderne*, p. 178.

voies ferrées sont autant de moyens de conquête grâce auxquels le Chrétien doit établir sa domination sur le Maghreb, bouleverser leur vie traditionnelle et anéantir leur indépendance. Leur fanatisme atavique s'exalte du péril couru par leur liberté. Aussi bien, la moindre marque d'attention de la part des sultans aux choses européennes est jugée par elles comme une défaillance dans la foi de l'Islam et comme un manquement des chérifs envers les croyants. Les chérifs sont élus de Dieu, mis à la tête du Maghreb pour défendre l'Empire contre l'invasion des entreprises étrangères et conserver intacte, sur un coin du monde, la pureté de la religion et des traditions de l'Islam. Malheur à eux s'ils ne savent résister aux séductions de l'étranger (1) !

Il est bien certain qu'en présence d'une hostilité aussi marquée envers notre civilisation, l'existence d'une armée puissante est aussi indispensable à la transformation économique du Maroc qu'au maintien de l'autorité des sultans. Or, dans les dernières années qui précédèrent la Conférence d'Algésiras, jamais les nouveautés européennes n'avaient exercé plus d'attrait sur les sultans que sur Abdul-Aziz. Malheureusement, jamais sultan ne s'était montré moins capable de vaincre la résistance de ses sujets. Ses dépenses inconsidérées (2) soustrayaient des ressources précieuses à l'entretien de son armée qui lentement se

(1) René Pinon, *L'Empire de la Méditerranée*, pp. 95, 96, 97.

(2) René Pinon, *L'Empire de la Méditerranée*, pp. 150, 151, 152.

disloquait, laissant le Maroc retomber à l'anarchie, à laquelle Mouley-Hassan l'avait arraché un moment.

Vers la fin de 1902, toutes les tribus qui commandent la route de Fez à Oudja, travaillées par Bou-Hamara se soulèvent contre le Makhzen. Les Haïnan, les Branès, les Riata se groupent autour de cet agitateur qui engage contre Abd-ul-Aziz la lutte qui insensiblement le conduira à sa ruine. L'impôt ne rentre plus, la mehalla est en pleine décomposition et elle est incapable d'opposer une résistance sérieuse à Bou-Hamara dont les troupes se répandent aux alentours de Fez, au moment même où les tribus du Riff et de tout le nord-ouest, les Djeballa et les Andjerras, profitent des embarras du sultan pour entrer en rébellion contre lui. L'insécurité grandit dans tout le Maroc et, dans la région du nord-est, elle devient intolérable à un tel point que les notables d'Oudja vont jusqu'à solliciter l'abandon de leur ville à la France plutôt que de rester soumise à un sultan dont l'impuissance à les protéger s'accroît de jour en jour (1).

Et, ce n'est pas seulement dans l'intérieur du pays que la situation s'aggrave. Tout le long de la côte, dans les ports ouverts au commerce, la police chérifienne est incapable de maintenir l'ordre et de prévenir les attentats. En mai 1904, deux sujets américains MM. Perdicaris et Varley sont attaqués dans leur maison de campagne, près de Tan-

(1) *Livre jaune*, 1901-1905. Lettre de M. Jonnart à M. Delcassé, du 20 juin 1903, p. 88.

ger, enlevés et retenus prisonniers par les gens de la montagne. Leur mise en liberté, offerte au sultan, est subordonnée au paiement d'une forte rançon et Abd-ul-Aziz doit en passer par leur volonté (1). A Larache, les gens en viennent aux prises avec les indigènes du Sahel qui tirent des coups de fusil sur la ville. M. Saint-René Taillandier, le 31 octobre 1904, en informe M. Delcassé et il ajoute : « Les troubles de Larache ont le même caractère que ceux qui se sont produits à la faveur d'une anarchie croissante sur tous les points du pays. » (2) Ce n'est là, en effet, qu'un incident entre cent autres analogues qui se déroulent constamment dans tous les ports de la côte. En décembre 1904, cet état d'insécurité empire encore aux environs de Tanger. L'effacement de plus en plus marqué des autorités locales donne libre carrière à l'esprit de clan et au génie batailleur des tribus dont les fractions se livrent les unes contre les autres à des actes d'hostilité continuels. Dans le faubourg de la ville même, deux groupes rivaux en viennent aux mains. La campagne environnante est le théâtre d'actes de brigandage répétés et les meurtres y deviennent chaque jour plus fréquents (3). Aussi bien, une question s'impose-t-elle impérieusement : celle de la sécu-

(1) *Livre jaune*, 1901-1905, Lettre de M. Saint René Taillandier à M. Delcassé, du 19 mai 1904, p. 135.

(2) *Livre jaune*, 1901-1905, Lettre de M. Saint René Taillandier à M. Delcassé, du 31 octobre 1904, p. 171.

(3) *Livre jaune*, 1901-1905, Lettre de M. Saint René Taillandier à M. Delcassé, du 17 décembre 1904, p. 184.

rité dans Tanger et dans ses environs immédiats, d'abord, puis dans tous les ports de la côte.

Or, le Sultan, aux prises avec Bou-Hamara, est incapable de réaliser cette œuvre. Le voudrait-il d'ailleurs que l'épuisement du Trésor chérifien en rendrait la tâche impossible. L'Europe va prendre la chose en main, créer cette police indispensable, et, en même temps, instituer un organisme financier qui assurera la régularité de son fonctionnement.

II

Aussi grande que fût l'insécurité au Maroc, elle ne suffirait pas à expliquer l'infériorité économique de ce pays. Les statistiques de l'emprunt marocain évaluaient le commerce maritime, pour 1905, à 70.250.024 francs. Dans ce chiffre, les exportations figuraient pour 27.454.224 francs et les importations pour 42.795.800 francs, soit un excédent de 15.344.576 francs en faveur de ces dernières (1).

Cette différence pourrait s'expliquer, dans une certaine

(1) Statistiques de l'Emprunt marocain, 1904.

Il est intéressant de constater qu'à la même époque, le mouvement commercial de l'Algérie atteignait 715.663.000 francs dont 406.247.000 francs aux importations et 309.416.000 francs aux exportations. En 1909, il atteint 878.552.000 francs (importations 487.424.000 francs, exportations 391.128.000 francs). Le commerce maritime du Maroc s'élève, la même année à 115.428645 francs, (importation 70.239 890 francs, exportations 45.188.754.

mesure, par l'état troublé du pays, à cette époque. Cependant cette situation n'était pas particulière à cette année ; elle date de longtemps et elle ne s'est pas améliorée depuis (1). Il faut donc lui chercher d'autres causes. On a voulu y voir la conséquence de mauvaises récoltes. Mais cette explication ne serait acceptable que si les années d'abondance accusaient une augmentation des exportations. Or, il n'en est rien. Depuis un quart de siècle, quel que fût l'état des récoltes, la balance a toujours été favorable, aux importations, d'une quinzaine de millions (1) et si l'écart n'a pas été plus grand les années de disette, c'est grâce à une exportation exceptionnelle de peaux et de laine.

En réalité, le Maghreb consomme plus qu'il ne produit, et cette situation alarmante ne s'explique que par l'absence de tout outillage industriel et agricole.

En 1905, tout y est à créer à cet égard. Le Maroc ne possède ni routes, ni chemins de fer. Les communications ne se font, même entre villes voisines, que par des pistes et des sentiers praticables seulement aux mulets et aux chameaux. Les voitures y sont nécessairement incon nues (2). Quant aux rivières, faute de ponts, elles sont le plus souvent infranchissables.

Rien d'étonnant, dans des conditions aussi défavorables que les transports y soient extrêmement difficiles et

(1) Voir ci-dessous, p. 48.

(2) René Pinon, *L'Empire de la Méditerranée*, p. 440 ; C. Fidel, *Les intérêts économiques de la France au Maroc*, p. 44.

exigent des journées entières pour des trajets qui s'effectuent en quelques heures dans nos pays. Ainsi le voyage d'Oudja à Fez (320 kilomètres) dure 40 jours et les caravanes qui apportent à Fez les dattes de Tafilelt (275 kilomètres) mettent 10 à 14 jours pour atteindre cette ville (1).

Le prix des objets importés ou exportés en éprouve une majoration considérable. M. Malpertuy donnait à ce sujet, en 1899, des renseignements suggestifs. D'après lui (2), le transport d'une charge de chameau de 280 kilos environ de Larache ou de Tanger à Fez, reviendrait dans le premier trajet à 37 pesetas 50 (25 francs) et dans le second à 50 pesetas (33 fr. 33). De son côté, le vice-consul britannique à Fez calculait que les dattes du Tafilelt, rendues à Tanger, éprouvaient, du fait du transport seul, une majoration de 208 0/0 sur le prix d'achat (3).

Le mauvais état des ports, joint aux inconvénients de la barre, est un obstacle non moins grand au développement du commerce marocain.

Les travaux qui y ont été entrepris depuis 1905 permettent d'espérer que bientôt le chargement et le déchargement des navires pourra s'effectuer normalement. Mais à cette époque, ces opérations étaient considérablement entravées par le défaut d'outillage économique. « Les

(1) C. Fidel, *Les intérêts économiques de la France au Maroc*, pp. 135 et 181.

(2) Rapport consulaire. Supplément au *Moniteur officiel du Commerce* du 20 avril 1899.

(3) Foreign office, *Annual Series*, n° 2.723.

ports sont mauvais, dit M. Charles-Arsène Henry, dans son rapport sur le commerce du Maroc pendant l'année 1906, surtout ceux de Rabat et de Larache. A Rabat, pendant presque tout le mois de février, la barre est impraticable. A Mazagan, le remorqueur travaille deux jours en trois mois. A Larache, en janvier 1906, la barre empêche les vapeurs pendant plus de trois semaines de débarquer leurs marchandises ; en février, le remorqueur du port travaille une heure. Les quais sont, en mai, entièrement délabrés et ils s'effondrent peu à peu. Ce n'est pas uniquement la faute de la mer. On ne fait jamais de réparations aux quais » (1). Quant à Casablanca, débouché de la riche région de la Chaouïa, sa situation n'est pas meilleure. L'insuffisance des barcasses y occasionne aux navires un séjour prolongé. D'ailleurs, le port est exigu et n'en peut contenir que neuf.

Toutes ces difficultés influent sur le taux de l'assurance et les dépenses de stationnement. Le prix des marchandises s'en trouve notablement accru. Si nous ajoutons à ces inconvénients l'absence de balisage, un éclairage des côtes à peu près nul, des voies d'accès aux ports et des magasins de douane (2) insuffisants et mal

(1) Rapport consulaire. Supplément au *Moniteur officiel du commerce* du 31 octobre 1907, p. 8.

(2) Rapport consulaire. « A toutes ces entraves au commerce, écrit M. Henry, il faut ajouter les douanes chérifiennes. De toutes parts on signale les difficultés qu'occasionne le magasinage des produits en douane. Les entrepôts sont rudimentaires et les produits restent exposés aux vols et aux intempéries. A Casablanca, en janvier 1906,

entretenus nous ne nous étonnerons plus, dès lors, de la faible importance du commerce maritime du Maroc. Le défaut d'outillage économique exerce sur les indigènes une action déprimante et entrave la mise en exploitation du pays. Leur production se limite aux besoins de la consommation locale et ils ne consentent à l'augmenter que dans la mesure où ils désirent obtenir de l'Europe les objets qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes. Dans ces conditions, le marché marocain conserve un caractère purement local. Les Européens n'en étendront les limites que le jour où le Maroc disposera de l'outillage qui affranchira les intérêts du cercle étroit où ils se meuvent.

C'était l'accomplissement de cette œuvre que réclamait le commerce européen à la veille d'Algésiras. Malheureusement, comme tout était à faire, on devait d'abord parer au plus pressé. L'établissement de chemins de fer, de routes de pénétration, pouvait encore être différé. L'amélioration et l'aménagement des ports (création de leurs voies d'accès, éclairage des côtes, construction de barcasses, etc.) se présentaient, au contraire, comme des travaux urgents que le Maroc ne pouvait attendre plus longtemps (1).

400 sacs de farine qui composaient un seul envoi, sont volés ou avariés au point de ne plus pouvoir servir à rien. Ce fait n'est pas unique ; tous les jours il s'en produit de semblables qui font en somme une perte considérable pour le pays. »

(1) C'est cette amélioration des ports qu'a eue en vue la Conférence d'Algésiras, en votant l'article 66 de l'Acte général. Cet article crée une taxe spéciale de 2 fr. 50 0/0 *ad valorem* sur les marchan-

III

La dépréciation des monnaies en usage au Maroc et les fluctuations du change constituaient des entraves non moins grandes au développement des transactions.

Deux monnaies y sont surtout employées : la monnaie espagnole et la monnaie marocaine (1). La première y a cours légal comme la seconde, en vertu des firmans chérifiens, des traités de commerce et des actes du Corps diplomatique à Tanger. L'une et l'autre sont des monnaies d'argent dépréciées. Toutefois, leur cours n'est pas identique et ne jouit pas de la même stabilité. Cette situation entraîne les troubles les plus graves dans la vie économique du pays.

La base du système monétaire marocain est le mitqual qui se subdivise en dix onces oukias et chacune de celles-ci en quatre mouzounas (2).

Le mitqual est une monnaie de compte ; comme le marc banco, il ne répond à aucune monnaie réelle.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Le mitqual a représenté autrefois une monnaie d'or ; mais le jour où le Maroc est entré en rapports financiers avec les autres nations, cette

dises étrangères importées au Maroc. Le produit en est versé à la Banque d'État qui tient la comptabilité de la Caisse spéciale. Voir ci-dessous, p. 126 et 127.

(1) Fidel, *Les intérêts économiques de la France au Maroc*, pp. 20-21.

(2) Congrès de l'Afrique du nord. Rapport de M. Michaux-Bellaire.

monnaie a subi l'influence de la loi de Gresham. D'une valeur marchande supérieure à sa valeur nominale, elle a été à la longue complètement accaparée par les négociants qui trouvèrent dans sa vente au poids à l'étranger la source d'un réel profit. Il en est résulté qu'à l'époque actuelle le Maroc se trouve dépourvu de toute monnaie d'or indigène.

De Foucauld rapporte qu'au moment où il parcourait le Maroc, il n'existait plus dans le pays aucun système monétaire uniforme (1).

En dehors des villes où les transactions s'opéraient au moyen des pesetas et des réals espagnols, la circulation était constituée par les vieilles pesetas espagnoles du XVIII^e siècle et des dix premières années du XIX^e siècle ainsi que par diverses monnaies indigènes d'argent sans autre nom que celui de leur valeur en oukias.

C'est qu'en effet, malgré l'évasion de la monnaie d'or, le mitqual n'en a pas moins continué à désigner le prix des choses ; mais sa valeur n'étant plus soutenue par aucune monnaie réelle ne cessa de se déprécier à l'égard du douro espagnol pris pour base européenne de ce système monétaire complexe. Pour nous en tenir au XIX^e siècle, le douro, qui dans les premières années valait dix onces ou un mitqual, n'en vaut plus sous le règne de de Mouley-Hasan (1873-1894) que 14 à Fez, 13 à Elksar et 12,5 à Tanger.

(1) De Foucauld, *Reconnaissance au Maroc*, note p. 22.

La valeur du mitqual ne cesse de se déprécier sous Abd-ul-Aziz et de varier de place à place et d'un jour à l'autre.

La principale cause de cette dépréciation est due à l'industrie des agioteurs à laquelle ont donné naissance et qu'entretennent les habitudes commerciales du pays. Les achats à l'intérieur et les transactions dans les ports se font, en effet, presque uniquement en monnaie marocaine, tandis que les ventes à l'étranger ne s'effectuent qu'au moyen de monnaies européennes. L'agiotage vit de la nécessité de changer entre elles ces monnaies et il s'exerce ici sur une échelle considérable.

A l'avènement d'Abd-ul-Aziz, cette spéculation ne se limitait pas à la monnaie d'argent indigène. Elle s'exerçait avec autant d'ardeur sur les flous ou monnaie de bronze en usage dans tout le pays. L'intérêt du commerce comme du Makhzen lui-même réclamait des mesures énergiques contre cette dépréciation. Le sultan s'en inquiéta.

En 1903, Abd-ul-Aziz fit frapper en Europe une nouvelle monnaie d'argent et de bronze, basée sur le système décimal. La mesure était excellente. On pouvait espérer, en effet, qu'une circulation de monnaie chérifienne, d'égale valeur à la monnaie espagnole, réduirait à l'impuissance les pratiques des agioteurs et que ces deux monnaies se maintiendraient désormais au pair. Il n'en fut rien. Ces agioteurs s'ingénierent à dépouiller cette monnaie de son caractère décimal. Elle fut travestie en oukias et en mitquals et un change s'établit bientôt entre l'Hassani et

l'Azizi, la monnaie espagnole et les autres monnaies d'Europe en proportion du taux du change de cette dernière. Abd-ul-Aziz dut fixer le taux officiel du douro hassani à 14 mitquals.

La monnaie de bronze de 1, 2, 5 et 10 flous subit le même sort. La dépréciation qui s'en suivit s'accrut encore du fait de l'achat en masse de cette monnaie dans les ports par les négociants de Fez qui trouvaient dans cette opération lucrative, grâce à la valeur du douro cuivre supérieure à celle du douro argent, une source de bénéfices appréciables. Les flous perdirent bientôt la moitié de leur valeur.

L'instabilité de l'Hassani par rapport à la monnaie espagnole tient encore à l'état plus ou moins prospère des récoltes. Nous savons que la monnaie espagnole sert principalement au paiement des importations ; grâce aux sages mesures monétaires prises dans ces dernières années par le gouvernement de Madrid, son cours n'est guère influencé que par la situation de la balance commerciale (1). La monnaie marocaine, au contraire, sert à payer les transactions à l'intérieur. Les exportateurs, notamment, ne règlent qu'en monnaie Hassani leurs achats de produits agricoles destinés à l'Europe. Dans ces conditions, on conçoit que le cours de cette monnaie soit lié intimement à l'état des récoltes. Celles-ci s'annoncent-elles prospères, l'Hassani est demandée en grande quantité aux banquiers de

(1) René Leclerc, *Situation économique du Maroc* (1908-1909), p. 99.

la côte; elle se vend cher; le cours baisse. Les récoltes, au contraire, sont-elles mauvaises? l'Hassani est peu demandée; le cours hausse. On peut affirmer, en règle générale, que les années d'abondance élèvent la valeur de la monnaie marocaine, tandis que les années de disette l'abaissent (1).

Or, en 1903, le Maroc venait de subir plusieurs mauvaises récoltes (2). Le mouvement des transactions se ralentissait à l'intérieur, et la monnaie chérifienne s'immobilisait dans les banques de la côte, où elle exerçait une action défavorable sur les cours. Les émissions auxquelles se livrait le sultan, aggravaient encore cette situation. Le cours de l'Hassani montait à 185.

Le change éprouvait par contre-coup, une hausse considérable que l'état défavorable de la balance du commerce accentuait encore. En 1902, les importations dépassaient les exportations de 15.529.610 francs, en 1903, de 25.837.093 francs, en 1904, de 48.005.116 francs, en 1905,

(1) Rapport de M. Henry, précité, p. 6 : « Ces variations tiennent au besoin de monnaie hassani que les exportateurs ont ou croient avoir. Etant très demandé, l'hassani aura un mouvement de hausse à l'approche des récoltes et au moment des ventes. Celles-ci sont périodiques; après ces époques d'activité commerciale ou lorsque la récolte s'annonce comme mauvaise, le besoin de monnaie marocaine se fait beaucoup moins sentir, les cours doivent reprendre leur équilibre et on peut compter sur une baisse du hassani. Il en résulte que le cours donnant une vraie vue de la situation financière du pays est bien plutôt celui qui suit les hausses périodiques que la moyenne calculée selon les procédés arithmétiques. »

(2) Rapport de M. Henry, précité p. 4.

de 15.341.576 francs. Dans cette année le cours du change s'élève à 185 francs ; le 1^{er} janvier 1906 il est encore à 170 francs (1). Et, s'il ne s'élève pas davantage c'est grâce à la créance du Maroc sur la France, résultant de l'emprunt 1904 et à l'introduction d'une grande quantité de numéraire par suite des achats de terrains effectués par les Européens (2).

Ce cours élevé du change exerce sur le commerce maritime du Maroc une action déprimante. Si, jusqu'à un certain point, il constitue un avantage pour les exportateurs, les importateurs en éprouvent une gêne considérable. Leurs prévisions sont continuellement mises en défaut par les variations des cours ; l'insécurité qui s'en suit pour leurs affaires, les force à restreindre leurs achats à l'étranger. Aussi, les importations de 62.435.489 francs en 1903, tombent à 54.494.524 francs en 1904, à 42.795.800 francs en 1905, pour ne remonter à 45.460.149 francs qu'en 1906, et atteindre seulement les chiffres de 1904, soit 54 millions, en 1908.

A l'intérieur, l'instabilité de l'Hassani cause le plus grand trouble dans la vie économique. Les débiteurs qui ont omis de traiter en monnaie espagnole les affaires à terme se trouvent profondément lésés. Quant aux marchands de demi-gros et de détail, ils se trouvent fort

(1) Rapport de M. Henry, précité p. 5.

(2) Rapport consulaire, p. 12. Supplément au *Moniteur officiel du Commerce* du 25 janvier 1906. Voir également rapport de M. Henry, précité, p. 6.

embarrassés pour tarifer leurs marchandises. Le prix des denrées varie d'un jour à l'autre. Les salaires, au contraire, restent stables. Il s'en suit un renchérissement du coût de la vie qui cause des grèves fréquentes et augmente encore l'agitation dans lequel se débat le Maroc (1).

IV

La situation financière se compliquait également.

Tant que les sultans vécurent la vie traditionnelle de l'Islam, étrangers à la civilisation européenne, les ressources du fisc chérifien suffirent largement à leurs besoins. Les impôts coraniques couvraient aisément les

(1) M. Saint-René Taillandier écrit le 24 janvier 1904 à M. Delcassé : « La dépréciation de cette monnaie, qui a varié dans ces derniers temps entre 20 et 30 0/0 par rapport à la monnaie espagnole avec laquelle elle se négociait naguère au pair, a porté comme il était facile de le prévoir, le plus grand trouble dans la vie économique du pays. Les ouvriers généralement payés en monnaie marocaine, ont vu leurs salaires réduits d'environ un tiers. Les commerçants qui avaient consenti, selon les usages du pays de longs crédits et qui avaient négligé de traiter en monnaie espagnole les affaires à terme, se trouvent avoir vendu leurs marchandises à un prix très inférieur au prix d'achat, calculé en or sur les marchés étrangers. Ceux qui ont été plus prévoyants n'en éprouvent pas moins un préjudice considérable : le chiffre de leurs ventes est en effet réduit par la nécessité où ils se trouvent d'augmenter les prix proportionnellement à la baisse de la monnaie qu'ils reçoivent en paiement. De là des grèves, de violentes et unanimes réclamations du commerce étranger, bref, un état général de malaise et d'agitation. » *Livre jaune* (1901-1905), p. 118.

dépenses élémentaires d'administration, de police et de guerre et les impôts de souveraineté, celles de la maison impériale. Quant au produit des douanes, des droits des portes et des moustafadat, il grossissait la cassette des sultans et constituait des ressources particulièrement précieuses pour ses luttes contre le Bled es Siba (1). Le Makhzen ne connaissait pas la nécessité et Elisé Reclus pouvait placer le Maroc parmi les rares pays du monde n'ayant pas de dette publique (2).

Aujourd'hui, la situation était changée. Le sultan ouvrait la cour chérifienne, jusqu'alors fermée aux étrangers, aux aventuriers européens qui rivalisaient pour capter ses faveurs et le gagner aux nouveautés qu'ils importaient. Chose inouïe, sur cette terre sacrée de l'Islam, on vit un descendant direct du Prophète renier la foi des ancêtres et gaspiller, dans les plus folles prodigalités, les ressources des croyants. Les réserves accumulées par Mouley-Hassan furent, de la sorte, vite épuisées et Abd-ul-Aziz dut songer aux moyens de se procurer l'argent indispensable à l'existence européenne de sa cour.

Il pensa d'abord l'obtenir par une réforme du régime fiscal. En 1904, il décréta un nouveau Tertib, par lequel il abolissait les impôts coraniques, les remplaçant par une taxe unique sur les terres arables, les arbres fruitiers et le

(1) Consulter pour ce qui concerne les impôts marocains C. Fidel. *Op. cit.*, p. 169-170 ; Aubin, *op. cit.*, p. 242, 243, 246, 249 et 250 ; Tardieu, *La Conférence d'Algésiras*, p. 116.

(2) E. Reclus, *Nouvelle Géographie universelle*, t. XI. p. 781.

bétail (1). Cette taxe frappait sans distinction toutes les classes de la société marocaine.

Les étrangers n'en étaient pas exempts. C'était en quelque sorte la réalisation au Maroc du principe de l'égalité devant l'impôt.

De plus, les opérations de l'assiette et de la perception étaient soustraites au pouvoir des caïds pour être confiées à un corps spécial d'oumanas et d'adouls, avec le concours des consuls, en ce qui concernait les étrangers. La rémunération de ces agents était constituée par un traitement fixe et défense leur était faite de percevoir sur leurs administrés la « moindre rognure d'ongle ». Quant aux caïds leur rôle se bornait à prêter main forte aux agents du fisc (2).

« C'était là, dit M. Tardieu, une véritable tentative de révolution financière, supprimant l'impôt coranique, le mieux accepté de tous, abolissant les privilèges religieux dans un pays où l'idée religieuse est la seule base de l'autorité politique ; autant de raisons pour qu'il (le *tertib*) fût inapplicable. » Ce règlement, en effet, eut le sort de celui de 1881 ; il ne fut pas appliqué. Les tribus ne reconnaissant plus le caractère coranique à des impôts auxquels on assujettissait des chrétiens, refusèrent de les payer ; les caïds, frustrés de leurs revenus les plus importants ne firent rien

(1) René Pinon, *l'Empire de la Méditerranée*, p. 150-151 ; Tardieu, *op. cit.*, p. 116-117 et 118 ; voir ci-dessous, p. 166.

(2) Aubin, *op. cit.*, p. 254.

pour les contraindre à l'obéissance. Le seul résultat fut que le Trésor ne perçut aucun impôt pendant deux ans, au moment même où la situation politique du Maroc lui rendait ces ressources le plus nécessaires (1).

Abd-ul-Aziz était alors au plus fort de sa lutte avec Bou-Hamara. La marche du rogui sur Fez le mettait dans la nécessité d'agir sans retard. Il commanda en Europe 40.000 fusils destinés à la mehalla et, pour faire face à ses engagements, le Trésor étant vide, il s'engagea dans la seule voie qui lui restait ouverte : l'emprunt. Il s'adressa d'abord à l'Angleterre, puis à la France, enfin à l'Espagne, concluant dans chacun de ces pays un emprunt de 7.500.000 francs (2).

Cette mesure ne pouvait, toutefois, que retarder la crise, non l'éviter. Bientôt les troupes ne reçoivent plus leur solde ; les désertions se multiplient. Le 22 février 1904, M. Saint-René Taillandier informe M. Delcassé que les restes des mehallas sont à la veille de se dissoudre. Pour gagner quelque répit, le sultan recourt aux expédients les plus fâcheux (3). Il se fait livrer à crédit de nouvelles quantités de monnaies. Mais, loin de sauver la situation, cette émission ne fait qu'accroître une circulation déjà excessive, déprécier le cours de l'Hassani et augmenter les difficultés au milieu desquelles se débat le Makhzen.

(1) Aubin, *op. cit.*, pp. 255, 256.

(2) Aubin, *op. cit.*, pp. 420, 421. — Fidel, *op. cit.*, p. 174.

(3) *Livre jaune* (1901-1905), pp. 120, 121.

C'est en proie à cette situation inextricable qu'Abd-ul-Aziz se décida à faire un nouvel appel au crédit. Le 12 juin 1904 (1), il contractait avec un groupe de Banques françaises, représentées par la Banque de Paris et des Pays-Bas, un emprunt de 62.500.000 francs, émis à 80 % et amortissable en 35 années (2). Le taux de l'intérêt était fixé à 5 %. Cet emprunt devait servir, en premier lieu, à rembourser les trois emprunts anglais, français et espagnol, d'ensemble 22.500.000 francs. Ceux-ci étant au taux de 6 % le sultan réalisait un bénéfice appréciable sur le service des intérêts (3).

Mais l'importance réelle de ce contrat se trouvait dans les engagements pris par Abd-ul-Aziz vis-à-vis du consortium. Ils constituaient des droits dont la France devait faire état lors de la constitution de la Banque d'État du Maroc. Il nous importe, à ce titre, de les bien connaître.

En vertu de l'article 11 du contrat, cet emprunt était garanti par préférence et priorité à tous autres, sur la totalité du produit des douanes, tant à l'entrée qu'à la sortie, de tous les ports du Maroc, existant ou à créer (4). Toutefois, en raison du rendement élevé de ces impôts pendant les quatre dernières années, une partie seulement des

(1) Voir le texte au *Livre jaune*, (1901-1905), p. 143 à 152.

(2) Articles 4 et 24.

(3) Article 25.

(4) « Le présent emprunt est garanti spécialement et irrévocablement par préférence et priorité à tous autres emprunts par la totalité du produit des droits de douanes, tant à l'entrée qu'à la sortie de tous les ports de l'Empire existant ou à créer » (art. 11).

recettes (60 %) serait prélevée journallement pour faire face au service de l'emprunt ; l'autre partie (40 %) restant à la disposition du gouvernement impérial (1).

Ce solde disponible (40 %) n'en restait pas moins, en première ligne, la garantie des porteurs de titres. Mais, il pouvait être affecté en second rang à un nouvel emprunt. Dans ce cas, il appartenait aux banques contractantes de déterminer la quotité du solde à donner en gage (art. 32) (2).

La perception des droits de douanes était laissée aux mains des fonctionnaires makhzénien. Cependant, en vue d'obtenir le maximum de rendement, l'article 16 stipulait au profit des porteurs de titres un droit de contrôle sur les opérations de douane, exercé par un représentant nommé à cet effet. Ce représentant désignait auprès de

(1) « Toutefois la moyenne annuelle des droits de douanes, encaissés pendant les quatre dernières années s'étant élevée, d'après les déclarations du ministre des finances du gouvernement impérial du Maroc relatées au même article 11 à 12.000.000 de pesetas et dépassant le montant nécessaire au service de l'Emprunt, une partie seulement de ces droits sera prélevé journallement pour faire face au service de l'Emprunt, l'autre partie restant à la disposition du Gouvernement impérial du Maroc, sauf les cas prévus aux articles suivants » (art. 17).

(2) « Quant au solde du produit des douanes restant disponible pour le gouvernement chérifien après prélèvement de la portion que le représentant des porteurs de titres et ses délégués doivent faire encaisser pour le service de l'emprunt, il ne pourra sans entente préalable avec les banques contractantes sur le quantum qu'il convient de donner sur le solde sus lit, être affecté à la garantie d'aucun emprunt (art. 32).

chacune des douanes un délégué avec pleins pouvoirs de contrôle et d'enquête.

L'article 33 conférait au Consortium, en matière d'emprunts et d'opérations monétaires, un droit non moins important. Dans tous les cas où le sultan désirerait émettre de nouveaux emprunts ou frapper des monnaies à l'étranger; il devait en faire part aux Banques contractantes et à conditions et prix égaux, la préférence leur serait accordée sur tous autres établissements compétiteurs. Un dernier alinéa faisait également une obligation au sultan de faire part au Consortium des achats et ventes d'or et d'argent qu'il se proposait d'effectuer pour connaître leurs prix et conditions; mais, dans ce cas, le Gouvernement chérifien n'était pas lié par leurs offres et décidait comme il l'entendait (1).

Enfin, aux termes de l'article 36, la Banque de Paris et des Pays-Bas était spécialement déléguée par les

(1) « Si le Gouvernement impérial du Maroc désire contracter un emprunt ou acheter ou vendre des titres, il en fera part aux banques contractantes ainsi qu'à d'autres et à conditions et prix égaux, la préférence sera accordée aux banques contractantes.

De même, s'il désire frapper des monnaies à l'étranger, en dehors de son Empire, il en fera aussi part aux banques contractantes comme à d'autres et à conditions et prix égaux, la préférence sera accordée aux banques contractantes. Cependant les contrats conclus pour la frappe de monnaies et actuellement en cours, continueront leur effet, jusqu'à leur expiration.

De même si le gouvernement désirait faire des achats ou des ventes d'or ou d'argent, il en fera aussi part aux banques contractantes et à d'autres pour connaître leurs prix et conditions et le gouvernement impérial décidera comme il conviendra » (art. 33).

banques, pour assurer le service de l'emprunt pendant toute la durée de celui-ci. Elle devait centraliser dans ces caisses le produit des droits de douanes perçus dans les conditions de l'article 16, payer les arrérages des coupons et procéder aux tirages (1).

Il faut le reconnaître les intérêts du Gouvernement français s'identifiaient à un tel point avec ceux du consortium que les droits à lui concédés étaient autant d'instruments dont la France serait amenée un jour ou l'autre à se servir dans l'œuvre de conquête économique qu'elle entreprenait au Maroc. C'était là une des parties du programme de pénétration pacifique qu'avait tracé M. Delcassé et que l'on espérait bientôt compléter par la création d'une Banque d'État. Le représentant de la Banque de Paris et des Pays-Bas, lors des négociations de l'emprunt avait même sollicité, au nom du Consortium français, la concession d'une telle institution. Mais la question avait été tout au plus amorcée. Aux yeux du Makhzen, cette affaire, en raison de son caractère politique, devait être traitée non avec le représentant des banques mais avec le ministre de France qui aurait à le saisir d'une demande à ce sujet, au moment qu'il jugerait opportun (2).

(1) « La banque de Paris et des Pays-Bas, spécialement déléguée par les banques contractantes, est chargée de service de l'emprunt pour la durée de celui-ci, et centralisera toutes les opérations s'y rattachant » (art. 36).

(2) *Livre jaune* (1901-1905). Lettre de M. Saint-René Taillandier à M. Delcassé, du 18 juin 1904, pp. 141 et 142.

V

Le moment n'avait jamais été plus opportun.

La situation politique, économique et monétaire du Maroc était, comme nous l'avons vu, si critique, qu'il importait d'y remédier sans retard. C'est à cet effet que M. de Saint-René Taillandier fut envoyé en ambassade à Fez. Sa mission consistait à examiner, de concert avec le sultan, les réformes à introduire dans son Empire susceptibles d'y rétablir l'ordre et d'y développer la richesse. Eu premier lieu, il s'agissait d'organiser une police solide, puis d'améliorer le service déplorable des ports. La création d'une banque d'État constituerait pour ces divers progrès un instrument financier de tout premier ordre (1).

M. Delcassé, dans ses instructions à notre ministre à Tanger, fixait les attributions particulières de cette institution. C'est à elle que seraient confiées les fonctions de Trésorier-Payeur du Makhzen, le soin d'assurer par ses avances le fonctionnement régulier de la police et aussi le rôle essentiellement économique d'assainir la situation monétaire de l'Empire (2).

Evidemment, cette banque d'État devait donner satisfac-

(1) *Livre jaune* (1904-1905). Programme de la prochaine ambassade à Fez, p. 177.

(2) *Livre jaune* (1904-1905). Instructions sur les négociations de l'ambassade données par M. Delcassé, pp. 179 et 182.

tion aux desiderata maintes fois formulés par le commerce européen. La France était en mesure de la faire aboutir. Malheureusement elle avait compté sans l'Allemagne. M. Saint-René Taillandier avait à peine tenu quelques conférences avec le sultan que le 31 mars 1905, on apprit le débarquement de Guillaume II à Tanger.

Désormais la question de la banque cessait d'être une affaire particulière entre la France et le Makhzen ; elle passait, comme toute la politique du Maroc, dans le domaine international. Le sultan, qui jusqu'alors avait fait montre, à notre égard, de la meilleure volonté, changeait brusquement d'attitude et le 30 mai 1905 se déroba à la discussion.

LIVRE II

La Banque d'État à la Conférence d'Algésiras

Quand M. Rouvier eut accepté de se rendre à une Conférence en vue de déterminer les réformes nécessitées par la situation du Maroc ainsi que les moyens de les réaliser, il ne restait plus qu'à déterminer, de concert avec l'Allemagne, les principes qui formeraient les bases de ses délibérations. Ces principes définitivement arrêtés le 27 septembre 1905 furent d'abord exposés dans le projet de programme du 1^{er} août remis par M. Rouvier au prince de Radolin (1).

Deux questions en faisaient l'objet : l'organisation de la police marocaine et la création d'une banque d'État.

La réforme essentielle qui s'imposait impérieusement,

(1) *Livre jaune* (1901-1905), p. 258.

consistait à créer dans les huit ports marocains (et ultérieurement dans tout l'Empire), des corps de police capables d'établir l'ordre et la sécurité indispensables au développement économique du pays. Il est certain qu'aussi longtemps que l'autorité du sultan serait méconnue, le commerce resterait précaire et stationnaire. Les nations européennes devaient donc particulièrement s'intéresser à la réalisation de cette réforme.

D'ailleurs, le sultan devait lui-même en retirer de grands avantages. Son pouvoir plus fort lui permettrait une perception régulière de l'impôt et la prospérité, se développant par une vie commerciale plus active, accroîtrait ses sources de revenus.

Toutefois, l'organisation et le fonctionnement de cette police dépendaient de la possibilité, pour le Makhzen de se procurer avec régularité les fonds nécessaires à cette œuvre.

Il ne fallait compter à cet égard ni sur les impôts coraniques et de souveraineté dont la rentrée régulière était précisément subordonnée à cette réforme, ni sur les douanes, ressources évidemment les plus sûres et les plus abondantes du Makhzen, mais que leur affectation à la garantie de l'emprunt 1904 rendait indisponibles. Allait-on alors dans ce domaine de l'impôt, adopter une dernière solution possible, créer de nouvelles taxes plus facilement percevables et accroître le taux de certaines autres ?

Cette mesure était susceptible de donner le résultat cherché et elle méritait d'être prise en considération.

Cependant M. Rouvier l'écartait. Dans sa pensée, l'Europe devait s'interdire toute intervention dans l'administration fiscale du Makhzen, et il proposait de demander les ressources nécessaires au fonctionnement de la police à une banque d'État créée par l'Europe. C'était à ses yeux l'organisme financier par excellence, la pièce maîtresse du système, le pivot sur lequel reposerait cette réforme et toutes les autres qui aboutiraient d'autant mieux que le support serait plus parfait (1).

Le premier avantage de cette institution était de soustraire l'organisation et l'entretien des troupes de police aux aléas de la rentrée des impôts. La banque avancerait régulièrement au sultan les sommes nécessaires à cet objet ; mais là ne se limiterait pas son rôle. Elle lui ferait également des avances en vue de « certaines entreprises urgentes ayant pour effet d'assurer une première amélioration des ports et de l'outillage économique du pays. »

En second lieu, elle devrait assainir la situation monétaire du Maroc. Il convenait, en effet, de stabiliser au plus tôt le cours de l'Hassani dont la valeur s'était considérablement avilie (2). En conséquence, la Banque aurait le droit de frapper monnaie. Elle serait juge de l'opportunité de toute émission. Le privilège d'émettre des billets de banque lui serait naturellement conféré. Enfin, ce projet attribuait à la Banque les fonctions de trésorier-payeur du Makhzen.

(1) *Livre jaune* (1901-1905), p. 258.

(2) Voir ci-dessus, p. 18.

Il se terminait par l'affirmation du principe de l'égalité économique au Maroc qui devait trouver une sanction dans la formation et la répartition du capital social de cette institution. « La Banque d'Etat, disait le projet, servirait tout naturellement les intérêts économiques et commerciaux des diverses nations ; et il serait aisé, dans la formation et la représentation de son capital, de donner à cette situation une sanction pratique » (1).

En réalité, l'entente sur les principales attributions à conférer à la Banque fut facile. L'Allemagne n'y fit pas d'objection. Elle se borna à signaler dans sa réponse du 26 août 1905 l'importance qu'elle attachait au caractère international que devait revêtir cette institution tant par sa direction que par sa participation au capital et à demander d'ajouter, au programme de la Conférence, des délibérations sur un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus. L'accord final fut signé le 27 septembre 1905 dans les termes suivants :

Les deux gouvernements se sont mis d'accord pour proposer au sultan le projet de programme suivant élaboré en conformité des principes adoptés dans l'échange de lettres du 8 juillet :

(1) Il s'agissait de la création d'un consortium international lequel serait substitué au consortium français 1904 pour l'exercice des droits essentiels du contrat du 12 juin.

ANNEXE

II. Réforme financière

Concours financier donné au makhzen par la création d'une Banque d'État avec privilège d'émission, se chargeant des opérations de trésorerie et s'entremettant pour la frappe de la monnaie, dont les bénéfices appartiendraient au makhzen.

La Banque d'État procéderait à l'assainissement de la situation monétaire.

Les crédits ouverts au makhzen seraient employés à l'équipement et à la solde des troupes de police et à certains travaux publics urgents, notamment à l'amélioration des ports et de leur outillage.

III. Étude d'un meilleur rendement des impôts et de la création de nouveaux revenus (1).

(1) *Livre jaune*, (1901-1905), p. 307.

Les besoins pécuniaires du sultan s'étant accrus, le makhzen entreprit en juillet, août et septembre des négociations avec un syndicat de banques allemandes en vue de contracter un emprunt de 10 millions de marks, gagé sur la vente de terrains lui appartenant dans les villes de la côte ou sur une combinaison de travaux publics, Cette opération constituait une infraction à l'article 33 du contrat de 1904. Un échange de vues eut lieu à ce sujet entre la France et l'Allemagne qui aboutit le 28 septembre 1905 à l'accord suivant :

« Pressé par sa situation financière, le makhzen s'était adressé à un intermédiaire étranger résidant au Maroc — qui a eu lui-même recours à un groupe de banques allemandes — pour obtenir une avance de courte durée remboursable sur le prochain emprunt ; le gouvernement marocain offrait en gage ses biens immobiliers dans les différentes villes de la côte.

« Un accord s'est établi entre le groupe des banques allemandes et

I

La Conférence se réunit à Algésiras le 16 janvier 1906. Ses premières séances furent consacrées à l'examen de divers projets et elle n'aborda que le 20 février, en séance de comité, la question de la Banque.

Les délégués se trouvaient en présence de deux projets, l'un allemand, l'autre français. On convint de procéder à leur étude par voie de questionnaire. Lecture ayant été donnée d'un travail préparé par l'Espagne (1), M. Revoil prit la parole pour rappeler les principes dont s'inspirait le programme de la Conférence au sujet de cette institution.

En premier lieu, les termes dans lesquels ce programme avait prévu la constitution d'une Banque d'État, établissaient clairement qu'il avait été entendu entre les gouvernements français et allemand qu'elle serait exclusivement un instrument de crédit et de régularisation, non

« le consortium des banques françaises, en vue de participer à cette « opération qui gardera son caractère d'avance de courte durée, « avec gage spécial et remboursable sur le prochain emprunt ou par « les voies et moyens de la Banque d'État dont les création figure « au programme de la conférence. L'opération laisse intacte la question du droit de préférence du consortium français. » *Ibid.* p. 308.

(1) *Protocoles*. Questionnaire préparé par la Délégation espagnole, p. 119.

un instrument politique ou un élément administratif. D'autre part, le principe incontesté de l'égalité économique au Maroc, s'opposait formellement à ce que cet organisme favorisât une influence étrangère aux dépens d'une autre; son rôle consistait à présider au développement économique de ce pays et dans cette œuvre à servir les intérêts de l'industrie et du commerce européens, mais elle devait agir à leur égard, avec la plus grande impartialité (1).

Ces principes étant admis, M. Revoil demandait si l'observation de l'égalité économique impliquait forcément une égale participation des puissances dans la constitution du capital de la Banque. Le délégué français ne le pensait pas. Ses raisons étaient simples.

On ne pouvait, disait-il, prétendre faire litière des faits établis et des droits acquis par les puissances au Maroc. Or, l'Europe, en venant à Algésiras, se trouvait en face d'un fait indéniable, d'une importance considérable. Le crédit de ce pays, récemment fondé, était une création du marché français et les droits, que le sultan, dans le libre exercice de sa souveraineté, avait concédés au consortium, par l'emprunt de 1904, s'imposaient à tout le monde.

Ces droits, nous nous les rappelons. Par l'article 33 du contrat du 12 juin 1904 (2) le groupe des banques contractantes obtenait un droit de préférence en matière d'emprunt et de frappe de la monnaie. En outre, l'article 11

(1) *Protocoles*, p. 113,

(2) Voir ci-dessus, p. 26.

conférait en garantie de cet emprunt la totalité du produit des douanes, en même temps que l'article 16 créait sur ces revenus un droit de contrôle en faveur des porteurs de titres.

Sans doute, il n'était pas dans la pensée de M. Revoil qu'il pût être cédé la moindre parcelle de cette garantie et de ce droit de contrôle ; ces droits existaient en faveur des porteurs de titres et personne ne pouvait en disposer sans leur consentement. Mais, il n'en était pas de même du droit de préférence. C'était au profit du consortium un avantage considérable dont ne saurait se passer toute Banque d'État et ce droit pouvait faire l'objet d'une estimation certaine, évaluable en parts de l'actif social, partant d'une cession de la part des banques contractantes. M. Revoil pensait qu'il était normal et sage que les intérêts français soient représentés dans le capital social et c'est alors seulement que l'égalité des souscriptions entre les puissances pourrait être admise par la France.

Quant au fonctionnement de la Banque, M. Revoil se montrait nettement hostile à toute solution qui la revêtirait d'un caractère politique. Aussi bien, ne saurait-il admettre qu'elle devînt l'arbitre des services publics, qu'elle fût chargée de dresser des budgets ni qu'elle fût soumise à l'action directe d'un conseil de surveillance que constituerait le corps diplomatique. C'eût été la négation des principes qui avaient présidé à l'élaboration du programme entre l'Allemagne et la France et M. Revoil refusait d'y souscrire.

Le projet français s'inspirait de ces considérations (1). La Banque d'État était constituée en société anonyme au capital de quinze millions de francs, divisé en quinze parts, dont onze attribuées aux groupes financiers constitués par les puissances représentées à la Conférence, et les quatre autres aux établissements contractants de l'emprunt 1904. Ces quatre parts représentaient l'équivalent des droits de préférence pour les emprunts et opérations monétaires mentionnés ci-dessus, et elles étaient accordées au consortium contre abandon de ces droits à la Banque (§§ VII, VIII, IX).

L'administration était confiée à un conseil de quinze membres, élus par l'Assemblée générale des actionnaires, à raison d'un administrateur par part. Cet administrateur appartiendrait à la nationalité du groupe désignataire. Toutefois, cette représentation par nationalité devait cesser dix ans après la constitution de la société. Passé ce délai, l'assemblée des actionnaires serait maîtresse de choisir les administrateurs à son gré, sans aucune restriction (§§ XI, XII).

Les directeur et sous-directeur étaient nommés par le Conseil d'administration qui déterminait leurs pouvoirs et leurs attributions (§ XIII).

Quant au contrôle, il était attribué à un Haut-Commissaire, nommé par le Gouvernement chérifien. Il était chargé de surveiller l'exercice du privilège de l'émission

(1) *Protocoles*. Voir projet de création de la banque impériale du Maroc déposé par la délégation française, pp. 117 et 118.

des billets de banque et les relations de la Banque avec le Trésor impérial. Répondant au même but, un comité international d'escompte était créé. La Banque devait le consulter sur les crédits à ouvrir et les conditions générales d'escompte (§§ vi et xiv).

Enfin, la Banque était placée sous le régime de la législation française et la juridiction applicable en cas de litige était celle fixée par les capitulations au Maroc (§ xvi).

En ce qui concerne ses attributions, elle devait faire des avances en compte courant pour le service de trésorerie et des avances successives pour le service de la police et pour certains travaux d'intérêt général reconnu (§ iv). En outre, elle jouissait du privilège de l'émission des billets au porteur, son pouvoir d'émission étant limité au triple de son encaisse métallique (§ v). Ses autres fonctions étaient désignées par le paragraphe iii ainsi conçu : « La Banque d'État, dont l'objet comprendra toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, sera l'agent financier du gouvernement marocain ; elle sera chargée de toutes les opérations de caisse et de trésorerie, ainsi que des opérations monétaires, pour le compte et au bénéfice du Gouvernement » (§ iii).

Trois avantages caractérisaient le projet français. Les quatre parts attribuées au Consortium de l'emprunt 1904 dans la constitution du capital social sauvegardaient ses droits légitimes ; le mode de nomination du Conseil d'administration par l'assemblée générale des actionnaires con-

férait à la Banque le caractère d'un instrument de crédit ; enfin, l'exercice du contrôle par un Haut-Commissaire chérifien et par une Commission internationale d'escompte, la soustrayait à la suspicion de favoriser une nation aux dépens d'une autre.

Le projet allemand, sur tous ces points, était en désaccord avec le projet français (1).

Le capital de la Banque dont le siège social était à Tanger, était fixé en pesetas. Il était réparti en parts égales entre les puissances représentées à la Conférence et dont l'intention de participer à la constitution de ce capital aurait fait l'objet d'une déclaration (art. 2). C'était la reconnaissance d'une égalité parfaite entre les puissances, en même temps qu'une méconnaissance absolue des droits du Consortium français.

Un conseil d'administration composé de deux délégués de chacun des États ayant fondé la Banque l'administrerait. Cet organe revêtait ainsi un caractère nettement politique, à la différence du conseil d'administration du projet français, émanation directe de l'assemblée des actionnaires (art. 7).

De même pour le Conseil de surveillance auquel était remis le contrôle de la Banque. Ce conseil était composé directement par les représentants diplomatiques à Tanger des puissances ayant pris part à la Conférence et par un délégué marocain (art. 6).

(1) *Protocoles*, Voir projet présenté par la délégation allemande sur l'organisation d'une banque d'Etat au Maroc, p. 114.

Enfin la gestion en était confiée à un Directoire nommé par le Conseil d'administration (art. 8).

En ce qui concerne la législation et la juridiction applicables à la Banque, les divergences entre les deux projets étaient considérables. L'Allemagne la plaçait, en effet, sous le régime légal des codes mixtes égyptiens et confiait le jugement des litiges où elle était engagée, suivant qu'elle y figurait, comme demanderesse ou défenderesse, soit au tribunal consulaire du défendeur, soit à une Cour mixte à Tanger composée des Présidents des Cours consulaires des Puissances intéressées à la Banque avec l'adjonction d'un délégué marocain. Cette cour devait décider en première et dernière instance.

Au point de vue de ses attributions la Banque recevait, comme dans le projet français, le privilège d'émission des billets au porteur ; elle ouvrait également des crédits sur lesquels étaient prélevées les sommes nécessaires à l'organisation de la police et elle exerçait les fonctions de Trésorier-Payeur du Makhzen. Toutefois aux termes des articles 13 et 14 de l'Acte de Concession de la Banque ottomane auxquels se référait le projet allemand, elle encaissait la totalité des revenus du sultan. Le produit des douanes, gage de l'emprunt de 1904, n'échappait pas à ces prescriptions. Il était versé dans les caisses de la Banque, sauf peut-être, disait le projet, déduction faite des sommes nécessaires au service de cet emprunt (1).

(1) *Protocoles, Références des projets allemand et français au questionnaire sur la Banque*, pp. 129, 130, 131.

Quant aux dépenses publiques, effectuées à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, le paiement en était confié à la Banque et l'article 12 ajoutait « il serait désirable de la charger en outre du service de la dette publique — notamment de celui de l'emprunt français et des avances allemandes.

Enfin, cette institution devenait l'agent financier du Gouvernement marocain, possédant un droit de préférence en matière d'emprunts et cela sans qu'il fût question du rachat de ce droit concédé au consortium français par l'article 33 du Contrat de juin 1904 (1).

L'attitude de l'Allemagne était injustifiable.

Si l'on pouvait admettre en vertu du principe de l'égalité économique que la France n'obtînt dans la constitution du capital de la Banque aucune situation privilégiée, en dépit de la situation prépondérante de son commerce et de ses finances au Maroc (2), le silence gardé par le projet allemand sur les droits du consortium de l'emprunt 1904 ne s'expliquait pas. En outre, il n'était pas davantage admissible que cette institution fût revêtue d'un caractère politique, en contradiction formelle avec les principes qui avaient inspiré les négociateurs de l'accord du 27 septembre 1905 (3). Or, il paraissait aux yeux de tous que le conseil

(1) *Protocoles*, Références des projets allemand et français au questionnaire sur la Banque, p. 128.

(2) Tardieu, *La Conférence d'Algésiras*, p. 222. 80 % des affaires de banque étaient faites par la France et l'épargne française représentait 92 % du crédit marocain.

(3) Voir ci-dessus, p. 37.

de surveillance, constitué par le Corps diplomatique à Tanger et chargé de l'établissement du budget de la police, en même temps que du contrôle d'un Directoire nommé par un Conseil d'administration, émanant lui-même des États représentés, ne pouvait être qu'un organe politique que les circonstances amèneraient à battre en brèche l'influence et les droits de la France dans ce pays. Comme on l'a dit, à juste titre, cette institution n'était pas une banque, mais un gouvernement et un gouvernement tourné tout entier contre la France (1).

Après cette première rencontre, en présence de ces deux projets si divergents, l'accord espéré en venant à Algésiras paraissait plus incertain qu'aux premiers jours des pourparlers officiels entre les délégués.

Les deux séances qui allaient suivre devaient mettre nettement en lumière les causes de ce désaccord et néanmoins laisser entrevoir sur certains points une solution possible.

II

Ces deux séances furent consacrées à l'examen du travail de comparaison des projets allemand et français qu'avait préparés la Présidence (2).

(1) Tardieu, *op. cit.*, p. 222.

(2) *Protocoles*, p. 127. Référence des projets allemand et français au questionnaire sur la Banque.

Il ressortait clairement de ce travail que le désaccord entre la France et l'Allemagne portait sur les cinq points suivants :

1° Composition du capital et à cet égard, compensation des droits du consortium français cédés à la Banque, par une participation dans ce capital ;

2° Étendue des pouvoirs de la Banque en qualité de Trésorier-Payeur du Makhzen ;

3° Nombre et mode de nomination des membres du Conseil d'administration ;

4° Exercice du droit de surveillance sur la gestion de la Banque ;

5° Législation et juridiction applicables à la Banque.

Les deux premières questions visaient la sauvegarde des droits des banques contractantes de l'emprunt 1904 ; les deux autres, l'attribution à la Banque d'État d'un caractère strictement économique ; enfin, la cinquième intéressait particulièrement la France en raison de l'importance de sa situation commerciale et financière au Maroc.

Dès que la discussion fut engagée sur la cession des droits des porteurs de titres de l'emprunt 1904, M. Revoil fit remarquer la difficulté qu'éprouverait à rendre les services qu'on attendait d'elle une banque dépourvue du droit de préférence en matière d'emprunts et de frappe de la monnaie (1). Il fallait donc conférer ces droits à cette institution ; l'opinion était unanime à cet égard.

(1) *Protocoles*, p. 124.

Mais pouvait-on le faire aussi facilement que le préconisait l'Allemagne qui voulait ignorer le contrat du 12 juin 1904 ? Evidemment non. L'exercice de ces droits venait se heurter à des droits analogues conférés antérieurement par le sultan à un groupe de banques françaises.

Aucune méprise n'était possible sur la portée de l'article 33 de ce contrat. Pour M. Revoil cette clause constituait un droit de préférence au sens juridique du mot, donnant au consortium en matière d'emprunts et d'opérations monétaires, le droit de se substituer, à conditions égales, à tout autre établissement compétiteur. Ce droit de préférence, le consortium français était néanmoins prêt à le céder à la banque en échange non d'une somme d'argent mais d'une souscription de quatre parts dans son capital. Et, le délégué français faisait remarquer que cette prétention n'avait rien d'exagéré. N'était-elle pas, en effet, disait-il, outre « la contre-valeur du droit de préférence appartenant à la Banque, la compensation déjà réduite des droits que la France serait en mesure de faire valoir en raison de la part qu'elle s'était faite dans la vie économique du Maroc, spécialement dans les affaires financières, dans lesquelles la France possédait 80 0/0 (1). »

En ce qui concernait le rôle de la Banque comme trésorier-payeur du Makhzen, M. Revoil s'opposait à la solution extrême admise par le projet allemand.

L'article 13 de l'Acte de concession de la Banque impé-

(1) *Protocoles*, p. 125.

riale ottomane auquel se référait ce projet, stipulait que le gouvernement ottoman s'engageait à verser dans les caisses de la Banque tous les revenus quelconques de l'Empire et que la Banque à l'exclusion de tout autre établissement serait chargée du paiement de toutes les dépenses publiques. Or, à l'égard de la Banque marocaine, il ne saurait être question de verser dans ses caisses le produit des douanes, tout au moins jusqu'à concurrence de 60 %. Ces revenus, l'article 11 du contrat du 12 juin 1904 les donnait expressément en gage aux porteurs de l'emprunt en même temps que l'article 16 créait sur eux un droit de contrôle à leur profit. Ces droits de gage et de contrôle étaient la propriété exclusive des porteurs de titres et il n'appartenait ni au consortium ni à la France d'en disposer (1).

La même observation s'appliquait au service de cet emprunt. Dans aucun cas il ne saurait être confié à la Banque d'Etat. L'article 36 était formel à cet égard : aux termes de cet article, la Banque de Paris et des Pays-bas était spécialement déléguée pour assurer le service de l'emprunt pendant toute sa durée. Elle avait la mission de réunir le produit des douanes perçues dans les conditions de l'article 16 et de procéder aux opérations d'amortissement et au paiement des coupons de l'emprunt 1904 (2).

Le comte de Tattenbach n'interprétait pas de la même

(1) *Protocoles*, p. 122.

(2) *Protocoles*, p. 123.

façon l'article 33. Par un raisonnement subtil il en arrivait à dénier au consortium tout droit de préférence.

D'après lui, au cas d'un emprunt à conclure par le Gouvernement marocain, ce dernier était tenu d'inviter le Consortium à faire une offre en même temps qu'il adressait une invitation analogue à d'autres banques ou établissements de crédit. Le droit de préférence ne pouvait s'exercer en faveur du groupe français qu'autant que les prix et les conditions de tous les établissements sollicités étaient égaux. Or, disait le délégué allemand, en pratique, cette égalité ne sera jamais parfaite, car il y aura toujours une différence, aussi légère soit-elle, soit par rapport au taux du capital, soit par rapport aux intérêts, soit par rapport aux garanties ou à la commission.

Le droit acquis par le groupe français n'avait donc pas à ses yeux, *de facto*, une grande valeur et la participation qu'il demandait de quatre parts dans le capital de la Banque, lui paraissait tout au moins exagérée (1).

Quant à la proposition de la France de soustraire à l'encaissement de la Banque les 60 0/0 du produit des douanes en vue du service de l'emprunt, M. de Tattenbach paraissait devoir l'accepter ultérieurement.

Le désaccord entre les délégués allemands et français était aussi profond sur la constitution du Conseil d'administration.

Suivant les vœux de l'Allemagne chaque État participant

(1) *Protocoles*, pp. 123 et 124.

à la formation du capital aurait désigné son représentant au Conseil ; la France, au contraire, proposait de faire choisir les administrateurs par l'ensemble des actionnaires pendant 10 ans à raison d'un par nationalité, et passé ce délai, sans tenir compte de cette considération.

M. de Tattenbach ayant fait remarquer que ce dernier système pourrait entraîner des choix peu désirables aux yeux des groupes nationaux intéressés, M. Revoil répondit que cette éventualité était peu susceptible de se produire et qu'en fait, dans la pratique, le choix se ferait d'accord avec les différents groupes. D'ailleurs, le système français présentait cet avantage de respecter ce principe, partout admis en matière de société, que les administrateurs sont choisis par l'ensemble des actionnaires.

Par contre, le projet allemand n'offrait guère que des inconvénients. Un conseil d'administration à raison de deux délégués par nationalité se composerait de 26 administrateurs ; joints aux 13 membres du Conseil de surveillance cela ferait 39 personnes à rétribuer. C'était là une gestion dispendieuse. Un aussi grand nombre de personnes au courant des opérations que la Banque se proposerait d'effectuer présentait en même temps une entrave à toute affaire commerciale sérieuse (1).

Passant à la question du contrôle, M. de Tattenbach considérait comme une nécessité la création pour exercer

(1) *Protocoles*, p. 126.

cette mission, d'un Conseil de surveillance composé du corps diplomatique à Tanger (1).

D'une manière générale, son caractère de Banque d'Etat devait revêtir cette institution d'un prestige qui lui assurerait une situation prépondérante dans les affaires ; elle pourrait se laisser entraîner à des abus qui léseraient les intérêts des autres banques avec lesquelles elle serait en concurrence. Un conseil de surveillance composé du corps diplomatique était seul capable de prévenir cette situation.

Cette proposition se justifiait, en outre, par le rôle particulièrement grave conféré à la Banque en matière d'émission de billets et d'assainissement de la monnaie chérifienne.

Au premier point de vue, l'encaisse de la Banque constituait bien pour le public une garantie sérieuse ; néanmoins, cette garantie ne lui paraissait pas suffisante. Elle devait être renforcée par une confiance absolue en cette institution et c'est d'une surveillance plus grande qu'il attendait ce résultat (2). Or, un Haut-Commissaire chérifien paraîtrait trop faible pour agir avec indépendance, un conseil d'administration trop intéressé au gain pour être parfaitement clairvoyant ; seul un organe étranger à la Banque serait hors de suspicion et capable d'inspirer la confiance dont elle avait besoin.

Quant au deuxième chef, l'assainissement de la monnaie

(1) *Protocoles*, p. 126.

(2) *Protocoles*, pp. 136-137.

chérifienne, c'était un privilège exceptionnel qu'aucune autre banque ne possédait. Un contrôle des plus sévères était nécessaire pour prévenir les aventures dans lesquelles pourrait se laisser entraîner la direction et il n'existait aucun autre organe sur place qui pût exercer plus efficacement cette mission que le Corps diplomatique (1).

La délégation française opposait à M. de Tattenbach une thèse nettement contraire.

La composition même du Conseil d'administration où figuraient de nombreux éléments internationaux lui paraissait une garantie suffisante du bon fonctionnement de la Banque. Au cas où des abus résulteraient ultérieurement de sa gestion, il est bien certain que l'intervention des administrateurs représentant les nations dont les intérêts seraient compromis ne se ferait pas attendre et qu'elle suffirait à les réprimer. On pouvait d'ailleurs se demander si ce corps diplomatique aurait les connaissances techniques nécessaires à l'exercice d'un contrôle effectif, et, en admettant même que dans son sein quelques-uns de ses membres possédassent de telles lumières, s'ils pourraient s'abstraire entièrement de l'influence des considérations locales. En tout cas, cette intervention n'en était pas moins empreinte d'un caractère politique, et constituait une atteinte au principe de la souveraineté du sultan qui formait une des bases intangibles du programme de la Conférence (2).

(1) *Protocoles*, p. 137.

(2) *Protocoles*, p. 137.

En un mot, pour que la Banque conservât le caractère d'instrument de crédit et de régularisation prévu par l'accord du 27 septembre 1903, M. Revoil déclarait indispensable de renoncer à la surveillance de la Banque par le Corps diplomatique et de s'en tenir à l'action du Conseil d'administration pour assurer le bon ordre et la sagesse des opérations. Le contrôle de l'émission des billets serait suffisamment garanti par le Haut-Commissaire chérifien dont il était prêt à préciser les attributions à cet égard et le Conseil d'administration saurait bien encore en matière d'assainissement de la monnaie marocaine arrêter le directeur dans la voie des aventures (1).

Ainsi l'examen des projets allemands et français faisait ressortir entre eux, sur tous les points, un désaccord profond. Cependant l'intervention dans la discussion des délégués anglais et américains avait mis au jour des solutions transactionnelles qui pouvaient être considérées comme un terrain propre à un nouveau débat.

C'est ainsi que, sur la question du contrôle de la Banque, Sir A. Nicholson demandait si la surveillance du Haut Commissaire chérifien et du Conseil d'administration ne pourrait être complétée non pas par le contrôle du corps diplomatique mais par celui d'un collège de trois censeurs appartenant à des nationalités différentes (2).

(1) *Protocoles*, pp. 137-138. Le même désaccord régnait sur la question de la législation et de la juridiction applicables à la Banque. Voir ci-dessous p. 73.

(2) *Protocoles*, p. 138.

III

Pendant la semaine qui suivit la séance du 24 février, le comité de rédaction prépara d'après les indications de cette séance, un projet de constitution de la Banque d'État (1).

Ce projet vint en discussion le 3 mars. Les échanges de vues qui avaient eu lieu pendant ce temps entre les délégués avaient rendu un accord possible sur plusieurs points. Cependant les questions essentielles sur lesquelles la France ne pouvait céder rencontraient toujours de la part de l'Allemagne la même opposition.

En ce qui concernait la répartition du capital, le comte de Tattenbach persistait à trouver hors de proportion la part réclamée par la France en compensation de l'abandon du double droit du consortium français en matière d'emprunts et d'opérations monétaires.

La délégation allemande usait des mêmes arguments qu'à la séance du 24 février. Le droit de préférence lui paraissait d'une si faible valeur qu'elle croyait pouvoir en nier l'existence (2).

M. Revoil s'en tenait également aux raisons qu'il avait fait valoir et ne faisait non plus aucune concession (3). Par

(1) *Protocoles*, Projet de constitution d'une Banque d'État, p. 161.

(2) *Protocoles*, p. 157.

(3) *Protocoles*, pp. 157 et 158.

contre, les deux gouvernements se mettaient d'accord en ce qui concerne le service de l'emprunt 1904. Ce dernier restait confié à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Partant, le produit des douanes ne devait être versé dans les caisses de la Banque d'État qu'autant qu'il excéderait les sommes nécessaires à cet objet (1).

Sur le mode de nomination du Conseil d'administration l'accord s'était fait en partie.

La solution française prévalait. En vertu de l'article 9, la nomination des administrateurs était confiée à l'assemblée générale des actionnaires qui devait les choisir sur la désignation des groupes souscripteurs du capital, les candidats pouvant être, d'ailleurs, étrangers à la nationalité de ces groupes.

On réserva seulement cette proposition que l'assemblée des actionnaires serait libre, passé un délai de 10 ans, de choisir les administrateurs sans intervention des groupes souscripteurs (2).

On adopta définitivement comme organes de surveillance, la création d'un Haut-Commissaire chérifien et d'un Conseil d'escompte proposés par la France.

Mais le comte de Tattenbach reprit sur ce point son idée de compléter cette surveillance par l'institution d'un Comité entièrement indépendant de la Banque. Toutefois, il abandonnait sa première proposition de confier ce con-

(1) Art. 33 de l'Acte général.

(2) *Protocoles*, p. 132. Cette proposition ne fut pas adoptée par la Conférence. — Voir art. 50 de l'Acte général.

trôle à un comité composé par le Corps diplomatique et il se ralliait à celle de Sir A. Nicholson, formulée à la séance du 24 février, de lui substituer un conseil de trois censeurs ; seulement il en remettait la désignation au Corps diplomatique qui devait les choisir dans son sein.

Cette proposition était inacceptable pour la France. M. Revoil fit remarquer qu'une telle solution laissait subsister toutes les raisons qui justifiaient son opposition au premier projet allemand. Ce mode de recrutement, laissait, en effet, la porte ouverte, dans la gestion de la Banque, à l'influence de la politique. En outre, les responsabilités civiles et pénales que pourraient entraîner les fonctions de censeurs lui paraissaient peu compatibles avec le caractère diplomatique et les gouvernements ne devaient guère être disposés à les admettre (1).

Le délégué français proposait lui-même une solution ne présentant aucun des inconvénients qu'il venait de signaler.

Elle consistait à confier la nomination des premiers censeurs au Comité d'études chargé de l'établissement des statuts. Quant à leur recrutement postérieur, il s'effectuerait par voie de cooptation. L'origine et la mission de ce comité étaient une garantie que dans son choix, il s'inspirerait « de la nécessité de prévenir toute ingérence de la Banque dans les rivalités politiques au Maroc, d'assurer son impartialité complète à cet égard et de prémunir

(1) *Protocoles*, pp. 153 et 154.

l'Etat marocain contre les abus de la gestion de la Banque (1). »

Cette proposition n'eut pas de suite et c'est sur une nouvelle proposition allemande que la question fut reprise à la séance du 10 mars.

Sans doute, le comte de Tattenbach n'abandonnait pas son projet de soumettre la Banque à la surveillance d'un Conseil indépendant, mais il n'insistait plus sur la nécessité de confier les fonctions de censeurs à des fonctionnaires publics ou à des diplomates. Aussi bien, les motifs qui avaient soulevé l'opposition de la France disparaissaient. Le Conseil de surveillance perdait le caractère politique dont le revêtaient les premiers projets allemands et la suggestion du comte de Tattenbach de remettre la désignation des censeurs à de grands établissements financiers, comme la Banque Impériale d'Allemagne, la Banque d'Angleterre, la Banque d'Espagne et la Banque de France, était tout à fait acceptable (2).

Malheureusement le désaccord non seulement persistait sur la répartition des parts du capital, mais il s'aggravait profondément.

Le projet français n'envisageait que la cession des

(1) *Protocoles*, p. 154.

(2) *Protocoles*, p. 182. M. Rouvier se rallia à cette solution dans sa note du 11 mars. Le comité de rédaction modifia dans ce sens l'article 20 qui vint de nouveau en discussion le 27 mars. — Voir ci-dessous p. 64.

droits du Consortium en matière d'emprunts et d'opérations monétaires et les quatre parts du capital que n'avait cessé de réclamer M. Revoil en sa faveur ne représentaient que leur contre-valeur. L'Allemagne avait feint de méconnaître ces droits ; aujourd'hui elle les reconnaissait ouvertement et elle faisait des propositions nettes pour leur abandon à la Banque.

Elle accordait deux parts au Consortium ; mais, en échange, elle réclamait en plus de la cession des droits de l'article 33 celle du droit de contrôle que les articles 11, 16, 17 et 21 du contrat du 12 juin 1904 conféraient aux porteurs de titres sur les douanes marocaines. Elle retenait ainsi d'une main ce qu'elle abandonnait de l'autre (1). Comme conséquences, l'exercice de ce contrôle passait à la Banque ; le produit intégral des douanes était versé dans ses caisses et c'est à elle qu'incombait désormais le service de l'emprunt 1904.

La France pouvait-elle adhérer à une telle proposition ? M. Revoil distinguait (2). Sans doute, il ne se refusait pas à demander à son gouvernement une diminution de ses exigences primitives touchant le nombre des parts à attribuer au Consortium en échange de ses droits de préférence. Bien qu'il ne pensât pas qu'une réduction de deux parts fut admise par la France, une concession à cet égard lui paraissait néanmoins possible.

(1) *Protocoles*, p. 189.

(2) *Protocoles*, p. 190.

Il n'en était pas de même à l'égard des droits des articles 11, 16, 17 et 21. C'étaient des droits appartenant en propre aux porteurs de titres dont personne ne pouvait disposer, pas plus le groupe des banques françaises que son gouvernement. Il convenait de bien les distinguer des droits de préférence de l'article 33 et dans le cas où il serait question de proposer l'acquisition de ce privilège, d'en faire une estimation distincte. D'ailleurs, cette question ne saurait être réglée qu'ultérieurement puisque sa solution nécessitait une décision des porteurs prise en assemblée générale.

IV

La séance du 10 mars rendait l'espoir à tous les délégués. Une entente complète sur la question de la Banque ne paraissait plus impossible. Des trois points litigieux sur lesquels le désaccord avait semblé un instant irréductible, deux étaient tranchés; quant au troisième, malgré les prétentions allemandes, un tel besoin d'entente se manifestait chez les délégués, qu'on pouvait prévoir, dès maintenant, une solution définitive.

Dès que M. Rouvier fut informé des vues allemandes sur la banque, sa décision fut prise rapidement.

Le but poursuivi par la France dans la répartition des parts n'était autre que de nous assurer la majorité dans le

Comité d'études chargé d'élaborer les statuts et dans le Conseil d'administration (1). Sur les 15 voix du Conseil, il nous en fallait donc 8. Or celles de l'Angleterre, de la Russie, de l'Espagne et du Portugal nous avaient toujours été acquises ; l'Italie venait de nous donner la sienne. Avec la nôtre cela faisait 6 voix. Il nous suffisait d'en obtenir 2 pour le Consortium et nous disposions ainsi de la majorité dont nous avons besoin. La proposition allemande relative au nombre des parts à attribuer au Consortium pouvait être admise par la France.

Là s'arrêtaient les concessions. Elles ne pouvaient aller jusqu'à la cession à la Banque des droits de contrôle et de gage des porteurs de titres sur le produit des douanes. Les raisons exprimées par M. Revoil à la Conférence étaient décisives. Ces droits constituaient la garantie inaliénable des obligataires et personne ne pouvait en disposer à leur insu.

Toutefois, les dispositions conciliantes de la France étaient si grandes, que M. Rouvier en arrivait à trouver même sur ce point matière à concession.

En vertu de l'article 11 du contrat de 1904, la garantie des porteurs frappait bien la totalité du produit des douanes, mais tandis qu'une partie (60 %) était affectée exclusivement au service de l'emprunt, l'autre partie (40 %) était laissée à la disposition du sultan. L'article 32 stipulait qu'au cas où ce dernier voudrait affecter une

(1) Tardieu, *La Conférence d'Alyésiras*, pp. 310, 451.

partie quelconque du solde disponible à de nouvelles obligations, la détermination de cette quotité devrait être faite de concert avec les banques contractantes, le privilège des porteurs sur ce solde n'en subsistant pas moins en cas d'insuffisance des 60 % à assurer le service de l'emprunt.

Ne pouvait-on remettre à la Banque de l'État le droit de l'article 32 ?

Il n'y avait évidemment aucun inconvénient. Il n'y aurait là ni cession du solde disponible, ni de l'hypothèque qui pesait sur lui en faveur des porteurs : la Banque aurait seulement le droit de déterminer au lieu et place du Consortium, la quotité du solde dont le sultan voudrait disposer pour gager en deuxième rang un nouvel emprunt.

Ce furent ces considérations qui inspirèrent M. Rouvier dans la rédaction de la note qu'il adressa le 11 mars à M. Revoil (1).

Cette réduction de quatre à deux du nombre de parts à attribuer au Consortium et l'abandon du droit de l'article 32 à la Banque étaient des concessions importantes que l'Allemagne ne pouvait manquer d'apprécier. Quant au maintien absolu du droit de contrôle, M. Rouvier espé-

(1) M. Rouvier acceptait également que les quatre censeurs fussent désignés par les Banques d'État d'Allemagne, d'Angleterre, d'Espagne et de France. Les dispositions conciliantes de la France se traduisaient également par des concessions sur la question de la police. Voir à ce sujet, Tardieu, *op. cit.*, p. 310.

rait bien que ses concessions sur la question de la police détermineraient le comte de Tattenbach à renoncer à ses prétentions à ce sujet.

Les meilleures voies paraissaient donc ouvertes à une solution définitive quand soudain on apprit à Algésiras la chute du cabinet Rouvier.

M. Bourgeois qui remplaçait ce dernier au quai d'Orsay reprit l'examen des concessions que pouvait faire la France, outre la réduction de quatre à deux du nombre de parts à attribuer au Consortium.

Pour lui, comme pour M. Rouvier, il ne pouvait être question de la cession du droit de contrôle sur les douanes.

Ce droit n'aurait pu faire non plus l'objet d'une délégation (1) de la part du Consortium. Cette solution avait toujours été repoussée par la Banque de Paris et des Pays-Bas et par le ministère des Affaires étrangères, pour cette raison, que, sans le consentement exprès des porteurs de titres, cette délégation eût été aussi incorrecte juridiquement qu'une cession proprement dite.

M. Léon Bourgeois en venait donc à examiner la dernière concession possible, celle à laquelle s'était rallié M. Rouvier dans sa note du 11 mars et qui consistait dans la cession à la Banque d'État par le Consortium du droit d'apprécier d'accord avec le Makhzen dans quelle mesure les 40 % des

(1) On lira avec le plus grand intérêt sur la question de la cession à la Banque des droits de l'article 32 l'ouvrage cité de M. Tardieu, pp. 340, 341, 342.

douanes pourraient en deuxième rang servir de gage à un nouvel emprunt.

Était-ce au point de vue juridique une opération parfaitement correcte? Un instant, on l'avait admis ; mais depuis l'opinion s'était modifiée. M. Louis Renault, jurisconsulte du ministère des affaires étrangères, considérait l'article 32 comme établi non en faveur du Consortium, mais dans l'intérêt des porteurs et par suite leur consentement à cette cession était aussi indispensable qu'à celle du droit de contrôle.

En fin de compte, cet article s'analysait dans la faculté pour les porteurs de remettre au sultan la disposition d'une partie des revenus des douanes s'ils n'étaient pas nécessaires au service de l'emprunt. Ces porteurs avaient délégué le droit d'appréciation à un mandataire, la Banque de Paris et des Pays-bas et il n'était pas correct de lui substituer, à cet effet, un autre mandataire dans la personne de la Banque d'État du Maroc, sans leur consentement.

Le désir de M. Léon Bourgeois était cependant de ne pas revenir sur la solution de M. Rouvier. L'abandon du droit de l'article 32 en faveur de la Banque ne lui paraissait pas une concession à laquelle la France ne pût souscrire. Pour éviter l'écueil juridique sans modifier le résultat pratique, il présentait la question sous une forme différente. « Le Consortium restait seul compétent pour apprécier quelle quotité du solde de 40 % pouvait être essentiellement dégagée de la garantie de l'emprunt 1904, afin de servir en première ligne de gage à un emprunt nouveau. Mais le

gouvernement chérifien conservait la faculté d'offrir à des prêteurs une deuxième hypothèque sur le solde disponible. Et cette faculté pouvait être abandonnée à la Banque d'État » (1).

Ainsi la France faisait deux concessions. D'une part, elle réduisait de 4 à 2 le nombre des parts du capital demandées primitivement en faveur du Consortium en échange des droits de l'article 33; d'autre part, si elle retenait le contrôle sur les douanes, elle ajoutait à cette cession, celle des droits conférés aux porteurs de titres par l'article 32.

V

M. Revoil, muni de ces instructions, poursuivit ses échanges de vue avec la délégation allemande. La Conférence reprit la question de la Banque dans les séances des 27 et 31 mars, et elle résolut définitivement les questions des censeurs et de la répartition des parts du capital.

La détermination du nombre des censeurs donna lieu à une nouvelle discussion.

Le chiffre de quatre, pris pour base par le Comité de rédaction étant pair, le marquis Visconti-Venosta faisait remarquer qu'un partage des voix pourrait s'en suivre dans certains cas et rendre toute décision impossible.

(1) Tardieu, *op. cit.*, p. 341.

L'adjonction d'un cinquième membre paraissait donc une mesure sage.

C'est sur le choix de ce censeur que les contestations s'élevaient. L'Italie, puissance méditerranéenne, à ce titre plus particulièrement intéressée dans la question, avait demandé de réserver à la désignation de la Banque d'Italie ce censeur supplémentaire. Mais, dans ce cas, la délégation d'Autriche-Hongrie réclamait un avantage analogue pour la banque de son pays. Dès lors, le nombre des censeurs redevenait pair et l'inconvénient que l'on avait cherché à écarter reparaisait (1).

M. Revoil cherchait dans une solution intermédiaire le moyen de donner satisfaction à ces intérêts. Il déclarait que tout en fixant le nombre des censeurs à quatre, il serait peut-être possible de trouver une combinaison acceptable pour les puissances qui n'interviendraient pas dans leur désignation. Il donnait à titre d'exemple la création de commissaires des comptes tels qu'il en existe dans certains établissements financiers.

C'est cette solution qui prévalut à la séance du 31 mars (2). Le nombre des censeurs fut définitivement fixé à quatre. Quant aux commissaires des comptes, le comité spécial chargé de l'élaboration des statuts, décida qu'il pourrait en être nommé un ou plusieurs.

En ce qui concernait l'étendue de la participation du

(1) *Protocoles*, pp. 208 et 209.

(2) Voir art. 51 de l'Acte général.

Consortium dans le capital de la Banque, du 14 au 26 mars, une conversation s'était engagée entre M. Revoil et le comte de Tattenbach. L'Allemagne maintenait sa prétention formulée à la séance du 10 mars, d'obtenir du Consortium l'abandon de son droit de contrôle. Tenant compte des observations de la France, elle en faisait, toutefois, une estimation distincte des droits des articles 32 et 33.

En échange de ces derniers, elle consentait à donner deux parts au Consortium, puis une autre part contre l'abandon de ce droit de contrôle. Mais, en même temps, au moment où personne ne pouvait s'y attendre, elle évoquait au profit des banques allemandes contractantes de l'avance 1905, de 10 millions de marks, un droit analogue à celui du Consortium français. Elle prétendait que ce droit devait faire aussi l'objet d'un rachat et elle l'évaluait à une part du capital social de la Banque. L'offre que l'Allemagne faisait à la France se réduisait de ce fait à deux parts. C'était le chiffre proposé primitivement ; la France n'obtenait donc aucun avantage nouveau (1).

M. Revoil ne pouvait accepter une telle proposition. Au sujet du prétendu droit des Banques allemandes, l'Allemagne dénaturait entièrement le caractère du prêt dont elle faisait état pour motiver sa prétention et ce faisant elle se déjugeait profondément. Le délégué n'avait qu'à rappeler, en effet, que de l'aveu même de l'Allemagne ce

(1) Tardieu, *op. cit.*, p. 351 à 354.

prêt constituait non un emprunt proprement dit mais seulement une « avance de courte durée » « une ouverture de crédit à court terme, utilisable en compte courant ». C'étaient les termes mêmes de l'accord auquel elle avait souscrit le 27 septembre 1903 (1).

Quant à la cession du droit de contrôle, M. Revoil s'y refusait obstinément. Sa thèse n'avait pas changé. C'était un droit consenti au profit des porteurs de titres, un droit inaliénable dont la France se refusait d'envisager l'abandon.

Ses dernières propositions étaient fermes : maintien du droit de contrôle en faveur des porteurs et cession au Consortium de deux parts de capital en échange des droits des articles 32 et 33 du contrat du 12 juin 1904. L'accord était à ce prix.

En présence de la ferme attitude de M. Revoil, ses concessions sur la question de la police aidant, le comte de Tattenbach abandonna ses prétentions et dans la séance du 31 mars, la cession des droits du Consortium en matière d'emprunts et de frappe de la monnaie, dernière question litigieuse sur la Banque, fut réglée selon les vœux de la France.

L'article XXIII définitivement adopté stipulait que le capital initial de la Banque serait divisé en autant de parts égales qu'il y aurait de puissances représentées à la Conférence. Les États qui voudraient se prévaloir de leur

(1) Voir ci-dessus, note, p. 49.

droit de souscription auraient à communiquer cette intention au Gouvernement royal d'Espagne, dans un délai de quatre semaines à partir de la signature de l'Acte général.

Toutefois, ajoutait l'article *in fine*, « deux parts égales à celles réservées à chacun des groupes souscripteurs seront attribuées au consortium des Banques signataires du contrat du 12 juin 1904, en compensation de la cession qui sera faite par le consortium à la Banque d'État du Maroc :

1° Des droits spécifiés à l'article 33 du contrat ;

2° Du droit inscrit à l'article 32, § 2, du contrat, concernant le solde disponible des recettes douanières sous réserve expresse du privilège conféré en premier rang par l'article 11 du même contrat aux porteurs de titres sur la totalité du produit des douanes » (1).

De ce fait, la Banque devenait l'agent financier du Gouvernement chérifien. En matière d'emprunts elle devait jouir, disait l'article IV, § 1 « d'un droit de préférence à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit. »

VI

Ainsi était résolue la question de l'organisation de la Banque d'État. Les craintes de l'Allemagne étaient que

(1) *Protocoles*, p. 237, articles 34 et 36 de l'Acte général.

cette institution ne devînt un instrument financier et de crédit aux mains de la France, destiné à faciliter son expansion politique et économique au Maroc au détriment des autres nations ; celles de la France qu'on en fit un instrument politique, entièrement soumis au corps diplomatique, dont l'ingérence dans ses affaires aurait gêné considérablement son action et nuit à nos intérêts. Par une série de concessions mutuelles, les deux nations en étaient arrivées à créer une institution qui, répondant aux principes exposés dans le programme du 27 septembre 1905, donnât satisfaction autant qu'il était possible, à l'une et à l'autre.

Sans doute la solution adoptée sur la répartition des parts du capital social donnait dans le Conseil d'administration, la majorité des voix à la France ; mais nos intérêts financiers au Maroc, justifiaient pleinement cet état de choses ; le contraire seul eût paru irrationnel et inacceptable. D'ailleurs, les alarmes de l'Allemagne eussent été vaines. La composition des organes de la Banque d'État, du conseil d'administration et du conseil des censeurs, formés le premier des représentants des groupes financiers internationaux, le second des délégués des plus grands établissements financiers européens, où, de plus, ne figurait aucun élément politique, était une garantie suffisante qu'elle ne se départirait jamais de son caractère d'instrument de régularisation et de crédit et que ses actes s'inspireraient toujours du respect de l'égalité économique.

En un mot, la Banque représentait la collectivité des

intérêts financiers et commerciaux européens qu'elle devait servir avec l'impartialité la plus grande dans l'œuvre de développement économique que le Makhzen allait entreprendre au Maroc avec le concours des puissances.

(1) L'Acte général fut signé le 7 avril 1906. En vertu de l'article 56, la Banque d'Etat devait être constituée dans les deux mois qui suivraient l'expiration du délai de ratification fixé au 31 décembre 1906, soit le 28 février 1907. Toutefois les gouvernements devaient procéder aux engagements, études et formalités préliminaires à la constitution même de la Banque avant l'expiration du délai de ratification.

En exécution de l'article 56 les gouvernements signataires notifièrent leur intention d'user de leur droit de souscription dans la formation du capital de la Banque, dans les quatre semaines qui suivirent la signature et elles désignèrent les groupes chargés de souscrire leurs parts respectives ; seuls, les Etats-Unis n'usèrent pas de ce droit.

L'acte général (art. 57) avait prévu également un second délai de trois semaines à compter de l'expiration du délai de souscription pour la constitution d'un Comité spécial, élu dans les conditions du Conseil d'administration (art. 50), chargé de rédiger les statuts de la Banque et d'élaborer un règlement sur les rapports de la Banque avec le Makhzen (art. 43 et 47).

Chaque groupe souscripteur fut représenté au sein de ce comité. Il était composé de 14 délégués — 12 représentant les parts des puissances (Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Maroc, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède), et 2, celles du Consortium français. En même temps les Banques d'Etat d'Angleterre, d'Allemagne, d'Espagne et de France désignaient 4 censeurs (art. 54).

Le comité d'études tint sa première réunion à Madrid mais il décida immédiatement de transporter à Paris le siège de ses délibérations. La présidence fut déférée à M. Pallain, gouverneur de la Banque de France, délégué du Consortium français.

Ce comité tint à la Banque de France deux sessions : dans la première en mai-juin 1906 il elabora le projet de statuts ; dans la

deuxième, en novembre, le règlement précisant les rapports de la Banque avec le Makhzen. Il vécut jusqu'à la constitution de la Banque. Cette Banque étant constituée en société anonyme, sous le régime de la loi française, il accomplit les formalités requises par cette législation de toute société : dépôt des statuts chez un notaire, versement dans une banque du quart du capital, etc.

LIVRE III

Organisation de la Banque d'État du Maroc

CHAPITRE I

Nationalité de la Banque d'État du Maroc **Législation applicable. — Juridiction**

Dès les premières délibérations de la Conférence sur la Banque d'État du Maroc, il apparut que la nationalité de cet établissement ne pouvait être déterminée que par les principes généraux du droit international sur la matière. Aussi, lorsque l'Allemagne eut fait adopter par la Conférence sa proposition d'en fixer le siège social à Tanger, quelles que fussent les divergences de la doctrine et des jurisprudences, il ne pouvait subsister aucun doute : la

Banque qui réunissait au Maroc à la fois le centre de ses opérations et son siège social était bien une société anonyme de nationalité marocaine; la fixation à Paris du siège de son Conseil administratif, admise pour des raisons de commodité, ne pouvait en rien altérer ce caractère (1).

Dès lors sous quelle législation la Banque allait-elle se constituer? En général, les sociétés anonymes adoptent pour régime légal celui de leur pays d'origine. Mais, dans l'espèce, eût-on voulu se conformer à cette règle qu'il eût été impossible de le faire, la législation marocaine sur la matière étant inexistante. Force était donc de chercher une solution susceptible de donner satisfaction à tous les États représentés.

En réalité, ces États avaient le choix entre deux solutions : l'une consistait à créer la Banque sous la législation commerciale de l'un d'entre d'eux; l'autre, au contraire, à lui constituer un régime spécial offrant des garanties à

(1) Les jurisconsultes français les plus éminents diffèrent sur le criterium à appliquer en matière de nationalité d'une société anonyme. Pour MM. Renault, Lyon-Caen et Weys, la nationalité est déterminée par le pays où la société a son principal établissement, c'est-à-dire, le centre effectif de son exploitation et de ses affaires. Pour M. Thaller, au contraire, la société emprunte la nationalité du pays où elle a son siège social. Quelle que soit la solution que l'on adopte, la Banque d'Etat du Maroc est bien une société marocaine — Il convient, toutefois, de remarquer que cette détermination ne présente ici, qu'une importance relative, la conférence ayant dérogé par des dispositions spéciales, aux conséquences qui découlent de cette nationalité. C'est ainsi, par exemple, qu'elle a soumis la Banque défenderesse à la juridiction d'un tribunal spécial, alors que, logiquement, elle est justiciable des tribunaux marocains.

tout le monde. La première était proposée par la France, la seconde par l'Allemagne.

Le projet français appliquait à la Banque la législation française et M. Revoil justifiait sa proposition en s'appuyant sur l'exemple de la société du canal de l'isthme de Suez, qui, internationale par son capital et sa direction, à l'égal de la Banque, s'était néanmoins constituée sous le régime de notre législation. C'était là, évidemment, la preuve de la grande confiance dont la loi française sur les sociétés jouit dans les affaires financières et un précédent que la Banque ne suivrait qu'avec avantage. Quant aux craintes de certaines nations que l'adoption de la proposition française ne devint au profit de notre pays une source d'influence politique au Maroc, M. Revoil faisait judicieusement observer que le caractère abstrait de la loi enlevait à ces appréhensions tout fondement et que seule une application partielle de la loi de la part de juges intéressés pourrait avoir ce résultat (1).

Le comte de Tattenbach n'en repoussait pas moins cette solution. A ses yeux, la Banque étant constituée sur la base de l'égalité des puissances, il n'existait aucune raison de la placer sous le régime de la législation d'une nation représentée plutôt que d'une autre ; il convenait, au contraire, de la soumettre à une législation d'un caractère neutre, ayant fait ses preuves et, à cet égard, le choix des

(1) *Protocoles*, pp. 139 et 150.

Codes mixtes égyptiens lui paraissait devoir donner toute satisfaction (1).

Le désaccord entre l'Allemagne et la France n'était pas moins profond sur la question de la juridiction applicable à la Banque.

M. Revoil proposait la juridiction française pour le jugement de toutes les contestations où la Banque serait partie. Cette solution, disait-il, découlait naturellement de l'adoption de la législation française comme régime légal de cette institution. La seule raison qui pût militer contre elle, la partialité possible de nos tribunaux, n'était pas valable. Personne, en effet, n'oserait soutenir que dans leurs jugements, les tribunaux français pas plus que les tribunaux étrangers se laissassent influencer par des considérations étrangères à la justice, et il était bien certain que l'étranger trouverait devant nos cours les mêmes garanties que devant la juridiction de son pays (2). D'ailleurs, en ce qui concerne les litiges les plus nombreux, ceux entre la clientèle particulière et la Banque, cette solution ne changeait rien à la situation normale au Maroc où 80 0/0 des affaires de banque étaient faites à ce moment par des sociétés françaises. Le nombre de ces contestations serait donc restreint; en outre, la Banque n'ayant aucun monopole qui puisse mettre en jeu les intérêts particuliers,

(1) *Protocoles*, p. 138.

(2) *Protocoles*, p. 139.

ceux qui feraient des affaires avec elle auraient par le fait accepté librement sa juridiction (1).

Pour les mêmes raisons qui le portaient à adopter en matière de législation les Codes mixtes égyptiens, l'Allemagne repoussait cette dernière proposition de la France et la solution à laquelle elle se rangeait, en matière de juridiction applicable à la Banque, reposait sur une distinction entre la situation que cette dernière pouvait occuper dans les litiges, soit comme demanderesse, soit comme défenderesse. Dans le premier cas, le comte de Tattenbach demandait que le tribunal compétent fût le tribunal marocain ou le tribunal consulaire du défendeur tel que l'établissaient les Capitulations au Maroc; dans le second cas, que le litige fût soumis à une Cour mixte composée des présidents des Cours Consulaires des Puissances intéressées à la Banque auxquels s'adjoindrait un délégué marocain, cette Cour devant juger en premier et dernier ressort (2).

En présence de ces propositions si divergentes, aussi bien sur la législation que sur la juridiction applicable à la Banque, était-il possible de trouver un terrain d'entente? De ce soin se chargèrent les États-Unis et l'Italie.

M. White, à la séance du 23 février, faisant une distinction entre les litiges suivant que la Banque se trouverait en contestation avec le Gouvernement marocain, ses

(1) *Protocoles*, p. 150.

(2) *Protocoles*, p. 139.

actionnaires ou sa clientèle particulière, se demandait s'il convenait de déférer indifféremment ces litiges à une même juridiction. Et il attirait l'attention de la Conférence sur l'avantage de soumettre les contestations entre la Banque et le Gouvernement marocain à une juridiction déjà existante, mais située hors du Maroc et indépendante des pays intéressés dans la Banque. Cette solution n'eut pas de peine à prévaloir sur les propositions premières de l'Allemagne et de la France et celles-ci décidèrent à la séance du 3 mars, de soumettre au tribunal fédéral de Lausanne, non seulement le règlement de ces différends mais encore des litiges entre la Banque et ses actionnaires (1). Quant aux contestations où nationaux étrangers et Marocains occupaient la situation de défendeurs, la France se ralliait à la proposition de l'Allemagne d'en confier le jugement aux tribunaux déterminés par les Capitulations.

Restait la question de la législation et de la juridiction applicable en cas de litige entre la Banque défenderesse et et sa clientèle particulière.

(1) *Protocoles*, p. 149. La Banque étant soumise à la législation française, il eut été évidemment plus rationnel de confier le règlement de ces dernières contestations aux tribunaux français. C'est cette solution qui a été adoptée pour la Compagnie du Canal de l'isthme de Suez, société anonyme soumise également à la législation française. En vertu de l'article 74 des statuts, toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les associés sur l'exécution des statuts ou à raison des affaires sociales sont jugées par des arbitres nommés par les parties et les appels de ces sentences sont portés devant la Cour d'appel de Paris.

L'accord sur ce sujet se fit le 10 mars sur une proposition transactionnelle du délégué italien.

Dans la discussion qui s'ouvrit, le marquis Visconti-Venosta groupait les articles 14 et 15 du projet du Comité, relatifs à la juridiction et à la législation et il demandait si une solution ne pourrait être arrêtée au moyen de mutuelles concessions que se feraient l'Allemagne et la France. (1)

A son avis, et se ralliant, en cela, à la thèse soutenue par M. Revoil à la séance du 3 mars (2), la création de la Banque sous le régime de la loi française ne présentait, en raison du caractère abstrait de la loi, aucun inconvénient.

D'autre part, la Conférence avait déjà admis la compétence de la Cour de Lausanne à l'égard des litiges entre la Banque et le Gouvernement marocain et des contestations entre la Banque et ses actionnaires ; le désaccord ne portait donc plus que sur la juridiction applicable aux contestations entre les particuliers demandeurs et la Banque défenderesse.

Appliquerait-on, dans ce cas, la juridiction de nos tribunaux consulaires comme conséquence de la constitution de la Banque sous le régime de la loi française ou celle d'une cour mixte composée suivant le projet allemand, des Présidents des Cours Consulaires et d'un délégué marocain ?

Aucune de ces deux solutions ne pouvait être admise. L'Allemagne tenait absolument à soustraire la Banque

(1) *Protocoles*, p. 180.

(2) Voir ci-dessus, p. 73.

défenderesse à l'action de nos tribunaux; la France, en revanche, ne voulait dans aucun cas d'un tribunal revêtant un caractère politique. Le marquis Visconti-Venosta émettait donc une solution intermédiaire, susceptible de donner satisfaction aux deux gouvernements, consistant dans la création d'un tribunal composé de 3 consuls assistés de 2 notables commerçants et chargé de juger les litiges au dessous d'un certain chiffre. Quant aux autres, aussi bien pour la première instance que pour l'appel, ils seraient soumis au jugement de la Cour de Lausanne.

Cette proposition était adoptée à la fois par M. Revoil et le comte de Tattenbach, et ce dernier acceptait, en même temps, la législation française comme régime loyal de la Banque. De plus il faisait remarquer qu'en raison des garanties présentées par ce tribunal consulaire, il n'y avait pas lieu de restreindre sa compétence. Il devait connaître de tous les litiges quel que soit leur taux et M. Revoil confirmait cette manière de voir en observant qu'il ne fallait « pas perdre de vue qu'une inégalité résulterait du système contraire, la compétence pécuniaire du Tribunal consulaire étant limitée quand la Banque est défenderesse, tandis qu'elle est illimitée dans le cas où la Banque serait demanderesse. » Les résultats de ces délibérations furent consignés dans les articles 44, 45 et 46 de l'Acte général d'Algésiras que nous reproduisons ci-dessous :

Art. 44. — La Banque constituée avec approbation du gouvernement de Sa Majesté Chérifienne sous la forme des sociétés anonymes est régie par la loi française sur la matière.

Art. 45. — Les actions intentées au Maroc par la Banque seront portées devant le tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions intentées au Maroc contre la Banque seront portées devant un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le corps diplomatique établira chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs et de leurs suppléants.

Ce tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française. L'appel des jugements prononcés par le tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne, qui statuera en dernier ressort (1).

Art. 46. — En cas de contestations sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le gouvernement marocain et la Banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la Cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la Banque sur l'exécution des statuts ou à raison des affaires sociales.

(1) Nous savons que l'appel des jugements rendus par les tribunaux consulaires français au Maroc est porté devant la Cour d'Aix.

CHAPITRE II

Situation légale de la Banque dans les Etats signataires

La Banque d'Etat du Maroc est aux yeux des différents Etats signataires de l'Acte général d'Algésiras une société anonyme étrangère. Toutefois, le domaine de ses opérations n'est pas limité au Maroc. Elle entretient avec les établissements de crédit et sa clientèle privée en Europe des rapports qui se traduisent par des contrats de nature à entraîner des litiges dont la solution peut exiger l'intervention de la justice. D'autre part, le développement de ses affaires peut lui faire une nécessité, dans un avenir prochain, d'acquérir des immeubles et d'établir des succursales en Europe. Ces observations suffisent à établir l'importance de la question de savoir si la Banque jouit dans les Etats signataires de la personnalité juridique, si elle peut y ester en justice et y exercer ses opérations du fait de son existence juridique au Maroc, ou si, au contraire, elle doit se soumettre pour obtenir la personnalité morale dans ces Etats à toutes les conditions exigées des sociétés anonymes étrangères.

En premier lieu, il convient de remarquer que la Conférence s'est uniquement occupée de la situation légale de la Banque sur le territoire marocain et qu'aucune stipulation de l'Acte général ne règle cette situation en Europe. C'est ainsi que l'article 45 est relatif aux actions intentées par ou contre la Banque exclusivement au Maroc ; l'article 38, d'autre part, qui fixe le siège social de la Banque à Tanger, lui concède le droit d'établir des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile. Mais dans aucun de ces articles, il n'est fait allusion aux litiges intervenant en Europe entre la banque et sa clientèle ou aux conditions dans lesquelles la Banque pourrait s'établir dans les Etats signataires.

Il en est de même des articles 39 et 41. Le premier stipule que la Banque sera autorisée à acquérir tout bâtiment et terrain dont elle pourrait avoir besoin pour son établissement ainsi que pour celui de ses succursales et agences ; le second exempte de tout impôt et redevance ordinaire ou extraordinaire existant ou à créer, la banque, ses succursales et agences, les immeubles affectés à ses services, les titres et coupons de ses actions, ses billets. La même faveur s'applique à l'importation et à l'exportation des métaux et monnaies destinés aux opérations de la Banque. Mais là encore, ces stipulations doivent s'entendre dans un sens étroit et comme ne concernant que la situation de la banque sur le territoire marocain. La reproduction littérale de ces articles dans les articles 34 et 36 du

Règlement sur les rapports de la Banque et du Gouvernement marocain suffit à justifier cette assertion.

Ainsi, de tous les articles relatifs à la capacité juridique de la Banque, au règlement des litiges où elle se trouve engagée, à l'établissement de ses succursales ou agences, il est impossible de tirer aucune indication certaine sur la situation légale que les États signataires se proposaient de lui attribuer sur leur territoire respectif. Nous croyons pouvoir inférer de ce silence que leur intention a été d'assimiler à cet égard la Banque d'État du Maroc à toute autre société anonyme étrangère (1).

Nous considérons donc la Banque comme une société anonyme dont la condition juridique doit être réglée dans chaque État ayant participé à la Conférence suivant la législation spéciale à chacun d'eux sur les sociétés par actions étrangères.

Dès lors deux questions se posent :

(1) Nous devons faire remarquer également que le projet allemand sur la Banque était beaucoup plus explicite que le projet français sur la question de la personnalité juridique de cet établissement dans les États signataires. L'article 3 lui conférait le caractère de personne morale dans ces États. Cette idée fut reprise par la délégation allemande lors de la discussion de l'article 11 du projet du comité de rédaction (séance du 3 mars). Elle y introduisait, en effet, un amendement ainsi conçu « La Banque sera constituée en société anonyme. Elle aura dans chaque pays représenté à la Conférence qualité de personne morale ». La non-adoption de cet amendement n'est-elle pas aussi un argument en faveur de la justesse de notre thèse ?

1) La Banque jouit-elle de l'existence légale dans ces pays ?

2) Et si elle y jouit de cette existence légale peut-elle y exercer librement ses opérations ou doit-elle s'y soumettre aux conditions exigées des sociétés étrangères ?

En ce qui concerne la première question nous remarquerons que parmi les États signataires, les uns reconnaissent à ces sociétés l'existence légale sur leur territoire, à la seule condition qu'elles soient régulièrement constituées dans leur pays (ou conformément à la législation qu'elles ont adoptée); les autres, au contraire, subordonnent cette reconnaissance à une autorisation gouvernementale. Au premier groupe appartiennent la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Hollande, l'Angleterre, l'Allemagne; au second, la Russie, l'Autriche, la Hongrie. En appliquant ces principes à la Banque d'État du Maroc il est bien évident qu'elle jouit de l'existence légale dans les États de la première catégorie depuis le jour de sa constitution régulière sous la législation française, tandis que cette situation ne lui serait conférée dans les États de la seconde qu'en vertu d'un décret d'autorisation (1).

(1) Les sociétés anonymes étrangères sont soumises en France à la loi du 30 mai 1837. Une société anonyme ne peut exercer ses droits sur notre territoire qu'autant qu'elle y a été autorisée soit par un Décret rendu en conseil d'État soit par une convention internationale. Mais il n'est pas nécessaire que chaque société soit l'objet d'un décret. Il suffit qu'elle soit régulièrement constituée dans l'un des

En réalité convient-il d'adopter une solution aussi rigoureuse ?

Nous ne le pensons pas et pour cette raison que la formalité de l'autorisation n'étant dans ces nations qu'une mesure de garantie prise en faveur du commerce et de l'industrie, la participation de ces États à la détermination des conditions d'organisation et du fonctionnement de la Banque d'Etat du Maroc constitue déjà une sauvegarde suffisante pour les intérêts nationaux. En outre, la ratification de l'Acte général peut être à juste titre considérée comme équivalant à un décret d'autorisation, à la condition, bien entendu, que la banque se soit constituée régulièrement sous la législation française que les États lui ont choisie comme régime légal.

La Banque d'Etat du Maroc nous paraît donc avoir joui de l'existence juridique dans les États signataires dès le jour de sa constitution et, à ce titre, elle a pu ester en justice devant leurs tribunaux soit comme demanderesse, comme défenderesse au sujet de ses contrats avec sa clientèle.

États à l'égard desquels le gouvernement français a rendu un décret collectif d'autorisation.

La Banque d'Etat du Maroc se trouve dans une situation particulière à l'égard de notre législation. Bien que société marocaine, elle est constituée sous le régime légal français; elle obéit à toutes les règles qui régissent nos sociétés; elle offre donc toutes les garanties que peuvent présenter les sociétés françaises. A ce titre, son existence légale en France, doit être reconnue indépendamment de toute autorisation du gouvernement français.

Mais, et nous passons là à la deuxième question que nous nous sommes posée : la Banque peut-elle exercer dans ces nations des opérations quelconques ? Peut-elle, par exemple, y acquérir des immeubles et y établir des succursales sans se conformer aux formalités exigées des sociétés étrangères par ces législations ?

Écartons un premier point. La Banque étant soumise à la loi française sur les sociétés, s'étant conformée et se conformant à toutes les formalités requises des sociétés françaises pour obtenir et conserver la personnalité juridique, doit être assimilée entièrement à ces sociétés. Elle pourrait donc acquérir des immeubles et fonder des succursales en France dans les mêmes conditions que les sociétés anonymes françaises.

Quant aux autres États signataires, il y a lieu de remarquer que si la plupart reconnaissent sans autorisation l'existence légale sur leur territoire et partant le droit d'ester en justice devant leurs tribunaux aux sociétés étrangères régulièrement constituées selon les lois de leur pays ou de la législation qu'elles adoptent, ils ne se montrent jamais aussi libéraux en ce qui concerne le droit d'acquérir des immeubles et surtout d'y établir des succursales.

L'examen sommaire des législations des principaux États signataires sur les sociétés anonymes étrangères préciserà nos idées sur ce sujet (1).

(1) Voir, Lyon-Caen et Renault. *Traité du droit commercial*, tome II, p. 827 à 834.

Angleterre (1). — L'existence légale y est reconnue aux sociétés anonymes étrangères sans qu'elles aient besoin d'obtenir une autorisation. Toutefois les sociétés qui ne se contentent pas d'y faire des affaires, mais veulent établir un centre d'opérations (*place of business*) — succursale, bureau de transfert ou d'enregistrement d'actions — doivent se soumettre aux formalités de l'article 274 de la loi du 21 décembre 1908, sous peine d'une amende assez élevée.

Cet article est ainsi conçu : « Toute société incorporée hors du Royaume Uni qui établit une agence dans le Royaume Uni, doit, dans le mois de cet établissement, déposer entre les mains du Registrar des sociétés :

a) Une copie certifiée de la Charte, des statuts, du memorandum, des articles ou de tout autre acte constitutif de la société et si l'acte n'est pas écrit en anglais une traduction conforme de ces documents ;

b) Une liste des administrateurs de la société ;

c) Les noms et adresses d'une ou plusieurs personnes résidant dans le Royaume Uni autorisées à recevoir au nom de cette société la signification des actes de procédure et toutes autres modifications qui doivent être faites à la société.

En cas de modifications faites dans ces actes ou parmi les administrateurs ou dans les noms et adresses des personnes sus-indiquées la société devra dans le même délai donner au Registrar avis de ce changement. »

(1) Clunet, *Journal*, 1909, p. 409.

En outre, ces sociétés doivent remettre tous les ans au registrar, un état de situation, sous forme de bilan.

Allemagne. — L'article 10 de la loi d'introduction du Code civil allemand est considéré par la jurisprudence allemande, comme ne s'appliquant pas aux sociétés commerciales étrangères (1). Celles-ci, à la condition d'être constituées légalement dans leur pays d'origine ont l'existence légale en Allemagne. A ce titre elles peuvent ester en justice.

Quant à l'exercice de leurs opérations dans l'Empire, on le considère comme une question de police dont la solution est réservée aux lois de chacun des États particuliers. C'est ainsi qu'en Prusse la loi du 4 mai 1846 subordonne pour toute personne morale étrangère la faculté d'acquérir des immeubles à l'autorisation royale. En Bavière les sociétés anonymes étrangères par actions ne peuvent se livrer à leurs opérations dans le Royaume si elles ne justifient d'une autorisation du Gouvernement. (Loi du 30 janvier 1868, articles 2, 3°). Une autorisation est également exigée des Sociétés par actions étrangères pour l'exercice de leurs opérations dans les duchés de Saxe-Altenbourg, de Bade, etc.

L'établissement d'une succursale de ces Sociétés dans l'Empire est subordonné à l'accomplissement des formalités de publicité prescrites par le Code de Commerce pour les sociétés nationales, notamment l'inscription de

(1) *Revue de droit international privé*, 1906, pp. 783 et 784.

l'acte sur les registres du commerce tenu au lieu où elle s'établit.

Russie (1). — Au regard de la loi russe, il faut considérer comme sociétés étrangères, toutes celles qui se sont constituées sans fraude à l'étranger, sous l'empire de la législation étrangère. Ces sociétés n'ont d'existence légale en Russie qu'autant qu'elles obtiennent du Gouvernement une autorisation spéciale. Cette solution se justifie par la législation rigoureuse qui régit les sociétés anonymes de nationalité russe. Ces dernières sont elles-mêmes assujetties à la formalité de l'autorisation (svod. article 2431).

Toutefois, la rigueur de cette législation à l'égard des sociétés étrangères peut être modérée pour celles fondées conformément aux lois française, belge, italienne, autrichienne, allemande, grecque, bulgare, suisse et anglaise. Ces sociétés peuvent, en effet, d'après les conventions internationales en vigueur réclamer le bénéfice des dispositions de la convention conclue entre l'Allemagne et la Russie en 1885. Cette convention stipule que les sociétés des deux pays valablement constituées dans leur pays d'origine « seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays et qu'elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre ». Comme conséquence de la reconnaissance de leur existence comme personnes civiles, ces sociétés pourront se présenter devant les tribu-

(1) *Revue de droit international privé*, 1903, pp. 73 à 77 et 501.

naux et passer tous contrats à l'égal des personnes physiques étrangères et requérir l'inscription des garanties hypothécaires.

Mais si les sociétés étrangères veulent exercer leur vie commerciale en Russie, elles ne pourront y revendiquer un régime d'exception. Elles devront se soumettre aux mêmes conditions de fonctionnement que les sociétés créées sous l'empire de la loi russe (avis du comité des ministres sanctionné par l'Empereur le 9-21 novembre 1887 et circulaire prise en exécution le 13-25 novembre 1887) et obtenir un ukase, dit généralement ukase de « reconnaissance », rendu sur la justification de certaines conditions remplies par la société. C'est en vertu de ces dispositions que l'établissement en Russie d'une succursale d'une société étrangère dont la personnalité civile est pourtant reconnue dans ce pays, indépendamment de toute autorisation, est subordonné à un ukase spécial.

Italie (1). — Les sociétés anonymes étrangères légalement constituées jouissent en Italie de l'existence légale. (C. com. de 1882). Elles ne peuvent toutefois y établir un siège secondaire ou même une simple représentation qu'à la condition d'y publier leurs statuts, d'y faire connaître leurs bilans et le nom de leurs représentants (art. 230, 1, 2 et 3).

Espagne. — Depuis le 1^{er} janvier 1886 le Code de com-

(1) Clunet, *Journal*, 1910, p. 1.088.

merce reconnaît le droit de faire le commerce en Espagne aux sociétés étrangères à condition d'observer les lois de leur pays en ce qui concerne la capacité requise pour contracter. Quant à ce qui concerne la création de leurs établissements sur territoire espagnol et leurs opérations commerciales elles doivent se conformer aux dispositions du Code de commerce espagnol. C'est ainsi que pour l'établissement d'une succursale elles devront présenter et faire noter sur le registre du lieu leurs statuts et les documents exigés pour les sociétés espagnoles en même temps que le certificat délivré par le consul espagnol constatant qu'elles sont constituées et autorisées conformément aux lois de leur pays respectif.

Belgique. — La condition juridique des sociétés anonymes étrangères est réglée en Belgique par la loi du 10 mai 1879. En premier lieu une société régulièrement constituée à l'étranger en vertu des lois existantes dans le pays où elle est établie peut en Belgique faire des opérations et ester en justice ; en second lieu si cette société n'a pas en Belgique une succursale ou un siège d'opérations quelconque, elle ne doit pas y publier son acte constitutif ni les actes qui ont ultérieurement modifié celui-ci ; par *a contrario* cette société est astreinte à ces formalités si elle possède dans le pays un siège d'opérations. Elle doit, de plus, publier ses bilans.

De l'examen rapide des législations des principaux États signataires de la Conférence d'Algésiras, il résulte que les

sociétés étrangères jouissent, dans ces pays, de l'existence légale soit du fait de leur constitution régulière dans leurs pays d'origine ou à l'égard de la législation sous laquelle elles sont placées, soit en vertu d'un décret d'autorisation, Nous avons vu qu'en ce qui concerne la Banque d'Etat du Maroc, la ratification par les puissances signataires équivalait à ce décret. Mais d'autre part, il résulte que dans tous ces États l'exercice des opérations des sociétés étrangères et notamment, l'établissement de succursales, est subordonné à certaines formalités plus ou moins rigoureuses requises des sociétés nationales elles-mêmes. Les unes se contentent d'un enregistrement de la société, d'une publicité des statuts et des bilans (Angleterre, Belgique, Espagne, Italie), les autres exigent une autorisation gouvernementale (Allemagne, Russie). La Banque d'État du Maroc qui, selon nous, jouit, dans tous les États signataires, d'une existence légale l'habilitant à y ester en justice et à contracter, sera-t-elle dispensée pour l'exercice de ses opérations et l'établissement des succursales qu'elle pourrait créer dans ces pays des formalités auxquelles y sont soumises les sociétés étrangères ?

Notre réponse sera simple. Les Puissances signataires n'ont manifesté nulle part au cours des délibérations l'intention d'accorder sur leur territoire un régime de faveur à la Banque ; d'autre part, les formalités précitées sont d'ordre public et elles s'appliquent aussi bien aux sociétés constituées sous le régime des lois de ces pays qu'aux sociétés étrangères. La Banque d'État du Maroc

devrait donc, pour ces raisons, être soumise, pour l'exercice de ses opérations dans ces États, à toutes les conditions requises de ces dernières. C'est ainsi qu'en Russie elle ne pourrait y établir de succursale qu'après avoir obtenu une autorisation du gouvernement et qu'une autre autorisation spéciale lui serait nécessaire pour acquérir ou affermer des terres pétrolifères au Caucase ou même y pratiquer simplement des recherches (1).

II. Une autre question se pose. L'Acte général d'Algésiras a déterminé les tribunaux chargés du jugement des actions intentées au Maroc par ou contre la Banque ; mais il n'a point déterminé ce qu'il entendait par actions intentées au Maroc, de sorte qu'il est intéressant de se demander si les règles de compétence particulières à chacun des États signataires en ce qui concerne les litiges entre national et étranger s'appliquent sans modification lorsque la Banque est en contestation avec un étranger au sujet d'un contrat né soit au Maroc, soit dans un autre pays. Cette solution pourrait entraîner de graves conséquences.

Nous rappelons que pour les actions intentées au Maroc, dans le cas où la Banque est demanderesse, le litige est porté devant le tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine ; dans le cas où la Banque est défenderesse, il est porté devant un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires

(1) *Journal*, 1905, p. 77.

et de deux assesseurs. Ce tribunal doit appliquer les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française (art. 45).

Maintenant, supposons un litige survenant entre la Banque et un Français. Il est bien certain, tout d'abord, que toutes les contestations relatives à un immeuble situé en France devraient être portées devant le tribunal français de la situation en vertu de l'article 59, §§ 3 et 4 du Code de procédure civile. La compétence attribuée au tribunal français, dans ce cas, est basée non sur la personne et la nationalité des plaideurs, mais sur la nature même du droit litigieux.

Mais, en matière d'action personnelle ou réelle mobilière, nous nous trouvons en présence de deux textes du Code civil qui, s'ils peuvent s'appliquer dans les litiges entre la Banque et un Français, diminueraient considérablement le nombre des actions dont seraient appelé à connaître et les tribunaux consulaires français au Maroc et le tribunal spécial de l'article 45 § 2 (1).

L'article 14 du Code civil est ainsi conçu : « L'étranger, même non résidant en France, pourra être cité devant les tribunaux français, pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français ; il pourra être traduit devant les tribunaux de France pour les obligations par lui contractées en pays étranger avec un Français. »

(1) Voir Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, tome II, p. 797.

L'article 15 prévoyant une situation inverse, le cas où un étranger serait demandeur à l'égard de l'un de nos nationaux, stipule à son tour qu'« un Français pourra être traduit devant un tribunal de France, pour des obligations par lui contractées en pays étranger, même avec un étranger. »

En appliquant l'article 14 à un différend survenu entre la Banque d'État du Maroc et un Français, ce dernier pourrait, en qualité de demandeur, citer cet établissement devant nos tribunaux, le différend étant né d'obligations contractées au Maroc aussi bien qu'en France. Qu'est-ce à dire sinon que le tribunal spécial serait bien peu souvent saisi d'une contestation entre la Banque et un Français où celui-ci occuperait la situation de demandeur. Il est bien probable, en effet, que le Français userait, dans nombre de cas, de l'avantage que lui confère notre législation d'être jugé par les tribunaux de son pays. Et alors, l'intention manifestée par l'Allemagne, à la Conférence, de soustraire la Banque défenderesse à l'action de la juridiction française, se trouverait, tout au moins, dans un grand nombre de cas, dénuée d'effet.

D'un autre côté, la Banque pourrait toujours citer devant les tribunaux français, notre national avec lequel elle aurait contracté même au Maroc. Cette solution nous paraît d'ailleurs rationnelle ; mais, dans ce cas, elle ne saurait être dispensée de fournir la *cautio judicatum solvi* si elle ne possédait point en France d'immeubles suffisants pour garantir le paiement des frais et dommages intérêts

résultant du procès. En réalité, la Banque n'aurait aucun intérêt à recourir aux tribunaux fonctionnant en France, les tribunaux consulaires offrant les mêmes garanties.

La situation dont il vient d'être parlé ne se présenterait pas dans les États qui n'admettent pas en faveur de leurs nationaux une règle analogue à notre article 14. L'Allemagne et l'Autriche, par exemple, s'en tiennent pour déterminer la juridiction compétente en cas de litige entre national demandeur et étranger défendeur à la règle *actor sequitur forum rei*. Il est donc bien certain que le tribunal compétent en cas de contestation entre un Allemand ou un Autrichien et la Banque défenderesse sera le tribunal spécial de l'article 45 § 2 de l'Acte général. Mais la question se poserait de nouveau à l'égard des États qui, tout en n'adoptant pas les dispositions de l'article 14 du Code civil français, admettent néanmoins, comme l'Italie, que l'étranger est justifiable de leurs tribunaux s'il s'agit d'obligations qui proviennent de contrats ou de faits accomplis dans leur territoire, ou qui doivent y recevoir leur exécution, (article 105 Code procédure civile italien) (1).

(1) On pourrait admettre que la Conférence a voulu attribuer aux tribunaux prévus à l'article 45 de l'Acte général les contestations nées d'obligations qui proviennent de contrats ou de faits accomplis dans l'Empire ou qui doivent y recevoir leur exécution. Cette interprétation déterminerait l'expression employée par la Conférence « actions intentées au Maroc » en même temps qu'elle permettrait aux législations des États signataires de s'appliquer dans les contes-

Nous ne pouvons que déplorer l'imprécision de la rédaction de l'article 45 de l'Acte général. En parlant d'actions intentées « au Maroc par ou contre la Banque » la Conférence est restée dans le vague. Ce qu'il aurait convenu de déterminer c'était précisément les actions qui auraient dû être portées exclusivement devant les tribunaux consulaires et devant le tribunal spécial ; en ne le faisant pas, l'Acte général laisse le champ libre à toutes les interprétations possibles.

III. Quoi qu'il en soit le tribunal spécial de l'article 45 de l'Acte d'Algésiras peut être saisi d'une contestation entre la Banque et un Français. Dans quelles conditions la sentence sera-t-elle exécutoire en France ? Sera-t-elle soumise comme les sentences rendues par les tribunaux étrangers à la formalité de l'exequatur ?

Il n'y a aucun doute si le tribunal spécial est un tribunal étranger ; mais, revêt-il ce caractère ? L'Acte général ne contient aucune stipulation à cet égard ; il se borne à déterminer sa composition et le mode de désignation de ses membres. Ce sera, dit l'article 45 un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs et « la liste » de ces magistrats, de ces assesseurs et de leurs suppléants « sera établie » chaque année par le Corps diplomatique. Sur la question de savoir si ce tribu-

tations entre la Banque d'État et leurs nationaux, avec le moins de dérogations possibles.

nal recevra l'investiture du Sultan comme les tribunaux mixtes égyptiens l'ont reçue du Khédive, l'Acte général est muet.

Selon nous, nous ne nous trouvons pas ici en présence d'un tribunal marocain, mais en présence d'un tribunal consulaire mixte, tenant son investiture des Puissances représentées à Algésiras, et aux sentences duquel ces Puissances devraient attribuer sur leur territoire les mêmes effets qu'aux jugements de leurs cours consulaires respectives au Maroc en raison des garanties de bonne justice et d'impartialité qu'offre cette juridiction. Cette solution nous semble d'autant plus devoir être admise en France que le tribunal spécial est tenu d'appliquer aux causes dont il est saisi « les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française » (art. 45). Cette règle est pour nous une garantie suffisante que les jugements de cette juridiction ne porteront aucune atteinte aux principes d'ordre public reconnus en France.

Dans ces conditions, les jugements du tribunal spécial devraient être rendus exécutoires sur notre territoire indépendamment de toute déclaration d'exequatur, après accomplissement de formalités analogues à celles requises pour l'exécution des sentences de nos Cours Consulaires au Maroc.

IV. Nous devons nous arrêter quelques instants à la situation de la Banque au regard des lois fiscales des pays signataires. Remarquons tout d'abord que ces lois ont un caractère d'ordre public et qu'elles s'appliquent dans ces pays aussi bien aux sociétés nationales qu'aux sociétés étrangères.

En Angleterre, une société étrangère, ayant une agence ou une succursale dans le pays, alors même qu'elle n'y réside pas, paie l'income-tax mais seulement sur les bénéfices réalisés par elle en Angleterre ou, sur ceux qui, réalisés n'importe où, sont distribués à des actionnaires anglais (1). En Russie même régime. L'impôt sur le capital frappe la société et porte sur la part du capital

(1) A cet égard la Banque d'État du Maroc se trouve en Angleterre, dans la même situation que la Banque impériale ottomane. « The imperial ottoman Bank, a corporation created by Turkish law, the seat of which was fixed, by the concession and the statutes which constituted it, at Constantinople with power to establish branches and agencies at other places, has an agency in London. Merely carrying on business does not constitute residence. The bank cannot be said to be residing in the United Kingdom and therefore is chargeable only in respect of profits from the trade exercised here — its English profit ». Dowell's, *Income Tax Law*, p. 343. Toutefois, les agents du fisc anglais ont prétendu soumettre à l'impôt certains commerçants résidant en France à raison des bénéfices qu'ils ont pu réaliser en écoulant leurs produits en Angleterre, bien qu'ils n'y aient ni magasins, ni maisons de commerce. Le texte des lois relatives à l'income-tax paraît leur donner raison et cette manière de voir a été adoptée par nos tribunaux (Cours d'appel, mars 1888).

social affecté aux opérations faites en Russie et sur les bénéfices réalisés sur les opérations faites dans le pays. Quant aux impôts sur les revenus, ils atteignent ceux que cette société acquitte à ses actionnaires ou aux prêteurs. En Espagne toute société étrangère est assujettie à une contribution de timbre, proportionnelle au capital destiné à ses opérations en Espagne ; en outre, elle paie une contribution annuelle de 1 0/00 sur le capital destiné à ses opérations en Espagne et un impôt de 12 0/0 sur les bénéfices obtenus dans le territoire espagnol. Quant aux valeurs admises à la Bourse de Madrid elles sont soumises au paiement de 3 0/0 sur le montant des intérêts et dividendes et 1 0/00 du montant des négociations. Dans tous ces pays, les immeubles et les succursales des sociétés étrangères sont également soumis aux impôts fonciers et taxes sur le commerce qui frappent les sociétés nationales.

En France, l'impôt foncier et la patente frappent les immeubles et les succursales des sociétés étrangères sur notre territoire (1). Quant à leurs valeurs elles sont assujetties à une taxe d'abonnement, — aux droits de timbre, de transmission et à l'impôt sur le revenu — établie sur une moyenne de circulation française par rapport au capital social tout entier, fixée par le ministre des finances après

(1) Voir Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, tome II, p. 806 et 818.

avis de la Commission des valeurs mobilières. Cette formalité de l'abonnement est imposée à toutes les sociétés dont les titres sont en France l'objet d'une émission, d'une introduction sur le marché ou d'un service financier pour le paiement des coupons ou pour le remboursement ou mise en souscription, d'une exposition en vente, d'un transfert des titres eux-mêmes. Ces sociétés doivent verser un cautionnement à la caisse des dépôts et consignations ou désigner un représentant français responsable des droits ci-dessus désignés (L. 25 mai 1872 et décret 22 juin 1898). Ces différentes taxes ne frappent toutefois que les titres cotés ou circulant en France. Aussi longtemps que leur existence ne se manifeste point sur notre territoire, ils ne sauraient être soumis à aucun impôt. Mais ils sont passibles d'un droit de timbre au comptant, dont le taux a été fixé à 20/0 par la loi de finance de 1907, dès qu'ils sont l'objet d'une énonciation dans un acte soit public, soit sous seing privé, à la condition, bien entendu, qu'ils n'aient pas été frappés du timbre lors de leur émission. Cette taxe porte sur la valeur nominale de chaque titre ou coupon considéré isolément.

Quant à l'admission des actions des sociétés étrangères à la cote de nos bourses, elle est subordonnée à l'autorisation des chambres syndicales des agents de changes soit à Paris, soit dans les départements. Toutefois, le ministre des finances a toujours la faculté d'interdire en France la

négociation de ces valeurs étrangères (art. 4 et 5. Décret du 8 février 1880).

En ce qui concerne la banque d'État du Maroc, il est bien évident que les immeubles et les succursales qu'elle pourrait posséder dans les États signataires seraient passibles des mêmes impôts que les immeubles et succursales appartenant aux sociétés nationales. Nous avons vu, en effet, que l'exemption de taxes sur les immeubles et agences de la Banque prévue par l'article 41 de l'acte générat ne s'applique qu'à la situation de cette institution au Maroc.

Quid en ce qui concerne les actions de la Banque? On pourrait être tenté d'alléguer qu'en raison du caractère international du capital de la Banque et de l'œuvre civilisatrice à laquelle il est appliqué, les États signataires l'ont soustrait tacitement sur leur territoire à leurs lois fiscales particulières; qu'en France, par conséquent, la circulation des actions de la Banque devrait être exonérée des droits qui frappent les valeurs étrangères. Cette considération ne nous paraît point suffisante pour justifier dans ces pays une exemption de taxes qui constituerait un privilège d'une valeur considérable. Le capital de la Banque d'État du Maroc, consacré à une œuvre civilisatrice, n'en est pas moins susceptible de donner des dividendes importants aux actionnaires étrangers. Sans doute, l'action de la Banque contribuera, au Maroc, au maintien de l'ordre et au développement économique du pays, secondant ainsi les

efforts des États signataires à cet égard ; mais, de cet ordre et de ce développement économique, bénéficieront les actionnaires de la Banque dont les affaires prendront une plus grande extension. Il serait donc injuste, en même temps que contraire à l'esprit de l'Acte général, que les actions de la Banque jouissent d'une situation privilégiée à l'égard des lois fiscales des États signataires.

Jusqu'à ce jour la question ne s'est point posée dans la pratique. La Banque n'a pas sollicité l'admission à la cote de ses actions qui restent entre les mains des banques désignées, par les États représentés à la Conférence, pour constituer son capital. Mais le jour où en France, par exemple, elle voudrait introduire ses actions sur le marché, il ne nous paraît pas douteux qu'elle devrait se soumettre à toutes les formalités exigées des sociétés étrangères pour l'admission de leurs valeurs à la cote et payer les droits de timbre, de transmission et l'impôt sur le revenu qui frappent lesdites valeurs, en se conformant au mode de l'abonnement.

La seule question qui se soit posée est celle de savoir si les actions de la Banque dont il est fait pour la première fois usage en France doivent être assujetties au droit de timbre au comptant de 2 0/0. Nous croyons qu'il a été décidé par l'Administration qu'il n'existait aucune raison de les soustraire à la taxe.

Cette manière de voir étant admise, la Banque d'État du Maroc opérant dans les États signataires sera assujettie

à toutes les lois fiscales qui concernent les sociétés étrangères. Les taxes mentionnées ci-dessus, applicables en Angleterre, en Russie, en Espagne, etc., à ces sociétés réalisant des bénéfices sur leur territoire, lui seront donc imposées au cas où elle y établirait des succursales.

CHAPITRE III

Pouvoirs de juridiction conférés au Tribunal fédéral Suisse par les articles 45 et 46 de l'Acte général d'Algésiras.

Quelque intérêt que puisse présenter l'étude de l'organisation des tribunaux consulaires et du tribunal spécial chargés en vertu de l'article 45 de l'Acte d'Algésiras, du jugement des litiges entre la Banque et sa clientèle particulière, nous ne nous y arrêterons pas. Cette étude dépasserait le cadre de notre travail ; nous nous bornerons à constater qu'en ce qui concerne ces contestations les tribunaux consulaires ainsi que les tribunaux marocains doivent être saisis conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens. Quant au Tribunal spécial il doit appliquer aux causes qui lui sont attribuées les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française (art. 45).

Par contre, les attributions conférées au Tribunal fédéral Suisse, par les articles 45 *in-fine* et 46 de l'Acte général retiendront un instant notre attention.

L'article 45 confère à ce tribunal le jugement en appel de tous les litiges où la Banque occupe à l'égard de sa clientèle la situation de défenderesse et qui sont portés en première instance devant le tribunal spécial dont nous venons de parler; l'article 46 lui confère également le règlement des contestations pouvant s'élever entre la Banque et le Gouvernement marocain ainsi qu'entre la Banque et ses actionnaires.

Ces pouvoirs de juridiction furent acceptés le 15 février 1907 par le Conseil fédéral suisse. Toutefois cette acceptation était donnée sous la double réserve suivante :

1) Que cette déclaration fût ratifiée conformément aux prescriptions de la constitution fédérale.

2) Que le Tribunal fédéral fût autorisé à fixer lui-même, dans un règlement, la procédure à suivre et à régler toutes les autres questions se rapportant à l'exécution de son mandat.

Le 19 juin 1907, intervint un arrêté fédéral ratifiant cette déclaration et le 25 février 1908 fut rendu par le Tribunal fédéral « le Règlement concernant l'exercice des attributions que lui confèrent l'Acte général de la Conférence d'Algésiras et l'arrêté fédéral du 19 juin 1907. »

Ce règlement se divise en trois parties — la première concerne la procédure à suivre dans les causes soumises directement au Tribunal fédéral en vertu de l'article 46 — la seconde, la procédure à suivre dans les causes portées en appel devant le Tribunal fédéral en vertu de

l'article 45, — la troisième contient quelques dispositions communes à ces deux parties.

Nous donnons ci-dessous les principales règles de procédure exposées par ce règlement.

I. Le Tribunal fédéral, tribunal de première et unique instance

D'une manière générale, la procédure à suivre par le Tribunal fédéral dans les litiges survenant entre la Banque et le Gouvernement marocain et dans les contestations entre la Banque et ses actionnaires est celle prescrite par la loi fédérale sur la procédure à suivre par devant le Tribunal fédéral en matière civile, du 22 novembre 1850 (article 1).

Toute partie est tenue, comme demandeur ou défendeur, de désigner un mandataire, domicilié en Suisse, jouissant de la capacité civile et des droits civiques et d'élire domicile chez ce mandataire pour la durée du procès (article 2). La procuration, délivrée à ce dernier, doit être conforme aux prescriptions de l'article 23 de la Loi fédérale sur la procédure civile ; l'authenticité de la signature doit, d'autre part, être attestée par différentes personnalités déterminées par l'article 3.

Les parties sont soumises à toutes les obligations leur incombant aux termes de l'article 23 de la Loi fédérale sur la procédure civile, concernant la garantie du paiement des frais. En outre, le demandeur est assujéti à la *cautio judicatum solvi*. Elle consiste en un dépôt à la

Caisse du Tribunal fédéral, de la somme fixée par le juge d'instruction ou le Président du Tribunal en vue d'assurer le paiement des émoluments de justice (article 6).

La demande doit être présentée par écrit et la procuration conférée au mandataire du demandeur doit y être jointe. Cette demande doit contenir certaines énonciations prévues à l'article 8. En même temps qu'il produit sa demande, le demandeur dépose un droit de mise au rôle de 100 francs.

Dès lors, l'instruction de la cause litigieuse peut commencer. Le Président du Tribunal commet un juge à cet effet et ce dernier prépare la procédure soit en fixant les faits qui sont à la base du litige, soit en procédant à l'administration des preuves, de telle manière que l'affaire soit en état d'être jugée en une seule et même audience par le Tribunal fédéral (article 11). Il notifie en même temps, par l'intermédiaire du Conseil fédéral, la demande au défendeur, sommant celui-ci de désigner dans un délai d'un à trois mois, un mandataire domicilié en Suisse et de produire dans le même délai une procuration régulière (article 12).

Le défendeur s'étant conformé à ces prescriptions, le Juge d'instruction notifie au mandataire un double de la demande en lui⁹ fixant un délai pour y répondre. Cette réponse doit contenir les énonciations fixées à l'article 13.

Durant le délai fixé pour la production de la réponse le défendeur peut :

a) Présenter, avec motifs à l'appui, toutes conclusions incidentes.

b) Former une demande reconventionnelle.

Passé ce délai, ces demandes sont irrecevables. La production de demandes incidentes ne dispense pas le défendeur de répondre sur le fond (art. 14).

Le demandeur doit, par l'intermédiaire de son mandataire, se déterminer, par une réplique, sur chacun des faits articulés en réponse. Les faits qui ne sont pas expressément contestés sont considérés comme vrais. D'autre part, quand le demandeur, tout en admettant une exception soulevée en réponse, a cherché dans sa réplique à en atténuer la portée, le défendeur doit, par une duplique se déterminer sur les faits articulés en réplique, de la même manière que le demandeur se détermine sur les exceptions soulevées en réponse.

Ces dispositions sont les seules dérogations aux principes suivants posés par les articles 8 et 13.

1) Qu'après le dépôt de la demande et sauf en cas de réforme, le demandeur ne peut formuler de nouvelles conclusions ni articuler de faits nouveaux à l'appui de la demande ;

2) Qu'après le dépôt de la réponse du défendeur et, sauf en cas de réforme, ce dernier ne peut formuler de nouvelles conclusions, ni faire valoir d'exception ou articuler de faits nouveaux à l'appui de la réponse.

Quant à la recevabilité des moyens de preuve et à leur valeur probante, elles sont appréciées d'après la loi

fédérale sur la procédure civile, sous réserve des dispositions contraires du droit civil applicable (art. 19). Mais les dispositions de la loi fédérale sur la procédure civile concernant l'exécution des jugements ne sont pas applicables aux jugements rendus en vertu de l'acte d'Algésiras. (art. 20) (1).

La revision de ces jugements est admissible dans certains cas (art. 21).

Il convient d'ajouter (1) que la notification des actes destinés à des personnes habitant au Maroc ou dans un autre État étranger a lieu par voie diplomatique, par l'intermédiaire du Conseil fédéral; 2) que lorsqu'un acte de procédure (sommation adressée à un tiers de produire certaines pièces, audition de témoins, assermentation des parties) doit être effectuées hors de Suisse, la demande est adressée au Conseil fédéral pour en obtenir l'exécution par la voie diplomatique.

II. *Le Tribunal fédéral, Tribunal d'appel (art. 45 A-G)*

Les dispositions du droit commercial français, s'applique en ce qui concerne :

1) La détermination des jugements qui peuvent être portés en appel,

2) Les personnes pouvant interjeter appel,

(1) Voir note p. 413.

3) La valeur du litige donnant droit d'appeler,

4) L'effet dévolutif ou suspensif de l'appel.

Les articles 26 et 27 fixent certaines exceptions à cette règle.

Le délai d'appel est de trois mois à compter du jour de la signification du jugement, pour les jugements rendus contradictoirement et du jour de l'expiration du délai d'opposition pour ceux rendus par défaut (art. 28).

L'appel est interjeté par la production au Tribunal fédéral d'un acte d'appel dont la forme est déterminée par l'article 29, et à cet acte doivent être annexées les pièces de l'article 30. Les prescriptions des articles 29 et 30 sont obligatoires sous peine de nullité.

Après le dépôt de l'acte d'appel, l'appelant ne peut formuler de nouvelles conclusions, ni articuler des faits nouveaux à l'appui de l'appel, ni présenter de nouveaux moyens de preuve sauf dans le cas de réplique.

Le Président du Tribunal charge un juge de l'instruction du procès lorsque l'appel ne paraît pas tout d'abord irrecevable.

Le juge d'instruction est tenu :

1) D'informer le tribunal de première instance, par l'intermédiaire du Conseil fédéral, qu'il a été interjeté appel de son jugement et l'invite à lui transmettre tous les actes officiels qu'il a conservés relativement à cette affaire ;

2) De pourvoir à la notification de l'acte d'appel à l'intimé en sommant celui-ci de désigner un mandataire en Suisse conformément à l'article 2 du règlement (art. 32).

Cette formalité remplie par l'intimé, le juge d'instruction notifie au mandataire un double de l'acte en lui fixant un délai durant lequel l'intimé peut former appel incident et demander, lui aussi, que le jugement porté en appel soit modifié (art. 33).

L'intimé doit répondre et sa réponse doit se conformer aux prescriptions de l'article 34. Dès lors il ne peut formuler de nouvelles conclusions ou exceptions ni articuler de faits nouveaux à l'appui de la réponse, ni présenter de nouveaux moyens de preuve sauf en cas de duplique. De plus, les faits articulés dans l'acte d'appel qui ne sont pas expressément contestés en réponse sont considérés comme vrais (art. 35).

La réponse est communiquée au mandataire de l'appelant ; si l'intimé a formé appel incident, l'appelant doit y répondre. Sauf ce cas spécial la réplique doit contenir uniquement :

a) La détermination de l'appelant sur les exceptions et les faits articulés en réponse, toutes les allégations non expressément contestées étant considérées comme admises ;

b) Les exceptions qu'il oppose aux moyens de preuve annoncés par l'intimé.

Cependant l'appelant peut articuler dans sa réplique de nouveaux faits et présenter de nouveaux moyens de preuve si, tout en admettant une exception soulevée en réponse, il veut en atténuer la portée (art. 36).

De même, l'intimé doit, le cas échéant, se déterminer

par une duplique, sur les faits et moyens de preuve nouveaux présentés en réplique et il peut, dans ce cas articuler à son tour de nouveaux faits et présenter de nouveaux moyens de preuve (art. 37).

Le dépôt de la duplique clôt l'échange des écritures. En cas de besoin, le juge d'instruction procède alors à l'administration des preuves sur les faits contestés qu'il estime importants (art. 38).

Il suit à cet égard les règles posées par les articles 103 à 171 de la loi fédérale sur la procédure civile. Toutefois, ces règles sont modifiées en ce qui concerne les actes de procédure devant être effectués hors de Suisse et la recevabilité des moyens de preuve et leur valeur probante. Dans le premier cas, la demande est adressée au Conseil fédéral pour en obtenir l'exécution par la voie diplomatique ; dans le second les dispositions du droit civil applicable, contrairement aux dispositions de la loi fédérale, doivent prévaloir (art. 18 et 19) (1).

La procédure probatoire terminée, les parties sont convoquées pour les débats par le Président du Tribunal, par citation notifiée à leurs mandataires en Suisse. Les débats ont pour base les procès verbaux dressés par les soins du juge d'instruction et le dossier qu'il a constitué (art. 40).

Les débats ont lieu conformément aux règles posées par

(1) La procédure à suivre devant le tribunal fédéral est déterminée par la loi fédérale sur la procédure civile du 22 novembre 1850, dans tous les cas où le présent règlement ne l'a pas expressément fixée (voir art. 44).

les articles 173 à 186 de la Loi fédérale sur la procédure civile (art. 41).

Le Tribunal fédéral examine d'office si l'appel en lui-même est recevable et s'il a été interjeté dans la forme et les délais prescrits.

Pour le surplus, il ne statue que sur les conclusions des parties (art. 42).

Les arrêts du Tribunal fédéral peuvent être attaqués par la voie de la revision et faire l'objet d'une demande d'interprétation.

La tierce opposition du droit français n'est pas admise (art. 43).

Quant à l'exécution des jugements les dispositions de la Loi fédérale sur la procédure civile ne sont pas applicables (1).

(1) Appliquera-t-on pour l'exécution des jugements du Tribunal fédéral dans les États signataires les règles du droit international? En France, par exemple, cette exécution sera-t-elle soumise à une déclaration d'exequatur donnée dans les conditions fixées par le traité franco-suisse du 15 juin 1869? Cette solution devrait être admise, si le Tribunal fédéral statuait sur les contestations qui lui sont soumises par l'acte général en qualité de tribunal suisse. Mais nous croyons beaucoup mieux nous conformer aux vues de la Conférence en considérant cette juridiction comme un tribunal international dont les sentences devraient jouir de la force exécutoire dans les États signataires, indépendamment de toute déclaration d'exequatur.

CHAPITRE IV

La Banque d'après l'Acte général d'Algésiras, ses Statuts et le Règlement sur ses rapports avec le Gouvernement marocain (1).

Objet
de la Banque,
siège social,
succursales
et agences.
—

La Banque d'État du Maroc est constituée en société anonyme sous le régime de la loi française, en vue d'exercer et d'exploiter pendant une période de 40 années, à partir du 31 décembre 1906, les droits et privilèges spécifiés dans l'Acte général d'Algésiras.

Le siège social et la direction de la Banque sont à Tanger. Toutefois, le Conseil d'administration se réunit à Paris où il a son siège 3, rue Volney.

Elle peut établir des succursales et des agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le juge utile.

CAPITAL ET ACTIONS

Fixation
du capital.
—

Le capital de la banque a été fixé par le Comité spécial,

(1) Pour plus de commodité nous nous servirons dans nos références des abréviations suivantes. Acte général d'Algésiras (A. G.). Statuts de la Banque (S.). Règlement sur les rapports de la Banque d'État avec le Makhzen (R.).

en exécution de l'article 56 de l'Acte d'Algésiras, à 15.400.000 francs (1). Il est divisé en 30.800 actions. Il peut être augmenté en une ou plusieurs fois, en vertu d'une décision de l'assemblée générale, au moyen de la création et de l'émission de nouvelles actions. La souscription de ces augmentations est réservée à tous les porteurs d'actions, sans distinction de groupe et proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

Ce droit de préférence ne peut s'exercer que dans certains délais et conditions fixés par le Conseil d'administration avec l'autorisation de l'assemblée générale (art. 5 S).

Ce capital est divisé en 14 parts. Douze de ces parts sont attribuées aux États qui ont déclaré se prévaloir de leur

Division
du capital
en 14 parts.

(1) La monnaie espagnole ayant cours légal au Maroc, il aurait paru assez naturel que l'Espagne émit la prétention de constituer le capital de la Banque en pesetas. L'Allemagne l'espérait et pour gagner ses sympathies, alors que nous fixions ce capital en monnaie or, elle l'établissait en pesetas.

M. Revoil n'eut pas de peine à rallier l'Espagne à la solution française. Il fit remarquer que le capital d'une Banque internationale ne saurait se concevoir qu'en monnaie or; que cette solution était la seule manière d'éviter aux actionnaires les risques inhérents à une monnaie dont la valeur est susceptible de variations par suite du change et que, d'ailleurs, la nature de ce capital n'impliquait aucun changement à la situation de la peseta sur le marché marocain où elle conserverait son caractère libératoire. La justesse de ces observations et surtout cette dernière garantie donnaient toute satisfaction au duc d'Almodovar del Rio. La Conférence adhéra à la proposition française et elle décida que les actions seraient libellées dans les diverses monnaies or de chaque pays à un change déterminé fixé par les statuts (voir *Protocoles*, p. 125).

droit de souscription dans les délais prévus par l'article 56, § 3 de l'Acte général. Ce sont : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Maroc, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède. Les deux autres parts sont attribuées au Consortium composé des banques suivantes signataires du contrat du 12 juin 1904 :

La Banque de Paris et des Pays-Bas,

Le Comptoir National d'Escompte de Paris,

La Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France,

La Société Marseillaise de crédit industriel et commercial et des dépôts,

La Société Générale du crédit industriel et commercial,

La Banque Impériale Ottomane,

La Banque Française pour le commerce et l'industrie,

Le Crédit Algérien,

La Banque J. Allard et C^{ie},

La Banque de l'Indo-Chine,

La Banque de l'Union parisienne.

Établisse-
ments,
chefs
de groupe.

Les Puissances et le Consortium ci-dessus ont désigné, conformément aux dispositions de l'article 56, § 2 de l'acte de concession, en vue de la souscription du capital et de l'exercice du droit de désignation des administrateurs stipulé aux articles 20 et 21 des statuts, les établissements ci-après :

Le gouvernement allemand, MM. Mendelsohn et C^o ;

Le gouvernement austro-hongrois, le K. K. priv. allg. öesterr. Boden Credit anstalt ;

Le gouvernement belge, la Société Générale de Belgique ;

Le gouvernement royal espagnol, la Banque d'Espagne ;

Le gouvernement français, la Banque de Paris et des Pays-Bas ;

Le gouvernement de la Grande-Bretagne, MM. Glyn Mills Currie et C^o ;

Le gouvernement italien, la Banque d'Italie ;

Le gouvernement impérial marocain, l'Amin el Hadj Idris ben Djelloun ;

Le gouvernement des Pays-Bas, la Nederlandsche Handel-Maatschappij ;

Le gouvernement portugais, la Banque du Portugal ;

Le gouvernement impérial russe, la Banque du Nord ;

Le gouvernement suédois, la Skandinaviska Kredit Aktiebolaget ;

Le Consortium, la Banque de Paris et des Pays-Bas pour ses 2 parts (1).

Chacun de ces établissements représente un groupe de banques au nom desquelles ont été transférées, immédiatement après la constitution de la société, les actions cons-

(1) Il s'agit là d'un Consortium international substitué au Consortium français ci-dessus désigné dont le principal profit consiste pour le moment dans l'émission des emprunts chérifiens et la frappe des monnaies.

tituant la part du capital qu'il a souscrit, sauf bien entendu celles conservées par chacun d'eux.

Ces banques, chefs de groupe, peuvent être, avec l'autorisation de leur gouvernement, remplacées en cette qualité par d'autres banques du même pays (art. 6, S).

Actions
de la Banque.

Les actions de la Banque, au nombre de 30.800, sont libellées dans les diverses monnaies or des Etats représentés à la Conférence d'Algésiras soit : 500 francs, 405 reichsmarks, 476 couronnes d'Autriche et de Hongrie 500 pesetas or, 19 £ 16 sh.. 500 livres, 240 florins de Hollande, 89.300 reis-or, 187 roubles 50, 360 couronnes suédoises (art. 5, S, § 2).

Elles sont et resteront nominatives même après leur entière libération (art. 13, S, § 1).

A cet égard, 25 % du montant en ont été payés lors de la souscription du capital ; le surplus le sera au fur et à mesure des appels faits par le Conseil d'administration. Toutefois, l'appel du deuxième quart a dû en être fait, conformément à l'article 7 des statuts. dans un délai de six mois à dater de la constitution de la Banque (art. 7, S).

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe (art. 10, S). Il n'est apporté de dérogation à cette règle qu'en ce qui concerne la nomination des administrateurs. Les groupes souscripteurs ne conserveront, en effet, leur droit de désignation lors du remplacement de ces derniers ou du renouvellement de leur mandat que s'ils justifient être encore en

possession de la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit (art. 24, S, § 5).

ATTRIBUTIONS DE LA BANQUE

I. La Banque organe administratif (1)

A. Avances au Makhzen

La Banque est tenue :

1° De faire au Makhzen, à valoir sur les rentrées du Trésor, des avances en compte-courant jusqu'à concurrence de 1 million conformément aux stipulations de l'article 35 § 1 de l'acte de concession (art. 24 R).

Avances
obligatoires
—

2° De lui ouvrir, pour une durée de dix années, à partir de la date de sa constitution, un crédit qui ne peut dépasser les deux tiers de son capital initial soit 10.266.666 francs. Ce crédit doit être employé en premier lieu aux dépenses d'installation et d'entretien des corps de police et subsidiairement aux dépenses de travaux d'intérêt général non imputées sur le fonds spécial prévu à l'article 66 de l'Acte d'Algésiras (art. 22 R, § 1) (2).

1) Bien que la France se soit défendue à la Conférence d'Algésiras de vouloir faire de la Banque un instrument administratif, il faut bien reconnaître que cette institution a sa place marquée dans la vie du Makhzen et qu'elle constitue un organe administratif au premier chef. Voir ci-dessus, p. 37.

(2) Ce crédit doit être rigoureusement consacré aux objets auxquels il est affecté : les déclarations des délégués français et allemands à

Avances
facultatives.

—

La Banque a la faculté :

1° D'ouvrir au Makhzen un crédit au fonds de la taxe spéciale prévue à l'article 66, en cas d'insuffisance de son produit et à valoir sur les rentrées ultérieures. Ce crédit ne devra à aucun moment dépasser le montant des encaissements pendant l'année précédente. Il sera remboursé chaque année à la Banque sur les premières rentrées et en cas de solde débiteur à la fin de l'année sur les premières rentrées de l'année suivante. En tout cas, les avances faites de ce chef doivent être remboursées lors de la suppression de cette taxe (art. 23, R).

2° De lui consentir toute autre avance, non prévue à l'acte de concession, si, en conformité des stipulations de l'article 2, 5° des statuts, le montant des avances et ouvertures de crédit ci-dessus désignés n'atteint pas la totalité du capital initial de la Banque, ce capital ne pouvant être dépassé dans aucun cas (art. 2, § 5, S).

Ordonnance-
ment
des dépenses.

—

L'ordonnancement des dépenses à imputer sur ces avances et ouvertures de crédit est effectué :

1° Pour les dépenses de police, par les fonctionnaires désignés et dans les conditions spécifiées par le Règlement intervenu en exécution de l'article 4 de l'Acte d'Algésiras (art. 22 R, § 2).

2° Pour les travaux d'intérêt général, subsidiairement

la Conférence sont très catégoriques à cet égard. Le sultan n'a la libre disposition que de l'avance en compte courant de 1.000.000 de francs. (Voir *Protocoles*, pp. 143, 146 et 161.)

imputables sur le même crédit, par les autorités et dans les conditions spécifiées par le Gouvernement chérifien (art. 22 R, § 3).

3° Pour les dépenses imputables sur le crédit prévu à l'article 23 du Règlement par l'Ingénieur délégué dont les mandats doivent être revêtus des visas prescrits par le Règlement du 15 avril 1910 intervenu en exécution de l'article 66 de l'Acte d'Algésiras (art. 23 R, § 4) (1).

Les prélèvements peuvent être opérés :

Prélèvements.

a) Au siège social de la Banque. Les sommes à prélever sont disponibles sur simple notification à elle faite de la demande de prélèvement. Toutefois, la Banque peut exiger un préavis de dix jours pour toute demande d'une valeur supérieure à 50.000 francs imputable sur les ouvertures de crédit visées aux articles 22 et 23 du Règlement sur les rapports entre la Banque et le Gouvernement chérifien (art. 24 R, §§ 1 et 2) (2).

b) Dans une succursale ou agence. Dans ce cas, le délai dont il vient d'être parlé est prolongé, qu'il s'agisse de versement par la Banque ou de paiement pour le compte du Gouvernement marocain du nombre de jours nécessaires pour assurer le transport des fonds.

Si le remboursement par le Trésor s'effectue dans les conditions précitées, le montant n'en est porté au crédit du Trésor qu'après le même délai.

(1) Voir ci-dessous, p. 218.

(2) Voir ci-dessus, p. 119 et 120.

Dans ces deux cas, les frais de transport des fonds sont à la charge du Gouvernement marocain (art. 24 R, §§ 3 et 4).

Taux
des avances.
—

Le taux d'intérêt des avances en compte-courant ou des ouvertures de crédit faites au Gouvernement marocain en exécution des articles 21, 22 et 23 du Règlement sur les rapports de la Banque et du Gouvernement chérifien sera de 7 %₀, commission de banque comprise (art. 25 R, § 1). Quant à celui des avances et ouvertures de crédit consenties en exécution du § 5 de l'article 2 des statuts, il sera réglé comme toutes les conditions de l'opération par des stipulations particulières entre les deux parties (art. 26 R, § 1) (1).

Garantie
des avances.
—

Le Gouvernement marocain est tenu de garantir les avances à lui faites par la Banque. Cette garantie est constituée par des bons du Trésor d'une somme équivalente au montant de ces avances.

Ces bons sont créés au gré de la Banque pour toute la durée desdites avances. Ils peuvent l'être pour une durée moindre. Dans ce cas, ils doivent être renouvelés périodiquement jusqu'à l'expiration de ces avances.

C'est la Banque qui détermine la forme, le libellé,

(1) Ces intérêts et commissions doivent être réglés chaque semestre. En cas de non-paiement dans le délai de deux mois, la Banque en porte d'office le montant au compte courant général du Trésor afin d'être remboursée sur les premières rentrées de ce compte (art. 25 R, § 2).

l'échéance de ces bons ainsi que l'importance des coupures. Ils sont revêtus de la signature du ministre des finances et contresignés par le Haut Commissaire chérifien (art. 27 R).

Les sommes que le gouvernement impérial pourrait devoir à la Banque du fait de ces ouvertures de crédit devront lui être remboursées à l'expiration des crédits. Toutefois, en ce qui concerne l'ouverture de crédit relative à la police, la Banque a la faculté d'obtenir le remboursement immédiat, tant en capital qu'en intérêts, des sommes employées à cette ouverture de crédit, au moment où il contracterait un emprunt avant l'expiration de dix années (art. 28 R).

Rembourse-
ment
des avances.
—

B. La Banque agent financier du Makhzen

Conformément à l'article 34 de l'Acte d'Algésiras, la Banque est l'agent financier du Gouvernement tant au dedans qu'au dehors de l'Empire.

Par suite de l'abandon à elle fait des droits concédés au Consortium par l'article 33 du contrat du 12 juin 1904, la Banque jouit d'un droit de préférence à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit, pour les emprunts publics que le Gouvernement marocain veut contracter.

Droit
de préférence
de la Banque,
en matière
d'emprunts.
—

A cet effet, le Gouvernement doit notifier par écrit, à la Banque, au siège social de Tanger, les conditions du

contrat intervenu sous réserve des droits de la Banque, avec tout autre contractant. La Banque signifie par écrit au Haut Commissaire Impérial si elle entend se prévaloir de son droit de préférence. Il lui est accordé pour le faire un délai de quinze jours à partir du jour de la notification. La réponse affirmative de la Banque vaut conclusion de l'emprunt pour son propre compte.

La Banque peut refuser de souscrire aux conditions du contrat notifié. Dans ce cas, aucune modification n'y est apportée sans que notification lui en soit donnée par le Gouvernement. La Banque doit être obligatoirement mise de nouveau en état de se substituer au contractant, (art 32, R.)

Opérations
de la Banque,
agent
financier
du Makhzen.
—

Comme conséquence de son double rôle d'Agent financier et de Trésorier-Payeur du Makhzen, la Banque est chargée des opérations suivantes :

1) Faire le service de tous les emprunts du Gouvernement chérifien à l'exception de l'emprunt 1904 qui reste régi par les stipulations des articles 11 et 36 du contrat du 12 juin 1904 (1). A cet égard, elle effectue pour le compte du Gouvernement marocain, tant dans l'Empire qu'à l'extérieur, le paiement des coupons et titres remboursables de la Dette intérieure et extérieure marocaine.

Ces paiements ont lieu dans la limite des sommes qu'elle a encaissées sur les revenus spécialement affectés au

(1) Voir ci-dessus, notes, p. 24 et 27.

service de ces emprunts ou dans la limite des sommes qui lui ont été remises par le Gouvernement chérifien (art. 29, R).

2) Payer tous les bons du Trésor ou autres effets de trésorerie quelle qu'en soit la nature, émis par le Makhzen.

3) Faire les opérations de trésorerie du Gouvernement et de transmission de fonds pour le paiement des intérêts et de l'amortissement de la dette intérieure ou extérieure, (art. 2, S, § 7).

4) Négocier soit au Maroc soit à l'étranger des bons du Trésor et autres effets de trésorerie à court terme.

Cette opération constitue un privilège pour la Banque, qu'elle exerce pour le compte du Gouvernement marocain, dans le cas où les effets mis en circulation ne font pas l'objet d'une émission publique (art. 31, R).

C. La Banque Trésorier Payeur du Makhzen

Aux termes de l'article 7 § 1 du Règlement sur les rapports de la Banque et du Gouvernement marocain, la Banque d'État remplit, à l'exclusion de toute autre banque ou établissement de crédit, les fonctions de Trésorier-Payeur de l'Empire.

Pour rendre possible l'exercice de ce privilège, le Gouvernement marocain doit prendre les mesures nécessaires pour faire verser dans les caisses de la Banque les différents revenus chérifiens.

Ces versement sont effectués :

Lieux
où sont
effectués
les versements.

—

- 1) Au siège social à Tanger ;
- 2) Dans les succursales ;
- 3) Dans toute agence où la Banque est en mesure de les recevoir.

Versements
obligatoires
et versements
facultatifs.

—

Toutefois, ces versements sont obligatoires pour certains revenus, facultatifs pour d'autres.

Est obligatoire le versement des revenus suivants :

- 1) Produit des droits de douanes à l'exclusion de la partie utilisée pour le service de l'emprunt 1904 ;
- 2) Produit intégral de la taxe spéciale (1), créée en vertu de l'article 66 de l'Acte d'Algésiras ;
- 3) Tous revenus que le Gouvernement marocain pourrait affecter ultérieurement à la garantie de ses emprunts.

Est facultatif le versement de tous autres revenus ou recettes qu'il conviendrait au Gouvernement marocain de lui faire remettre (art. 7, R).

Palements
effectués
par la Banque.

—

La Banque est chargée d'opérer pour le compte du Gouvernement le paiement de tous ordres de paiement émanant de l'administration chérifienne.

Ces ordres sont émis par le ministre des finances

(1) « A titre temporaire, les marchandises d'origine étrangère seront frappées à leur entrée au Maroc d'une taxe spéciale s'élevant à deux et demi pour cent *ad valorem*. Le produit intégral de cette taxe formera un fonds spécial qui sera affecté aux dépenses et à l'exécution de travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien » (art. 66, Acte général).

qui en donne avis à la Banque au fur et à mesure de leur délivrance. Ils doivent être limités aux sommes disponibles au compte courant général du Trésor (art. 11, R).

Ce compte-courant général comprend au crédit du Makhzen :

Compte-
courant
général
du Trésor.
—

1) Les sommes non encore utilisées sur l'ouverture de crédit ne compte-courant d'avances de un million de francs (1);

2) Les sommes provenant des revenus versés par le Makhzen, à l'exception de celles provenant des revenus dont le versement à la Banque est obligatoire pour le Trésor et des sommes qui se trouveraient disponibles sur les deux ouvertures de crédit prévues aux articles 22 et 23 du Règlement précité qui ne peuvent être utilisées que pour les objets et dans des conditions spécifiés (art. 14, R).

La Banque tient pour ces derniers revenus des comptes spéciaux.

Comptes
spéciaux.
—

Ce sont :

1) Le compte spécial des recettes de la taxe spéciale et des dépenses à imputer sur son produit (art. 9, R, § 1).

2) Les comptes spéciaux relatifs à chacun des revenus que le Gouvernement pourrait ultérieurement affecter au service de ses emprunts (art. 10, R) (2).

(1) Voir ci-dessus p. 119.

(2) En vertu de l'article 8, R la partie des revenus des douanes encaissée par la Banque devait être portée à un compte d'ordre, en raison du privilège général conféré en premier rang par l'article 11

Centralisation
des écritures
à Tanger.

Les opérations de recettes et de dépenses effectuées par la Banque pour le compte du Gouvernement marocain doivent, quelles que soient les succursales ou agences où elles auront lieu, être centralisées dans les écritures du siège social à Tanger (art. 12 R). L'état journalier des recettes et des dépenses effectuées pour le compte du Makhzen est adressé au Ministre des Finances (art. 18, R).

Taux
du compte-
courant général
et des comptes-
spéciaux.

Le compte-courant général du Trésor et les comptes spéciaux portent intérêt en recettes et en dépenses. Le taux est de 3 %. Une commission de $1/4$ % sur les opérations effectuées au crédit et au débit est allouée à la Banque. Ces différents comptes en sont débités à la fin de chaque semestre (art. 17, R).

Ces intérêts sont calculés d'après les règles suivantes :

1) Les sommes pour lesquelles il est délivré des ordres de paiement sont portées au débit du compte-courant général du Trésor, valeur du jour de l'arrivée de l'avis entre les mains de la Banque. Toutefois, le paiement n'en peut être réclamé que deux jours après réception de cet avis s'il doit être effectué à Tanger ; pour les paiements à effectuer dans tout autre endroit, ce préavis de deux jours est augmenté du délai nécessaire pour assurer le transport

du contrat du 12 juin 1904 aux porteurs de titres de l'emprunt 5 % 1904 sur la totalité de produit des douanes. Ce solde disponible ayant été affecté à la garantie de l'emprunt 1910, à ce compte d'ordre a dû être substitué un compte spécial.

des fonds. Ce délai est fixé au début de chaque année par la Banque pour chacune de ses succursales ou agence (art. 15, R).

2) Les recettes sont portées au crédit du compte-courant général et des comptes spéciaux, valeur du jour de leur réception à la Caisse centrale de la Banque à Tanger. Au cas où l'encaissement est opéré par les succursales, il est tenu également compte du délai ci-dessus désigné (art. 16, R).

Ces différents comptes sont arrêtés au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Un relevé en est remis au Haut Commissaire impérial pour être transmis au Ministre des Finances dans les deux mois qui suivent l'expiration de chaque semestre (art. 19, R).

II. La Banque instrument de régularisation monétaire

En vertu de l'article 37 de l'Acte de Concession, la Banque a la faculté de prendre toutes les mesures qu'elle juge utiles pour assainir la situation de la monnaie marocaine (1).

(1) Cette faculté est toutefois limitée par l'obligation pour la Banque de ne « point porter atteinte à la force libératoire de la monnaie espagnole au Maroc ». Les délibérations de la Conférence expliquent ce qu'il faut entendre par cette formule. L'article VII du projet du Comité ne fixait de limites aux mesures à prendre par la Banque en vue de l'assainissement de la monnaie chérifienne que dans le respect de la circulation et de la valeur libératoire de la monnaie espagnole telles qu'elles existaient à ce moment au Maroc.

Privilège
de la Banque.
—

Plusieurs privilèges lui ont été accordés à cet égard.

Elle est chargée à l'exclusion de tout autre établissement de crédit :

- 1) De l'achat des métaux précieux ;
- 2) De la frappe et de la refonte des monnaies ;
- 3) De toute autre opération monétaire qu'elle fera pour le compte et au profit du Gouvernement marocain (art. 2, S § 9) ;

L'Allemagne se montrait beaucoup moins scrupuleuse. Pour elle la Banque devait tenir compte de la valeur libératoire de la monnaie espagnole uniquement telle qu'elle était basée sur les traités existants. Elle méconnaissait ainsi la situation qu'avait créée à cette monnaie une circulation très ancienne et elle portait atteinte à des droits que lui avaient reconnus le Corps diplomatique à Tanger et les sultans.

L'avantage qu'elle prétendait retirer de cette solution était fort contestable. Elle estimait que l'adoption de l'article VII tel qu'il était conçu, entraverait l'action de la Banque qui, par crainte de violer des droits aussi indéterminés n'userait qu'avec timidité de ses pouvoirs et ne réaliserait qu'incomplètement sa mission à cet égard. Son action limitée, au contraire, seulement par les traités existants aurait libre carrière et donnerait les meilleurs résultats.

En réalité, cette proposition était injuste à l'égard de l'Espagne et préjudiciable au Maroc. M. Perez Caballero attirait l'attention de la Conférence sur ce point, que la circulation de la monnaie espagnole dans ce pays offre pour la monnaie chérifienne un avantage pratique considérable. La situation économique et financière du Maroc aurait voulu que le cours de cette monnaie tombât plus bas qu'il n'était. Si ce fait ne s'était pas produit, on le devait à la circulation espagnole. Cette monnaie, en effet, servant d'intermédiaire entre la monnaie or et la monnaie hassani, constitue pour celle-ci un appui qui la préserve d'une dépréciation encore plus accentuée. L'accord s'établit selon les vues de l'Espagne à la séance du 8 mars (voir *Protocoles*, pp. 147 et 178).

4) D'émettre des billets au porteur (art. 2, S, § 1) ;

Émission
des billets
au porteur.
—

Ces billets ont cours légal non cours forcé. Ils ont force libératoire dans toutes les caisses publiques de l'Empire marocain et sont remboursables à présentation. Toutefois, leur remboursement ne peut être exigé qu'au lieu de leur émission.

Le pouvoir d'émission de la Banque est limité par deux dispositions restrictives :

Limitation
du pouvoir
d'émission
de la Banque.
—

1) Le montant des billets en circulation ne peut dépasser le triple de son encaisse ;

2) Cette encaisse doit être constituée pour au moins un tiers en or ou monnaie or (art. 2, R, § 2).

La quantité, la forme, les coupures des billets sont déterminées par la Banque, ils sont libellés dans la monnaie ayant cours légal au Maroc (art. 3, R).

Chaque billet doit porter la signature ou le sceau du Haut Commissaire (art. 1, R, § 3).

En fin de concession, la Banque doit cesser toute émission et prendre les mesures nécessaires pour faire opérer la rentrée ou assurer le remboursement des billets encore en circulation (art. 6, R).

Le Gouvernement marocain est chargé de réprimer toutes les atteintes portées au privilège de la Banque (art. 5, R).

III. — La Banque instrument de Crédit

Opérations
auxquelles
peut se livrer
la Banque.
—

En vertu de l'article 32 § 1 de l'Acte de Concession, la Banque fait toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque :

1) Elle escompte tous effets de commerce, billets à ordre, lettres de change et toutes sortes d'engagements à ordre et à échéance fixe résultant de transactions commerciales. L'échéance de ces effets ou engagements à ordre ne peut excéder 120 jours ; ils doivent être revêtus de 2 signatures au moins. Toutefois, l'une de ces signatures peut être suppléée par un nantissement constitué sur tous encaissements, connaissements, lettres de voiture, fonds publics, warrants, commerciaux ou agricoles, marchandises en dépôts ou en cours de route et autres valeurs agréées par le Conseil (art. 2, S, § 2) ;

2) Elle fait des avances sur titres, valeurs, warrant, connaissements dans les conditions déterminées par le Conseil d'administration ; elle fait également des avances sur marchandises en dépôt ou en cours de route. Dans ce cas, la durée de ces avances ne peut excéder 120 jours et le montant ne doit pas dépasser les $\frac{2}{3}$ de la valeur des marchandises au jour où elles sont faites (art. 2, S, § 3) ;

3) Elle fait le commerce des monnaies et métaux précieux ; elle fait des avances sur ces matières (art. 2, S, § 12) ;

4) Elle fait toutes opérations de change ;

5) Elle se charge, pour le compte de tiers du recouvrement de tous arrérages de rentes, intérêts ou dividendes ;

6) De l'achat et de la vente de fonds publics, valeurs industrielles et de marchandises ;

7) De la garde de valeurs, de dépôts à terme ou à vue ; (art. 2, S, § 13) ;

8) Elle reçoit en compte-courant avec ou sans intérêts les fonds qui lui sont versés (art. 2, S, § 15) ;

9) Elle reçoit tous dépôts en numéraire, fonds publics, valeurs industrielles ou marchandises effectuées à titre de cautionnement pour cause de contrats avec le Gouvernement ou en vertu de décisions des autorités judiciaires ou administratives (art. 2, S, § 14) ;

10) Enfin, elle soumissionne des emprunts pour son propre compte ou pour le compte de tiers et elle se charge de leur négociation (art. 2, S, § 15).

LES ORGANES DE LA BANQUE

I. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la Banque est composé de 14 membres, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, parmi les propriétaires d'au moins 50 actions (art. 19, S, § 1 et art. 23).

Composition
du conseil.

—

Le premier Conseil est élu pour 5 années. A l'expiration de ce délai, les administrateurs sont renouvelés à

raison de 3 membres par an pour les quatre premiers renouvellements ; le cinquième renouvellement portera sur les administrateurs dont les pouvoirs n'auront pas encore été renouvelés. L'ordre des sorties sera déterminé par le sort.

Les renouvellements ultérieurs auront lieu par ordre d'ancienneté.

Les administrateurs sortants seront rééligibles (art. 21, S).

Droit
de
désignation,
des groupes.

Ces administrateurs sont désignés à l'agrément de l'assemblée générale par les banques chefs de groupe ; toutefois, ces banques ne sont pas tenues de porter leur choix sur un candidat de leur propre nationalité (art. 19, S, § 2).

A la constitution de la société, chacune de ces banques possédait le pouvoir de désigner autant d'administrateurs qu'elle avait souscrit de parts entières. Ce droit de désignation pourra être perdu par la suite si lors du remplacement ou du renouvellement du mandat des administrateurs, les groupes souscripteurs ne sont plus en état de justifier être en possession d'au moins la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit. Dans ce cas, l'assemblée générale désignera directement ces administrateurs (art. 21, S, §§ 5 et 7).

Chaque année le Conseil nomme parmi ses membres un Président et s'il le juge convenable un ou plusieurs vice-présidents.

Le Conseil d'administration se réunit (art. 25 et 31, S.) :

1) En comité, pour l'expédition des affaires courantes et l'exécution de ses décisions. Ces réunions se tiennent périodiquement à Paris. Elles sont présidées par le Président ou à son défaut par un des vice-présidents. Trois administrateurs au moins doivent être présents.

2) Aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Ces réunions sont obligatoires si elles sont demandées au Président par la moitié des membres. Le Conseil peut décider qu'elles se tiendront en tout autre lieu qu'à Paris.

Réunions
ordinaires
et
extraordi-
naires.

—

Les convocations sont faites par le Président ; elles sont adressées en temps utile aux membres du Conseil et aux censeurs avec l'indication sommaire de l'ordre du jour.

Convocations.

—

Les administrateurs ne sont pas tenus d'assister aux délibérations.

Votes
par fondés
de pouvoirs.

—

Ils peuvent prendre part aux votes :

1) Par fondés de pouvoirs. Dans ce cas, les fondés de pouvoirs doivent être choisis parmi les membres du Conseil et chaque fondé de pouvoirs ne peut représenter plus de deux membres absents.

Les pouvoirs ne sont jamais donnés pour plus d'un an, mais ils sont renouvelables.

Il peut être procédé par le Conseil à l'ajournement d'une question en vue d'obtenir l'opinion des absents. Cet ajournement est obligatoire si deux membres le demandent.

Ajournement.

—

Il ne peut se prolonger au-delà de six jours, à partir du jour où il a été réclamé.

La réponse des membres absents doit avoir lieu dans ce délai. Émis en temps opportun, cet avis a tous les effets d'un vote émis de vive voix.

Vote par écrit.

—

2) Par écrit ou par correspondance télégraphique. Ce mode de participation ne peut avoir lieu que sur des questions déterminées et l'avis des absents doit, dans le dernier cas, être suivi d'une confirmation par lettre.

Validité
des décisions.

—

Les décisions sont prises à la majorité des administrateurs personnellement présents, représentés ou participant aux délibérations par correspondance télégraphique ou postale.

Elles ne sont valables qu'autant :

1) Que sept administrateurs au moins aient voté dans l'un des modes ci-dessus désignés ;

2) Que cinq administrateurs au moins aient été présents à la délibération (art. 26, S, 1).

Pouvoirs
et attributions
du conseil.

—

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la Société. Ses principales attributions sont déterminées par l'article 28 des statuts. Cette article n'a qu'un caractère purement énonciatif (1).

(1) Le Conseil administratif est chargé notamment de contracter et d'exécuter toutes conventions avec le Gouvernement impérial du Maroc, d'autoriser toute création, émission ou retrait de billets de

Ces pouvoirs peuvent être délégués, pour l'exécution de ses décisions :

Délégation
des pouvoirs.

1) A un ou plusieurs des membres du Conseil.

Cette délégation n'a lieu que pour un temps limité. La délibération doit être prise à la majorité des deux tiers des membres du Conseil.

2) A des tiers étrangers à la Société.

Dans ce cas, trois conditions sont nécessaires à la validité de cette délégation.

Il faut a) qu'elle ait lieu par mandat spécial;

b) Qu'elle s'applique à des objets spéciaux déterminés;

c) Que la délibération instituant et déterminant les pouvoirs des délégués soit prise à la majorité des trois quarts des membres du Conseil (art. 29, S).

Tout acte engageant la Société vis-à-vis des tiers doit porter la signature :

Validité
des actes
vis-à-vis
des tiers.

banque; de prendre les mesures pour assainir la situation monétaire. Il autorise la création ou la suppression des succursales ou agences; nomme et révoque les directeurs, sous-directeurs, les membres de la Commission d'Escompte de Tanger, les directeurs des succursales et agences, les principaux agents de la Société. Il arrête, chaque année, les comptes qui doivent être présentés à l'Assemblée générale, règle l'emploi des fonds disponibles et des fonds de réserve. Il fixe les conditions auxquelles la Société soumissionne, prend à sa charge et négocie tous emprunts publics ou autres, ouvre les souscriptions pour leur émission et participe à tous emprunts et toutes souscriptions. Il représente la Société devant tous tribunaux ou juridictions tant en demandant qu'en défendant. Il nomme un délégué à la Commission des valeurs douanières, et un délégué au Comité permanent, dit « Comité des douanes » à Tanger, etc.

- 1) De deux administrateurs,
- 2) Ou d'un administrateur et d'un mandataire général ou spécial nommé par le Conseil,
- 3) Ou de deux mandataires également nommés par le Conseil (art. 30, S).

Le Conseil peut confier à un mandataire unique la signature d'actes et traités déterminés. Cette désignation est faite par délibération spéciale. Une ou plusieurs personnes agissant isolément peuvent être également désignées pour signer la correspondance, acquitter et endosser les effets de commerce (art. 30, S).

Responsabilité
des
administra-
teurs.

Les membres du Conseil d'administration ne répondent que de l'exercice de leur mandat. Ils ne contractent à raison de leur gestion aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la Société (art. 32, S).

II. Censeurs (art. 36, S.)

Nomination
des censeurs.

Le Conseil des censeurs est nommé par les établissements suivants :

- 1° La Banque d'Allemagne,
- 2° La Banque d'Espagne,
- 3° La Banque d'Angleterre,
- 4° La Banque de France.

Chacun de ces établissements nomme un censeur, avec l'agrément de son Gouvernement.

Durée
des fonctions.

La durée de leurs fonctions est de 4 années. A l'expir-

ration de ce délai, ils peuvent être désignés de nouveau.

En cas de décès ou de démission, l'établissement qui a procédé à la désignation de l'ancien titulaire pourvoit à la vacance, mais seulement pour le temps où ce dernier doit rester en charge.

Les censeurs exercent leur mandat dans l'intérêt des Puissances signataires de l'Acte d'Algésiras.

Attributions
des censeurs.
—

1) Ils veillent sur le bon fonctionnement de la Banque et assurent la stricte observation des clauses de la concession et des statuts. Toutefois, il leur est interdit de s'immiscer sous quelque prétexte que ce soit dans la gestion des affaires ni dans l'administration intérieure de la Banque ;

2) Ils veillent à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets ;

3) Ils surveillent les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire.

Leur mission s'exerce dans les conditions suivantes :

Pouvoirs
des censeurs.
—

Tout censeur peut : 1) examiner en tout temps les comptes de la Banque ;

2) Demander des informations sur la gestion de la Banque soit au Conseil d'Administration soit à la Direction ;

3) Assister aux réunions du Conseil d'administration mais seulement avec voix consultative.

Au moins une fois tous les deux ans, les censeurs sont tenus de se réunir à Tanger dans l'exercice de leurs fonc-

Réunions
des censeurs.
—

tions. La date de cette réunion est concertée entre eux. Toutefois, d'autres réunions devront avoir lieu à Tanger ou ailleurs, si trois censeurs l'exigent.

Rapport
annuel.
—

Un rapport annuel doit être dressé par les 4 censeurs. Copie de ce rapport qui est annexé à celui du Conseil d'administration est transmise sans délai, par ce Conseil, à chacun des Gouvernements signataires de l'Acte de la Conférence.

Émoluments.
—

Les émoluments affectés aux censeurs ainsi que leurs indemnités de déplacement sont fixés par les §§ 7 et 8 de l'article 36 des statuts.

III. Haut-Commissaire impérial et Commissaires adjoints

A côté des censeurs qui exercent leur contrôle au nom des puissances signataires, le Sultan exerce sa surveillance sur la Banque par un Haut Commissaire et deux commissaires adjoints, marocains (art. 37 S).

Nomination.
—

A. — Le Haut Commissaire impérial est nommé par le Sultan après entente avec le Conseil d'administration de la Banque.

Pouvoirs.
—

Son contrôle s'étend aux objets suivants :

- 1) A la gestion de la Banque. Il prend connaissance de cette gestion et s'assure de la stricte observation des dispositions de la concession ;
- 2) Aux relations de la Banque avec le Trésor impérial ;

3) A l'émission des billets de Banque. A cet égard, le Haut-Commissaire devra signer chaque billet ou y apposer son sceau.

La disposition qui interdit aux censeurs de s'immiscer dans l'administration et la gestion des affaires de la Banque, s'applique également au Haut-Commissaire impérial. Ce dernier a seulement le droit d'assister aux réunions des censeurs.

B. — Les deux commissaires adjoints sont nommés par le Gouvernement chérifien. Leur mission est de contrôler spécialement les opérations financières du Trésor avec la Banque.

IV. Commissaires des comptes

Il peut y avoir un ou plusieurs commissaires des comptes. Ils sont nommés chaque année par l'Assemblée générale des actionnaires. Un seul d'entre eux peut exercer en cas d'empêchement ou de décès des autres commissaires. La qualité d'actionnaire n'est pas nécessaire pour être élu.

Nombre
et nomination.
—

Ces commissaires doivent faire, à l'Assemblée générale suivant celle qui les a nommés un rapport sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le Conseil d'administration (art. 38. S).

Rapport
annuel.
—

Ils ont droit, pendant le trimestre qui précède l'époque fixée par les statuts pour la réunion de l'assemblée générale, de prendre communication des livres et d'examiner

les opérations de la Société toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social.

Ce rapport doit, à peine de nullité, précéder toute délibération de l'assemblée générale portant approbation du bilan et des comptes.

Droit
de convocation
de
l'assemblée
générale.

Les commissaires peuvent, en cas d'urgence, convoquer en tout temps l'Assemblée générale.

Leur rémunération est fixée par ladite assemblée.

V. Commission d'escompte

Une Commission d'escompte est instituée à Tanger auprès de la Direction.

Elle est composée d'au moins 6 membres, choisis par le Conseil d'administration. Les seules conditions requises pour en faire partie sont :

- 1) D'être actionnaire à la Banque ;
- 2) D'appartenir aux notables, résidant à Tanger. Il n'est fait aucune distinction de nationalité.

Cette Commission est présidée par un des directeurs ou sous-directeurs.

Son rôle consiste à donner un avis sur les escomptes et ouvertures de crédit.

Elle adresse sur ces diverses questions un rapport mensuel au Conseil d'administration (art. 35, S.)

VI. Assemblée générale

N'ont droit d'assister à l'assemblée générale que les actionnaires possédant au moins vingt actions. Toutefois, les propriétaires d'un nombre d'actions inférieur peuvent se réunir pour former ce chiffre de 20 actions et se faire représenter par l'un d'eux.

Composition.

—

Les propriétaires d'actions ne sont admis à l'Assemblée générale que sur la justification que leurs actions sont inscrites sous leur nom depuis 30 jours au moins avant la réunion (art. 40 et 41, S.)

Les actionnaires se réunissent en Assemblée générale :

Réunions
ordinaires
et
extraordi-
naires.

—

1) De droit, une fois chaque année, aux époques dans le local fixé par le Conseil d'administration. Cette réunion doit avoir lieu avant le 30 juin.

2) Extraordinairement, toutes les fois que le Conseil en reconnaît l'utilité et en cas d'urgence, par convocation des commissaires (art. 42, S.)

Les convocations sont faites 30 jours au moins avant le jour de la réunion. Elles consistent dans un avis inséré dans un journal de Tanger et dans l'un des principaux journaux de chacun des pays qui ont participé à la souscription du capital (art. 43, S.)

Convocations.

—

L'Assemblée n'est régulièrement constituée que si les membres présents ou représentés réunissent au moins le quart du capital social. Cette condition réalisée, l'assem-

Conditions
de validité
des réunions.

—

blée représente l'universalité des actionnaires (art. 44, S.)

Il peut se faire que l'Assemblée ne se réunisse pas en nombre. Dans ce cas, il est procédé à une nouvelle convocation. Cette convocation peut être faite seulement 10 jours avant la réunion, mais elle ne doit avoir lieu que 15 jours après la première convocation.

Cette seconde assemblée délibère valablement quelle que soit la portion du capital représenté. Toutefois, cette délibération ne doit porter que sur les objets à l'ordre du jour de la première réunion (art. 45, S.)

L'Assemblée générale est présidée par le Président ou l'un des Vice-Présidents ; à leur défaut, par un administrateur désigné par le Conseil. Les fonctions de scrutateurs sont exercées par les deux plus forts actionnaires présents ou sur leur refus par ceux qui les suivent dans l'ordre de la liste jusqu'à acceptation. Le secrétaire est désigné par le bureau (art. 46, S.)

Le vote a lieu en personne ou par mandataire.

Vote
en personne
ou par
mandataire
—

Les mandataires ne peuvent être que des membres de l'assemblée. Les pouvoirs doivent être déposés au lieu indiqué pour la réunion et 3 jours au moins avant l'époque fixée.

Chaque membre peut avoir plusieurs voix. Il en a autant qu'il représente de fois 20 actions soit comme propriétaire soit comme mandataire.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres, présents ou représentés. Le vote a lieu au

scrutin secret s'il est réclamé par des actionnaires représentant un dixième au moins du capital social (art. 47, S.)

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil et il ne peut être mis en délibération que les objets qui y sont portés sans qu'aucune autre personne étrangère à ce Conseil ait le droit de faire aucune proposition (art. 48, S.)

Ordre du jour
arrêté
par le Conseil
d'administra-
tion.
—

En vue de cette délibération, tout actionnaire a le droit de prendre communication 15 jours avant la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes :

1) De l'inventaire et de la liste des actionnaires. Cette communication a lieu au siège social et à tout autre endroit désigné par le Conseil d'administration ;

2) De se faire délivrer copie du bilan résumant l'inventaire ;

3) Du rapport du ou des Commissaires (art. 49, S.).

L'assemblée générale, après avoir entendu le rapport du Conseil d'administration, le rapport des censeurs et celui du ou des Commissaires des Comptes sur la situation des affaires sociales :

Pouvoirs
de
l'assemblée
générale.
—

1) Discute, approuve ou rejette les Comptes ;

2) Fixe le dividende ;

3) Donne son agrément aux désignations d'administrateurs prévues par les articles 19, 20, 21, et 22 des statuts ;

4) Nomme les administrateurs pour lesquels il n'y a plus lieu à désignation ;

5) Nomme le ou les Commissaires ;

6) Prononce souverainement sur tous les intérêts de la société et confère, par ses délibérations, au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires pour les cas qui n'auraient pas été prévus (art 50, S).

Ces délibérations obligent tous les actionnaires même absents ou dissidents (art. 51, S.) Elles sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par la majorité des membres composant le bureau (art. 52, S.)

Des copies ou extraits certifiés conformes par deux administrateurs servent à justifier vis-à-vis des tiers des délibérations de l'assemblée (art. 53, S.)

DISPOSITIONS DIVERSES

A. Modifications aux statuts

Toute modification aux statuts est subordonnée à un vote de l'assemblée générale, pris sur la proposition du Conseil d'administration et après avis conforme des Censeurs et du Haut-Commissaire impérial.

Ce vote n'est valable qu'aux deux conditions suivantes :

1) L'assemblée doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social.

2) Ce vote doit avoir lieu à la majorité des trois quarts des voix des membres présents ou représentés (art. 54 §).

B. Inventaires et comptes annuels

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

La Banque dresse les comptes suivants :

- 1) Un état sommaire trimestriel de la situation active et passive de la Société;
- 2) Un inventaire général au 31 décembre de l'actif et du passif.

Cette inventaire ainsi que le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition du ou des commissaires quarante jours au plus tard avant l'assemblée générale annuelle. Ils sont présentés à l'assemblée générale qui peut soit les approuver soit en demander le redressement. L'assemblée, après avoir entendu le rapport du Conseil d'administration et des Commissaires fixe le dividende (art. 53, S).

Les bénéfices sont constitués par les produits nets, déduction faite de toutes les charges. Sur ces bénéfices, il est prélevé annuellement :

- 1) 10 % pour constituer la réserve légale ;
- 2) La somme nécessaire pour servir aux actionnaires un premier dividende de 5 % sur le montant du capital dont les actions libérées.

L'excédent est attribué 10 % au Conseil d'administration (1) et les 90 % de surplus aux actionnaires entre

Répartition
des bénéfices
de la
Banque.

—

(1) Les administrations reçoivent en outre des jetons de présence dont la valeur est fixée par l'Assemblée générale.

lesquels ils sont répartis ou prorata des actions par eux possédées.

Toutefois, le Conseil d'administration peut proposer à l'assemblée générale de décider sur ces 90 % :

1) Tous reports à nouveau ;

2) Le prélèvement de sommes destinées à la création soit de fonds de réserve supplémentaires, soit de fonds de prévoyance. Dans ce cas, elle détermine le montant de ces fonds et leurs applications.

Les propositions du Conseil à ce sujet ne peuvent être repoussées que par une majorité composée des deux tiers des voix présentes ou représentées (art. 56, S).

Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques fixées par le Conseil d'administration. Tous dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits au profit de la Société (art. 57-58, S).

C. Réserve légale. — Réserve extraordinaire

La Banque forme deux fonds de réserve :

1) Un fond de réserve légale. Ce fond est constitué, comme nous l'avons vu précédemment par un prélèvement de 10 % sur les bénéfices. Toutefois, le montant de ce prélèvement n'est pas invariable. Il peut être diminué. Tout prélèvement peut même être suspendu lorsque ce fonds aura atteint le quart du capital social.

Ce fonds de réserve est exclusivement destiné à faire face aux pertes éventuelles. Dans aucun cas il ne peut être

l'objet d'une répartition à titre de dividende (art. 59, S).

2) Un fonds de réserve extraordinaire. Il se compose de l'accumulation des sommes produites par les prélèvements opérés sur les bénéfices en exécution de l'article 56 avant dernier paragraphe ; à la différence du fonds de réserve légale il peut servir à parfaire un dividende de 5 %, en cas d'insuffisance des produits d'une année (art. 60, S).

D. Dissolution. — Liquidation

La Société prend fin :

1) Par l'expiration du délai de quarante années pour lesquelles est faite la concession ;

2) En cas de dissolution anticipée. Dans ce cas, l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs. Cette nomination met fin aux pouvoirs des membres du Conseil.

L'assemblée générale, au contraire, pendant le cours de la liquidation, exerce ses pouvoirs comme pendant l'existence de la Société. Notamment, elle a le droit d'approuver le compte de la liquidation et d'en donner décharge.

Les droits, actions et obligations de la Compagnie dissoute peuvent être transportés contre espèces ou contre titres à une autre société. Ce transport est effectué par les liquidateurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale (art. 61, S).

CONTESTATIONS

Contestations
entre
la Banque,
le
Gouvernement
marocain
et les
actionnaires
—

La Banque peut être en contestation avec les trois catégories de personnes suivantes :

- 1) Le Gouvernement marocain, au sujet des clauses de la concession ;
- 2) Les actionnaires, sur l'exécution des statuts ou à raison des affaires sociales ;
- 3) La clientèle particulière, à raison de ses opérations.

Le règlement des litiges entre la Banque et les deux premières catégories est confié à la Cour fédérale de Lausanne. Les décisions de ce tribunal sont sans appel ni recours.

Le droit des actionnaires d'intenter une demande en justice contre la Société ou contre les actionnaires, du chef de l'exécution des statuts ou à raison des affaires sociales ne peut être exercé sans que cette demande ait été préalablement déférée à l'Assemblée générale des actionnaires. L'avis de cette Assemblée est soumis aux tribunaux en même temps que la demande elle-même (art. 63, S).

Contestations
entre
la Banque
et la clientèle
particulière.
—

Quant aux différends entre la Banque et la clientèle particulière une distinction s'impose :

- 1) La Banque est demanderesse. Les actions intentées au Maroc sont portées devant le tribunal défendeur. Ce sera donc le tribunal consulaire s'il s'agit d'un étranger et la juridiction marocaine s'il s'agit d'un indigène. Dans ce

cas, il n'est dérogé en rien aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

2) La Banque est défenderesse. Les actions intentées au Maroc contre la Banque sont alors portées devant un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs.

La liste des magistrats, des assesseurs et de leurs suppléants est établie chaque année par le Corps diplomatique.

Les règles de droit, de procédure et de compétence applicables à ces litiges sont celles édictées par la législation commerciale française.

Ces jugements sont susceptibles d'appel. L'appel est porté devant la Cour de Lausanne qui statue en dernier ressort (art. 62, S).

AVANTAGES CONCÉDÉS A LA BANQUE D'ÉTAT

1) Les emplacements nécessaires à l'établissement de la Banque ainsi que ses succursales et agences au Maroc sont mis gratuitement à sa disposition par le Gouvernement. A l'expiration de la concession, le Gouvernement en reprendra possession et remboursera à la Banque les frais de construction de ces établissements. En outre, la Banque jouit de l'autorisation d'acquérir tout bâtiment et terrain dont elle peut avoir besoin pour le même objet (art. 39, AG).

2) La sécurité et la protection de la Banque, de ses suc-

cursales et de ses agences sont assurés par le Gouvernement chérifien. A cet effet, ce dernier doit mettre dans chaque ville une garde suffisante à la disposition de chacun de ces établissements (art. 40 AG).

3) La Banque, non plus que ses succursales et agences ne peuvent être assujetties à aucun impôt ou redevance ordinaire ou extraordinaire, existants ou à créer. La même faveur est accordée aux immeubles affectés à ces services, aux titres et coupons de ses actions et à ses billets. Elle s'étend également à l'importation et à l'exportation des métaux et monnaies destinés à ses opérations. (art. 41 AG).

LIVRE IV

Fonctionnement de la Banque d'État du Maroc

Le Comptoir National d'Escompte de Paris possédait au Maroc, au moment de l'installation de la Banque d'État à Tanger, outre un siège dans cette ville, deux agences, l'une à Casablanca et l'autre à Mogador. Des négociations eurent lieu entre ces deux établissements en vue de la cession à la Banque des agences et de la clientèle du Comptoir d'Escompte. Ce dernier consentit à cette cession moyennant 220.000 francs. La Banque transforma ces agences en succursales et elle a pu ainsi fonctionner régulièrement dès les premiers jours de sa création.

L'étude de la situation matérielle de la Banque ne nous retiendra pas. Nous nous bornerons à constater que les affaires de la Banque n'ont cessé de prospérer. Ses actions de 500 francs, libérées des trois quarts, ont donné en

1910 un dividende de 6 0/0 sur le capital versé. La Banque constitue des réserves importantes et elle prélève sur ses bénéfices des sommes élevées pour l'installation de ses établissements. C'est ainsi qu'il a été prélevé sur les bénéfices de cette même année 1910 une somme de 500.000 francs destinée à une installation de la Banque à Tanger, plus en rapport avec le rôle qu'elle est appelée à remplir.

La Banque sera amenée, dans un avenir prochain, à augmenter son capital social, fixé actuellement à 15.400.000 francs. L'extension de ses affaires, qu'entraînera le développement économique du Maroc, lui imposera cette mesure. Pour le moment, elle se préoccupe de créer de nouvelles succursales dans les centres commerciaux importants du pays. Oudja a particulièrement attiré son attention. Placée à proximité de notre frontière algérienne, sur la route d'Oran à Fez par Taza, cette ville est le centre des transactions commerciales du Maroc avec l'Algérie. La présence de la Banque dans cette région développera encore ce mouvement d'affaires. Les milieux commerciaux algériens accueilleront donc avec la plus vive satisfaction la nouvelle donnée par la Banque de la création prochaine d'une succursale dans cette ville (1).

(1) Rapports de la Banque pour les années 1907 et 1910.

CHAPITRE I

La Banque d'État du Maroc et le Makhzen

I

LES AVANCES DE LA BANQUE D'ÉTAT RELATIVES A LA POLICE ET AU MAINTIEN DE L'ORDRE AU MAROC

L'Acte général d'Algésiras conférait à l'Espagne et à la France la mission d'assurer la police dans les huit ports marocains ouverts au commerce, au moyen des corps de police indigènes organisés conformément aux prescriptions d'un règlement soumis au Corps diplomatique à Tanger et élaboré d'un commun accord entre le Ministre de la guerre chérifien, l'Inspecteur général et les deux instructeurs français et espagnol, les plus élevés en grade (art. 4).

D'autre part, en application de l'article 6 dudit Acte, les fonds nécessaires à l'organisation et au fonctionnement de ces corps de police devaient être assurés au moyen d'avances faites par la Banque au Makhzen dans les limites d'un budget annuel.

Le règlement sur la police fut élaboré par la Commission

prévue à l'article 4 au milieu des événements politiques les plus graves. Jamais, en effet, les colonies européennes ne furent plus vivement éprouvées par les attentats des indigènes que dans l'année qui suivit la séparation de la Conférence d'Algésiras. Notons les faits les plus importants. Le 28 mai 1906 M. Charbonnier est assassiné sur la plage de Tanger; le 7 septembre de graves troubles éclatent à Mogador; le 14, de nouveaux troubles à Casablanca font cinq victimes européennes; le 26, M. Lassallas, agent de la Compagnie marocaine est attaqué, blessé et séquestré pendant trente heures. Dans les environs de Tanger les exactions d'Erraïsouli se continuent au point de nécessiter en décembre l'envoi de trois cuirassés français dans les eaux de la ville. Cette démonstration n'empêche pas Erraïsouli de capturer en juillet 1907 le caïd Sir Harry Mac Lean et d'entrer en lutte contre le sultan dont il bat les troupes en août. Au même moment, les plus graves incidents éclatent à Casablanca. Des indigènes fanatisés se ruent sur les ouvriers employés par la Société française des travaux du port et massacrent cinq Français, deux Italiens et un Espagnol. Tous ces attentats réclamaient l'organisation rapide de la police.

La Commission termina ses travaux en mai et le Corps diplomatique examina ce règlement en même temps que le cahier des charges relatif à l'habillement et à l'équipement des troupes dans ses séances des 8 et 10 juin. Toutefois, le sultan n'apporta pas à l'approbation de cet acte toute la rapidité désirable. La promulgation en eut lieu

dans la deuxième moitié d'août et la Banque d'État ouvrit seulement en septembre les crédits nécessaires à sa mise en exécution.

Aux termes de l'article 35, § 2 de l'Acte général d'Algésiras, les avances faites par la Banque d'État au titre de la Police ne devaient pas dépasser les deux tiers de son capital social. Néanmoins, une dépense de 12.000.000 de francs était prévue pour l'organisation et le fonctionnement des troupes. Cette dépense était répartie sur cinq années à partir de 1907 ; passé ce temps de nouveaux crédits devaient être accordés pour la continuation de cette œuvre.

La Banque d'État a pourvu au paiement de ces dépenses avec régularité et conformément aux règles édictées en vue d'assurer à ses avances leur exacte destination.

Dans le courant de 1910, le montant du crédit ouvert au Makhzen en vertu du règlement sur la police a été intégralement remboursé à la Banque sur le produit de l'emprunt marocain émis au mois de juin. Des provisions ont été constituées en vue des paiements à effectuer jusqu'au 31 décembre 1911 (1). Nous devons dire dès maintenant que les crédits affectés à l'entretien des troupes étant épuisés à cette date, le projet d'accord financier signé le 28 février dernier par M. Cruppi et El Mokhri met à la charge de la Banque d'État de nouvelles avances pour assurer leur fonctionnement pendant l'année 1912 (2).

(1) Rapports de la Banque d'État du Maroc pour 1910.

(2) Voir ci-dessous.

La Banque d'État a consenti au Makhzen, en 1907 et 1908, plusieurs avances en application de l'article 2, § 5 de ses statuts. Ces avances ont été nécessitées par les événements politiques survenus dans le cours de ces deux années.

Dans les premiers mois de 1907, la désaffection des tribus à l'égard d'Abd-ul-Aziz gagnait le personnel makhzénien à Marrakech et dans les ports de la côte. Un voyage du Sultan à Rabat apparaissait seul susceptible de rétablir son autorité et d'éviter la proclamation d'un nouveau sultan. Abd-ul-Aziz s'y décida. La Banque d'État, sur la demande de M. Pichon, le 19 août, consentit une avance de 1.000.000 de francs. Cette somme était spécialement affectée aux dépenses du voyage projeté, payable en deux termes, 500.000 francs à Fez pour les préparatifs du départ et 500.000 francs à Rabat pour les dépenses de la Cour et l'action à exercer sur les tribus. Le 5 septembre, le comte de Saint-Aulaire envoyait au Sultan un carnet de chèques pour la réalisation de cette avance et Abd-ul-Aziz pouvait quitter Fez le 15 du même mois. Ce voyage ne devait pas, toutefois, prévenir la révolte qui aboutit à sa déchéance et à la proclamation dans tout l'Empire de Moulay Hafid comme sultan.

Au moment où les négociations relatives à cette avance se poursuivaient entre la Banque d'État et M. Pichon, la situation de l'armée chérifienne était des plus alarmantes (1). Le paiement régulier de la solde des troupes

(1) *Livre jaune* IV, pp. 118, 125.

était rendu impossible par suite de la non rentrée des impôts. Le 25 août le ministre de la guerre, Gueblas, faisait connaître à M. de Saint-Aulaire que les troupes campées à Tanger n'ayant pas touché leur solde depuis sept jours, il lui était impossible de répondre d'elles. La sécurité des colonies européennes s'en trouvait gravement compromise. Une demande de crédit adressée à la Banque d'État resta sans résultat. Les délégués chérifiens en furent réduits à solliciter de la Compagnie Algérienne une avance de 100.000 francs qu'elle ne consentit qu'avec difficulté.

Malheureusement la même situation précaire se renouvelait les mois suivants dans toutes les villes de la côte. A Rabat, surtout, où 7.000 hommes de troupes étaient réunis sans aucun moyen d'existence, la suspension de leur solde rendait inévitables les troubles les plus graves. Cette situation empruntait à la présence du Sultan dans cette ville en vue de prévenir toute sédition du personnel makhzénien, un caractère de gravité exceptionnelle. Aussi une nouvelle demande de crédits adressée à la Banque par El Mokhri fut-elle appuyée avec instance par M. Pichon. Il s'agissait, en effet, d'enlever tout prétexte à une révolte qui n'aurait pas manqué de dégénérer en un mouvement xénophobe. C'était du devoir de la France de parer à ces événements.

La Banque d'État consentit donc au Makhzen, le 13 février 1908, une nouvelle avance de 2.500.000 fr. (1).

(1) *Livre jaune* IV, p. 138.

Toutefois, elle n'y participait elle-même que pour 500.000 francs. Les quatre autres cinquièmes étaient fournis par les banques allemandes et espagnoles : les premières y contribuaient pour 1.500.000 francs, les secondes, pour 500.000 francs. Cette avance devait être versée par mensualités de 400.000 francs du 15 février au 15 juillet 1908 et employée exclusivement au paiement de la solde des garnisons chérifiennes stationnées dans les ports et dans aucun cas des méhallas dirigées vers l'intérieur. Les mesures les plus rigoureuses étaient prises pour assurer une exacte destination à ces fonds. Ils devaient être versés sur chèques signés par un fonctionnaire désigné par le Makhzen et visés par un contrôleur agréé par la Banque. Quant au remboursement de cette avance, il serait fait sur le produit de l'emprunt que le Maroc contracterait quand les circonstances le lui permettraient.

Si l'on ajoute à ces diverses avances, les avances statutaires, la reprise par la Banque de l'avance faite en 1906 par le Consortium français, d'autres avances en vue de rétablir l'ordre, le Makhzen se trouvait débiteur à l'égard de la Banque, au 31 décembre 1909, d'une somme de 13.706.023 fr. 21. Le capital de la Banque, fixé à 15.400.000 francs se trouvait donc presque entièrement absorbé par cette créance et rendu indisponible pour les besoins commerciaux. Aussi les censeurs déploraient-ils vivement cette situation et appelaient de tous leurs vœux l'époque qui permettrait un emprunt de liquidation des dettes du Makhzen.

L'émission de cet emprunt en 1910 a permis le remboursement de ces avances. Au 31 décembre 1910, la dette du Makhzen à l'égard de la Banque d'Etat ne s'élève plus de ce chef qu'à 4.829.131 francs sur lesquels 4.000.000 de francs, représentant le montant de l'avance statutaire et les autres 829.131 francs, les sommes versées sur de nouvelles avances consenties par la Banque et s'élevant à 2.500.000 francs (1).

La Banque d'Etat a joué admirablement à l'égard de la police le rôle que la Conférence d'Algésiras lui avait assigné. Dans le courant de 1908 des tabors ont été organisés dans les huit ports ouverts au commerce et grâce aux avances de la Banque, le paiement de la solde s'effectue avec régularité. Aussi les soldats ne songent-ils plus à désertir et ils contractent peu à peu les habitudes de discipline des troupes européennes. On peut dire que c'est à l'existence de ces corps de police que les colonies européennes doivent la sécurité dont elles jouissent dans les villes de la côte depuis cette époque. Aucun des graves événements qui, dans le cours de l'année 1907, jetèrent le trouble dans leur sein, ne s'est plus reproduit (2).

(1) La Banque d'Etat a obtenu en garantie de ces avances le produit des 5 % des douanes laissé à la disposition du sultan par l'emprunt 1910. — Voir ci-dessous.

(2) *Journal officiel*, mars 1911. Discours de M. Pichon.

II

LA BANQUE D'ÉTAT AGENT FINANCIER DU MAKHZEN

*Les dettes du Makhzen**La mission marocaine à Paris en 1909*

Les avances de la Banque d'Etat ne constituaient à la fin de 1909 que la plus faible partie des obligations du Makhzen.

Les événements insurrectionnels de Casablanca, en juillet 1907, suivis, peu après, de l'assassinat du docteur Mauchamp à Marrakech, déterminèrent le gouvernement français à occuper la riche province de la Chaouia. Un corps de 5.000 hommes fut débarqué dans la région et la campagne énergique du général Drude puis du général d'Amade eut promptement raison du soulèvement des tribus. En 1909, l'évacuation de la Chaouia devenait possible au cas où le Sultan donnerait les garanties nécessaires pour l'organisation de goums capables de maintenir l'ordre rétabli. Mais, au préalable, il importait de déterminer le mode de règlement des frais de notre expédition qui incombaient au Makhzen et que le gouvernement français évaluait à 70 millions de francs.

En outre, le Sultan avait reconnu lui-même sa responsabilité engagée dans les dommages causés à la propriété mobilière et immobilière par les actes insurrectionnels de

Casablanca et par l'action répressive qui avait suivi. Un firman chérifien en date du 28 avril 1908, organisait une Commission internationale en vue d'examiner les réclamations des sujets indigènes et des étrangers lésés et de déterminer les indemnités à leur allouer. Cette commission composée de 9 membres, tint sa première séance à Casablanca le 17 juin 1908 et sa dernière le 7 janvier 1910. Les réclamations s'élevaient au chiffre de 26.473.366 francs ; elles furent réduites à 13.069.642 francs dans lesquelles les allocations accordées aux sujets marocains figuraient pour 3.701.082 francs (1).

Une autre Commission chargée d'examiner les créances des particuliers existant contre le Makhzen antérieurement au 30 juin 1909 fonctionnait parallèlement à Tanger.

Les obligations du Makhzen s'accroissaient encore du montant de l'avance 1903 de la Banque Mendelssohn et du Consortium français, des emprunts gagés sur les bijoux de la Cour chérifienne, des dépenses pour les travaux publics exécutés dans les ports de Tanger, Casablanca, Saffi, des dépenses relatives à l'achèvement de ces ports et aux travaux projetés du port de Larache, environ 80 millions de francs. En ajoutant à cette dette la créance du Gouvernement français évaluée à 70 millions de francs, c'était une somme de 150 millions que le sultan devait se procurer pour liquider sa situation.

Le règlement de cette créance pouvait s'opérer soit au

(1) *Livre jaune*, (1908-1910), p. 234.

moyen d'un emprunt de liquidation générale de 150 millions de francs soit au moyen d'un emprunt de 80 millions de francs seulement, représentant les créances des particuliers, tandis que le remboursement des frais de l'occupation française s'effectuerait par une annuité à déterminer de concert avec notre Gouvernement (1).

C'est cette dernière solution qui fut proposée à Moulaï-Hafid, par M. Regnault, au cours de son voyage à Fez en février et mars 1909. A la suite de ces premiers pourparlers, une ambassade chérifienne, ayant à sa tête El Mokhri ministre des finances et El Fasi, ministre des affaires étrangères, fut envoyée à Paris le 19 mai 1909 en vue de continuer avec le Gouvernement français les négociations et d'arrêter définitivement les conditions d'évacuation de la Chaouia ainsi que les bases d'un emprunt de liquidation.

LES RESSOURCES DU MAKHZEN (2)

La principale préoccupation des négociateurs de l'ac-

(1) *Journal officiel* du 24 novembre 1909. Discours de M. Pichon.

(2) Avant d'aborder ce sujet, il faut savoir que les délégués à la Conférence d'Algésiras se sont interdits toute réforme d'ensemble du système d'impôts chérifiens. Dans ce domaine, ils se sont continuellement inspirés de ce principe de ne proposer au sultan aucune réforme susceptible d'amener une modification substantielle de l'organisation administrative du Makhzen ou en contradiction avec les mœurs et les idées fondamentales de la société marocaine. Leur action s'est bornée à ce sujet, à étudier les conditions d'un meilleur rendement des impôts existants et à créer quelques nouveaux revenus au Sultan.

cord financier 1910, ayant été de déterminer les gages de l'emprunt 1910, nous croyons devoir examiner ici le système d'impôts chérifien tel qu'il existe depuis la Conférence d'Algésiras.

Ce système d'impôts comprend (1) :

1° Les impôts coraniques : l'achour, la zekkat et la hédya.

L'achour est l'impôt marocain sur le revenu ; il porte sur le produit de la terre ; la zekkat, au contraire, est une taxe sur le capital frappant la valeur des bestiaux. Le premier est évalué au dixième de la récolte des grains, il est prélevé en nature ; la seconde est calculée à raison de 2 fr. 50 % de la valeur du bétail ; elle est perçue en argent. Quant à la hédya, c'est, dans son principe, un don gracieux et spontané que chaque tribu et chaque ville font au Sultan aux trois grandes fêtes de l'année. Hâtons-nous de dire que cette redevance légère à l'origine est devenue entre les mains des caïds un instrument d'exaction des plus insupportables et qu'elle sert bien plus à grossir la caisse de ce gouverneur que le Trésor du Sultan.

La part de chaque tribu dans ces contributions est déterminée annuellement par les agents du Makhzen à la suite du recensement des troupeaux et de l'évaluation de la récolte faite au moment de la moisson. Cette opération

(1) Congrès de l'Afrique du nord. — Rapport de M. Michaux-Bellaire ; Taleb Abdeselem. *L'organisation financière de l'Empire marocain.*

terminée, le caïd se trouve responsable de la rentrée de ces taxes dont il se rachète généralement. Ensuite, il se paie largement sur ses administrés. Il taxe ou exonère selon son bon plaisir, de sorte que l'inégalité la plus grande règne dans la répartition des charges, rendue encore plus sensible par les exactions auxquelles se livre cet agent.

Ces impôts religieux furent l'objet d'un nouveau *Tertib* que promulgua Abd-ul-Aziz en 1903. Le but inavoué de cette réforme était de procurer au Sultan les ressources nécessaires à l'existence européenne de sa Cour ; le résultat inattendu devait être une répartition plus équitable de ces charges et la réalisation spontanée au sein d'une société vieille d'un millénaire des principes de justice fiscale auxquels les sociétés modernes arrivent péniblement de nos jours.

Ce Règlement créait en remplacement de l'achour et de la zekkat un nouveau système de taxes fixes applicables à l'agriculture, aux jardins et au bétail. Ces impôts frappaient indifféremment tous les individus propriétaires à quelque classe qu'ils appartenissent et sans distinction entre les indigènes et les étrangers. « Ce procédé fiscal, dit le texte, consiste à dresser un recensement de la population « *chorfa* » et plébéiens, riches et pauvres, militaires et civils, à évaluer la fortune de chacun en « *zeniga* » de labour, en moutons, chevaux, mulets, ânes et arbres puis à établir les impositions suivantes » :

Soc de charrue à cheval ou à mule.	10	douros par an	
Soc à bœuf	5	—	—
Soc à âne	2,5	—	—
Chameau	1	—	—
Mule et âne.	1/4	—	—
Génisse	1/4	—	—
Chèvre	5	oukyas	—
Vache et taureau	1/2	douro	—
Agneau	7	oukyas	—
Palmier	1/2	douro	—
Olivier	5	—	—
Arganier	2,5	—	—
Vigne et figuier	1 1/4	—	—
Tout arbre jeune produisant des fruits d'été comme le pommier 1 douro 1/4.			

L'assiette de ces taxes était désormais confiée à un corps spécial d'amins qui déterminaient le montant de la quote-part de chaque contribuable. Quant à la perception, elle était effectuée par des oumanas et ceux-ci devaient donner quittance lors du paiement. Enfin, le mode de rémunération de ces agents n'avait plus rien d'arbitraire. Un traitement fixe leur était alloué et le service en était assuré par le Trésor impérial.

Ce Tertib rencontra chez les tribus et chez les fonctionnaires chargés de son application la plus vive résistance. Autant dire qu'il ne fut pas appliqué. Les délégués marocains n'en déclarèrent pas moins à la Conférence d'Algé-

siras considérer cette réforme comme seule susceptible d'assurer un rendement certain des impôts agricoles. Malheureusement le sultan n'a pris encore aucune des mesures que réclame son exécution et l'achour et la zekkat sont toujours perçus suivant les procédés arbitraires dont il a été question ci-dessus. Le vœu du Makhzen ne sera guère en état de se réaliser dans tout l'Empire que le jour où sera établie au Maroc une autorité politique incontestée et capable d'imposer à tous le respect de la loi (1).

2° Les impôts de souveraineté. Ce sont :

a) La naïba et la harka. La naïba est une redevance payée pour la jouissance du sol par les tribus « naïba ». Ces tribus se distinguent des tribus de « guich » en ce qu'elles n'ont point pris part à la conquête du pays et que leurs contingents pour l'armée restent ordinairement dans leurs foyers. Elles ne participent qu'aux grandes expéditions chérifiennes, au moyen d'une contribution spéciale, la « harka » qui consiste en une troupe de cavaliers équipés et armés. Les secondes, au contraire, ont été les auxiliaires des sultans dans la conquête du Maroc et aujourd'hui elles leur fournissent le gros de la troupe régulière constamment sous les armes.

Cette naïba n'aura plus sa raison d'être le jour où le Tertib de 1903 entrera en vigueur. Elle ne saurait, en

(1) Depuis l'occupation française de la Chaouia ces impôts sont établis dans cette province avec plus d'équité et donnent un rendement plus considérable.

effet, être perçue en même temps que le nouvel impôt sur la terre avec lequel elle ferait double emploi. Elle cessera donc d'être perçue ce jour-là. Les affirmations des délégués marocains à la Conférence sont décisives à cet égard. Ce sera une réforme des plus heureuses, car cette taxe, juste dans son principe, est devenue dans la suite un nouvel instrument d'exactions aux mains des gouverneurs.

b) La Gherama. Le défaut d'une police chérifienne a rendu de tout temps nécessaire la responsabilité collective des tribus pour les crimes ou délits commis sur leur territoire. Ce principe de responsabilité collective a été maintenu par le sultan en 1906 ; il n'a donc rien été innové dans l'organisation de cette redevance.

c) Les dhaira ou amendes que les gouverneurs peuvent infliger à leurs administrés. Elles sont entièrement arbitraires et d'un grand usage.

d) La mouna et Sokhra sont des redevances servies aux agents du Makhzen mis en mouvement dans une affaire civile ou militaire déterminée. La première est fournie en nature ; la deuxième est payée en espèces. Le taux de ces contributions varie suivant l'importance des personnages pour lesquels elles sont réclamées.

Le Tertib ayant organisé un mode de rémunération fixe pour les fonctionnaires chargés de l'impôt agricole, ces redevances cesseront d'être perçues sur une grande échelle dès son application et cette mesure sera à la longue étendue à tous les agents du Makhzen.

3° Les Impôts indirects.

a) Les droits de douane. Une taxe de 10 0/0 *ad valorem* frappe toutes les marchandises importées ou exportées. Toutefois, un tarif réduit est appliqué à certaines catégories de marchandises (1).

b) Les mostafadat qui comprennent les droits des portes et des marchés.

Les premiers sont des taxes sur les marchandises à leur entrée dans les villes. Etablis par la Convention de Madrid de 1881, supprimés dans la suite, ils ont été rétablis par le Règlement du 2 juin 1896. Depuis, ils continuent à être perçus conformément à l'article 13 de la Convention précitée et ils sont payés par les protégés au même titre que par les indigènes.

Les deuxièmes établis par un règlement chérifien de 1896 frappent le Commerce intérieur. Certains comme l'achar (dixième) portent sur les fruits secs et leurs similaires, sur le prix de la vente des chevaux, ânes, mulets et chameaux, etc. Ils sont payés par tout le monde indistinctement. D'autres au contraire sont uniquement supportés par les sujets du Sultan.

Ces taxes sont des impôts d'Etat dont le produit rentre

(1) En vue d'obtenir un meilleur rendement de ces taxes, les douanes marocaines ont été réorganisées à la suite de l'emprunt marocain 1904. Depuis 1907, une Commission des valeurs douanières et un Comité permanent dit « Comité des douanes », constitués conformément aux articles 96 et 97 de l'acte d'Algésiras siègent à Tanger et donnent les meilleurs résultats.

intégralement dans les caisses du Trésor. (Sur la demande de l'Angleterre il n'a rien été innové à leur égard à la Conférence d'Algésiras. Toutefois, il fut pris acte des propositions formulées par les délégués chérifiens au sujet de la création de taxe sur certains commerces, industries et professions (art. 14 § 11), sous réserve que ces taxes ne seraient appliquées aux étrangers qu'autant qu'elles revêtaient un caractère exclusivement municipal.)

c) Les droits sur les tabacs, le kif et l'opium.

Jusqu'en 1911, l'importation et la vente du tabac à fumer étaient libres dans l'Empire chérifien. L'importation était réglée par un arrangement conclu entre le Sultan et le Corps diplomatique à Tanger le 2 juin 1896. Cet arrangement fixait les droits à payer pour chaque catégorie.

La fabrication et la vente du tabac à priser, du kif et de l'opium étaient, au contraire, l'objet d'un monopole au profit du Gouvernement chérifien. Par l'article 73 de l'acte d'Algésiras, la Conférence prit acte de l'intention du Sultan d'étendre aux tabacs de toutes sortes le monopole du tabac à priser et par l'article 74, elle stipulait applicable à la ferme de ce monopole le principe de l'adjudication sans distinction de nationalité.

En décembre 1910, le Sultan a décrété le monopole général de la fabrication et de la vente des tabacs à fumer, à priser et à mâcher, ainsi que du kif, par tout l'Empire marocain. L'exploitation de ce monopole mise en adjudication a été conférée pour une durée de quarante années à M. Léon Weill, représentant de la Banque de Paris et

des Pays-Bas. Ce dernier a repassé tous ses droits à un consortium international formé sur l'initiative de cet établissement de crédit et qui a pris la nom de « Société internationale de régie co-intéressée des tabacs au Maroc », constituée définitivement le 29 décembre au capital de 8 millions de francs.

Le maintien de cette concession est subordonné au paiement des charges financières suivantes :

a) Une redevance annuelle de 325.000 douros hassani, montant de la soumission de M. Léon Weill. Toutefois, aux termes de l'article 20 du cahier des charges, cette redevance ne sera que des deux tiers pendant les trois premières années, au bout desquelles seulement doit être remise au fermier l'exploitation du monopole du tabac à priser et du kif.

b) Une part des bénéfices nets dans la proportion fixée par l'article 32 dudit cahier des charges.

Ces redevances et ces bénéfices revenant au gouvernement chérifien seront versés à la Banque du Maroc par l'intermédiaire du contrôle de la Dette marocaine, les premières, par semestre et d'avance, les secondes, dans un délai de six mois à partir de la fin de l'année à laquelle ils s'appliquent.

d) La régie du soufre d'un rendement peu important.

4° Les taxes sur les biens domaniaux.

Ces biens dits « habous » sont constitués en grande partie par des immeubles du Makhzen, occupés contre paiement d'une redevance de 6 %. Ces biens étant détenus

par des ressortissants étrangers, pour la plupart sans titres réguliers, la Conférence d'Algésiras a donné mission au Corps diplomatique de procéder à la revision de ces contrats d'accord avec une Commission spéciale désignée par le Sultan (art. 63, Acte général).

5° Nouveaux impôts créés par la Conférence d'Algésiras.

a) Taxe sur les constructions urbaines.

En application de l'article 61 de l'Acte général, un règlement élaboré conformément à un accord intervenu entre une délégation chérifienne et le Corps diplomatique, a organisé une taxe annuelle sur les constructions urbaines de toute nature situées dans l'étendue des territoires des villes, dans tout l'Empire marocain, sans distinction de nationalité. Cette taxe est assise sur la valeur locative brute de tout immeuble non compris à l'article 4 dudit règlement (art. 1).

Le taux en est fixé à 5 % pendant une période de début de deux ans. Il doit être ensuite élevé à 8 % (art. 2).

Le produit est affecté pour moitié aux besoins de l'hygiène et de la voirie; cette partie est versée à Tanger au Conseil sanitaire et dans les autres ports à la Banque d'État où ces fonds se trouvent à la disposition du représentant de S. M. Chérifienne et du Conseil sanitaire jusqu'à la création, d'un commun accord entre le Makhzen et le Corps diplomatique, d'organisations municipales qui devront être effectuées dans un délai de deux années (art. 3). — L'autre moitié reste à la disposition du Sultan.

b) Les droits de stationnement et d'ancrage imposé aux navires.

c) Les droits de magasinage en douane.

Ces divers droits devant être spécialement destinés à l'entretien des ports.

d) Une taxe spéciale de 2 francs 50 % *ad valorem*, frappant les marchandises étrangères à leur entrée au Maroc, tant par la frontière de terre que par les ports.

Le produit intégral de la taxe perçue dans les ports forme un fond spécial affecté exclusivement aux dépenses et à l'exécution des travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'Empire chérifien. Quant aux sommes provenant de la taxe spéciale perçue dans la région frontière de l'Algérie et dans les régions frontières des possessions espagnoles, leur emploi est réglé par le Makhzen avec l'agrément de la puissance limitrophe.

e) Diverses taxes prévues par l'article 63 de l'Acte général et notamment un droit de timbre sur les contrats et actes authentiques passés devant les adouls et un droit de mutation, au maximum de 2 % sur les ventes immobilières.

NÉGOCIATIONS DE L'ACCORD FINANCIER DU 15 MARS 1910.

Parmi les revenus du Makhzen, les uns — comme le produit des douanes (60 %) et de la taxe spéciale — étaient indisponibles. Quant aux autres on ne pouvait songer à

affecter à la garantie de l'emprunt projeté que ceux d'un rendement certain et d'un contrôle possible.

Les négociations se poursuivirent avec lenteur entre les délégués chérifiens et le gouvernement français. Ce dernier y mit fin le 14 août 1910 par la communication à El Fasi d'une note où se trouvaient exposées les conditions auxquelles il subordonnait le règlement de la situation financière du Makhzen.

Ce document présente une double importance en ce qu'il détermine les bases de l'emprunt 1910 et, en deuxième lieu, les principes du contrôle de la dette marocaine (1).

Les créances des particuliers sur le Gouvernement marocain s'élevant à 80 millions de francs, « grâce au concours moral que lui prêterait le Gouvernement de la République, y est-il dit, le Makhzen peut espérer réaliser un emprunt de 80 millions effectifs » destiné à leur remboursement, cet emprunt devant être amorti en 75 ans au moyen d'une annuité de 4.660.000 francs. Quant au remboursement de la créance de 70 millions du Gouvernement français, du chef de ses dépenses militaires, il y était procédé au moyen d'une annuité calculée non pas au taux du crédit actuel du Maroc, mais au taux du crédit français, ce qui en ramenait le montant de 4.077.000 francs à 2.740.000 francs.

Le produit des revenus suivants était affecté au service de ces annuités :

(1) Voir *Livre Jaune* (1908-1910), pp. 198, 199 et 200.

- 1) 40 0/0 des douanes après prélèvement : a) des frais d'administration ; b) du service de l'emprunt 1904, ci. 6.000.000 francs
- 2) Le monopole du tabac à instituer . 4.200.000
- 3) Les moustafadat et zekkat dans les villes du littoral 500.000
- 4) La moitié de l'impôt foncier sur les propriétés bâties dans les villes du littoral *mémoire*
- 5) Le produit des biens domaniaux . *mémoire*

L'excédent des charges totales du Makhzen sur ces revenus accusant une insuffisance annuelle de 1.630.000 fr. le Gouvernement français était « disposé à prêter ses bons offices au Makhzen en vue d'obtenir de la Banque d'État les avances nécessaires pour parfaire les 3 millions par an dont il avait besoin et cela jusqu'à ce que le développement des revenus ci-dessus évalués, le produit effectif de l'impôt des propriétés bâties et le revenu des biens domaniaux aient permis de combler l'insuffisance (1). »

Enfin, le contrôle de la dette marocaine était conféré à la délégation de l'emprunt 1904 et à ce sujet, la note s'exprimait ainsi : « Il doit être bien entendu que la délégation de l'emprunt 1904, qui dirige actuellement le contrôle des douanes, sera également chargée de contrôler l'assiette et la perception tant des droits déjà existants

(1) Voir pp. 172 et 173.

(moustafadat et zekkat) que des taxes nouvelles. La gestion des biens du domaine devra être aussi confiée à un service du domaine relevant de la délégation.

« Pour ce qui touche la gestion de ces revenus, les attributions et les pouvoirs actuels du délégué français et du délégué marocain devront être confirmés et développés en recherchant les moyens de lever tous les obstacles et de faciliter dans la plus large mesure l'accomplissement de leur mission. C'est ainsi que tout en respectant les préoccupations du Makhzen au point de vue de son autorité souveraine, on devra réserver au délégué français tous les pouvoirs administratifs qui lui sont nécessaires pour lui permettre de fournir toutes garanties aux porteurs de titres et au Gouvernement français.

« Il est urgent d'accepter ces propositions, car la situation financière du Makhzen s'aggrave tous les jours, et, dans quelques mois, on pourrait ne plus trouver les concours indispensables. »

Ces conditions soumises au sultan donnèrent lieu à un nouvel échange de notes en décembre 1909 et ce n'est que le 15 mars 1910 que fut définitivement signé l'accord financier franco-marocain par lequel tous les gages financiers mentionnés dans la note du 14 août 1909 étaient affectés intégralement à la liquidation des dettes du Makhzen, en même temps que le contrôle des douanes était étendu à tous les revenus engagés.

L'EMPRUNT MAROCAIN DU 17 MAI 1910 ET LE PROJET D'ACCORD
FINANCIER DU 28 FÉVRIER 1911

C'est sur les bases de cet accord financier que fut négocié par les soins de la Banque d'Etat du Maroc, exerçant ses attributions d'agent financier du Makhzen, l'emprunt du 17 mai 1910.

Cet emprunt de 101.124.000 francs, amortissable en 74 années, a été émis à Paris, Madrid et Berlin, par les banques désignées par la Banque d'Etat du Maroc, au cours de 487 fr. 50 et au taux de 5 0/0.

Le remboursement n'en peut être effectué et l'amortissement augmenté avant le 10 octobre 1926.

Toutes les opérations relatives au service de cet emprunt et aux paiements auquel il est destiné sont confiées à la Banque d'Etat (1).

(1) Les opérations de l'emprunt 1910 donnent au bilan de la Banque d'Etat du 31 décembre 1910 une physionomie différente de ceux des années antérieures. Les chiffres totaux de l'actif et du passif sont grossis du montant de comptes provisoires. Ainsi, à l'actif, le compte : Correspondants à l'étranger (comptes spéciaux) s'élève à 22.665.833 fr. 80. Il représente des provisions importantes en vue des paiements à effectuer successivement pour le compte du Gouvernement marocain. Les sommes, en attendant leur emploi, ont été réparties sur différentes places d'Europe. Le portefeuille spécial Londres de 4 212 972 fr. 54 représente également une provision destinée au paiement des travaux du port de Larache. Au passif, le compte du Gouvernement marocain (comptes de provisions spéciales) s'élève de 8.766.665 francs et les comptes emprunts 1910, (réserve et encaissements pour le coupon d'avril 1911), respectivement à 2.264.487 fr. 57 et 1.237.229 fr. 25.

Nous donnons ci-dessous *in extenso* le texte de l'article 11 du contrat qui stipule les garanties de cet emprunt :

« Le présent emprunt est garanti spécialement et irrévocablement par préférence et priorité à tous les autres emprunts :

1) Par le produit net des droits de douane, tant à l'entrée qu'à la sortie, de tous les ports de l'Empire, existant ou à créer, pour la partie qui ne serait pas nécessaire au service de l'emprunt 1904, à la garantie duquel la totalité du produit des droits de douane a été affectée et sous réserve expresse de tous les droits appartenant aux porteurs de titres de l'emprunt 1904 en vertu du contrat du 12 juin 1904 qui régit cet emprunt ; 5 0/0 du produit défini au présent paragraphe sont réservés au Makhzen qui en aura la libre disposition (1).

2) Par toutes les sommes pouvant revenir au Makhzen du chef :

a) Du produit des tabacs et du kif (le monopole de leur exploitation sera constitué par le Makhzen conformément aux stipulations de l'article 16 ci-après) ;

b) Des revenus des mostafed dans tous les ports et des zekkat ;

c) Des revenus des biens domaniaux dans tous les ports et dans un rayon de 10 kilomètres autour de ces ports ;

(1) Ces 5 0/0 du produit des douanes ont été cédés récemment par le Makhzen en garantie de nouvelles avances consenties par la Banque et s'élevant à 2.500.000 francs.

d) De la partie revenant au Makhzen dans le produit de la taxe urbaine.

« Les produits des douanes et des revenus ci-dessus sont affectés concurremment à la garantie du présent emprunt et ils seront encaissés et versés au compte dudit emprunt à la Banque d'État sous déduction des frais de gestion dans les conditions déterminées ci-après.

« En ce qui concerne spécialement le produit des douanes dont la totalité est affectée par priorité et préférence au service de l'emprunt 1904, toute diminution ou cessation du prélèvement pour le service de l'emprunt 1904, par suite de son amortissement, sa conversion, son remboursement ou toute autre cause, viendra en augmentation du gage affecté au présent emprunt 5 % 1910.

« En conséquence, lorsque l'emprunt 1904 aura été intégralement remboursé, la totalité du produit des douanes sera affectée par priorité et préférence à la garantie du présent emprunt et sur le produit il sera prélevé le montant annuel nécessaire au service dudit emprunt dans les conditions indiquées à l'article 17. »

Cet emprunt était à peine réalisé que l'exécution des réformes de l'Acte d'Algésiras imposait au Makhzen la nécessité de se procurer de nouvelles ressources. On sait que les crédits destinés à la police n'ont été consentis en 1906 que pour cinq ans. Ils seront donc épuisés le 31 décembre 1911.

D'autre part, la nécessité d'obtenir le paiement régulier des impôts dans tout l'Empire chérifien et d'entreprendre

au plus tôt et de mener rapidement la construction de l'outillage économique du pays réclame la création d'une armée chérifienne capable d'imposer à tout le bled es siba l'autorité du sultan et l'ordre le plus complet.

Les voies et moyens en vue de faire face à cette double tâche ont été déterminés par MM. Pichon et Klotz, sous le ministère de M. Briand et arrêtés dans un projet d'accord financier signé le 28 février dernier entre M. Cruppi et El Mokhri.

Cet accord financier, soumis à la ratification du sultan, concerne d'une part, l'organisation d'une force militaire chérifienne et le fonctionnement de la police, d'autre part, la création de travaux publics et le paiement du reliquat des dettes du Makhzen antérieures au 30 juin 1909. La première partie de ce programme sera assurée au moyen d'avances faites au Sultan par la Banque d'État et pouvant s'élever à 17 millions ; la deuxième partie au moyen d'emprunts publics.

Les travaux publics visés par la combinaison financière sont des travaux de première urgence. Il s'agit d'abord de l'achèvement des ports de Casablanca et de Tanger qui exigera 34 millions de francs, puis de la construction d'une voie ferrée entre Fez et El Ksar évaluée à 10 millions de francs, soit en tout, 44 millions de francs.

Quant au reliquat des dettes au 30 juin 1909, elles seront liquidées au moyen d'un emprunt de 15 millions de francs.

Ajoutons que cet accord repose sur les meilleures garanties financières.

Le remboursement des avances de la Banque d'État et le service de l'emprunt pour les travaux publics seront assurés par l'annuité de 2.740.000 francs stipulée à l'accord de 1910 en vue de couvrir des dépenses militaires dans la Chaouïa, le Gouvernement français s'engageant à en différer le recouvrement. Quant à l'emprunt de 15 millions de francs pour liquidation des dettes du Makhzen, il sera gagé en premier rang sur les impôts de la Chaouïa. On sait que l'administration française de cette province depuis le début de notre occupation, a donné, en effet, au point de vue du rendement des impôts, des résultats inespérés. Ce rendement ne pourra que s'accroître et donner toute sécurité aux créanciers du Sultan.

Il convient de remarquer que pour la première fois des dépenses utiles sont introduites dans la dette chérifienne dont le résultat sera de développer la richesse du pays et d'augmenter dans des proportions considérables les ressources du Makhzen (1).

III

LA BANQUE D'ÉTAT TRÉSORIER-PAYEUR DU MAKHZEN ET LE CONTRÔLE DE LA DETTE MAROCAINE

Il est bien certain que sous peu d'années, le Maroc, doté

(1) *Journal officiel*, séance du 24 mars 1911. Discours de M. Cruppi, ministre des affaires étrangères,

d'un outillage économique moderne donnera des ressources abondantes au Makhzen, à même de répondre d'une dette publique considérable. Mais, pour le moment, le Sultan ne dispose comme gage de ses emprunts que le produit des impôts existants. Une réorganisation complète du régime fiscal marocain, serait évidemment susceptible d'en accroître le rendement. Malheureusement, on ne pourra guère songer à y introduire une modification substantielle avant la création d'une force armée capable de réprimer l'anarchie dans le pays et d'obtenir une perception des impôts sans aléa. Grâce à l'expédition française, ce jour ne paraît plus éloigné. La présence de nos troupes à Fez permettra l'organisation rapide d'une armée marocaine, chargée de maintenir l'ordre qu'elles ont su établir si promptement. Quoi qu'il en soit, le Makhzen doit s'en tenir pour le moment aux revenus que nous avons énumérés précédemment et se borner à accroître ses ressources par un meilleur contrôle de ces taxes et une meilleure gestion de leur produit.

Deux mesures ont été prises dans ce but :

- 1) L'institution de la Dette marocaine ;
- 2) L'attribution à la Banque d'État du rôle de Trésorier-Payeur du Makhzen.

CONTRÔLE DE LA DETTE MAROCAINE

Nous avons vu que l'article 11 du Contrat d'emprunt du 12 juin 1904 affectait à la garantie de cet emprunt le pro-

duit des droits de douane dans les ports marocains et que l'article 16 stipulait au profit du Consortium français un droit de contrôle sur l'assiette et la perception de ces revenus. Ce droit n'a pas été cédé à la Banque d'Etat ; il est resté aux mains des porteurs de titres de l'emprunt 1904 qui l'exercent effectivement depuis 1907 (1).

Aux termes de cet article 16, l'encaissement des droits de douane doit s'opérer par les soins des fonctionnaires du Makhzen. Rien n'est donc changé dans le mode de perception traditionnelle de ces taxes. Ce sont les oumanas qui en effectuent la liquidation et en même temps le recouvrement.

Mais ces agents n'agissent plus avec une complète indépendance. Les porteurs de titres nomment auprès du Sultan un Représentant auquel est attribué un droit de contrôle et d'enquête illimité pour tout ce qui concerne les affaires de douane. Ce Représentant nomme à son tour auprès de chacune des douanes existant dans les huit ports ouverts au commerce un délégué. La mission de ce dernier sur les affaires de la douane auprès de laquelle il est accrédité est la même que celle du Représentant des porteurs.

Ces agents exercent leur contrôle au moyen d'états des encaissements à l'entrée et à la sortie que doivent leur transmettre chaque jour les oumanas. Ils s'assurent ainsi que la perception des droits est faite sur la valeur des marchandises déterminée par les tarifs établis annuellement par la Commission des valeurs douanières et ils veillent à pré-

(1) Voir ci-dessus, p. 66.

venir les fraudes et les collusions entre les fonctionnaires impériaux et les négociants si fréquentes avant l'établissement du Contrôle.

Ce Contrôle a donné les meilleurs résultats. Depuis 1907, le produit des recettes douanières a doublé. En 1905, il s'élevait seulement à 6.400.000 francs; en 1908, il passait à 10.770.000 francs et en 1910 à 12.169.917 francs. Cette augmentation s'explique dans une certaine mesure par l'accroissement du commerce maritime du Maroc qui est passé de 70.250.024 francs en 1905 à 114.528.645 francs en 1909. La vigilance et l'activité du service du contrôle n'en restent pas moins la principale cause.

Le dernier emprunt marocain a fourni l'occasion d'étendre le contrôle des douanes aux revenus les plus certains du Makhzen. Cette mesure a été prise dans ces termes par les articles 14 et 15 du contrat du 17 mai 1910 (1) :

« En ce qui concerne le produit des douanes, le représentant des porteurs de titres de l'emprunt 1904 qui, en vertu du contrat relatif à cet emprunt, fait encaisser journellement, dans chaque port, par ses délégués, 60 0/0 du produit des douanes, fera désormais et à compter de la mise en vigueur du présent contrat encaisser l'intégralité de ce produit, sous déduction de 5 0/0 de la partie de ce produit qui ne serait pas nécessaire au service de l'emprunt 1904 ;

(1) Tous les revenus affectés à la garantie de l'emprunt 1910 sont soumis au Contrôle de la Délégation de l'emprunt 1904. Voir ci-dessus p. 179.

ces 5 0/0 étant remis au Makhzen, conformément à l'article 11.

« Après remboursement intégral de l'emprunt 1904, le représentant des porteurs de titres de l'emprunt 1910, jouissant des mêmes droits et pouvoirs que ceux actuellement conférés aux représentants des porteurs de titres de l'emprunt 1904, encaissera l'intégralité du produit des douanes pour le compte des porteurs de l'emprunt, sous déduction des 5 % réservés au Makhzen » (art. 14).

« Toutes sommes revenant au Makhzen du chef des produits autres que les douanes et qui sont spécifiés à l'article 11 seront versées à la Banque d'État au compte de l'emprunt 1910 par l'intermédiaire de l'administration du Contrôle avec le concours du représentant des porteurs de titres » (art. 15).

Cet emprunt ayant été souscrit par diverses banques européennes, il eût été naturel que le Contrôle des revenus engagés fût internationalisé. Cette solution n'a pas été adoptée. On a utilisé pour le contrôle de ces revenus le contrôle des douanes dont on s'est borné à augmenter le personnel et à préciser les attributions. Cette mesure a eu l'avantage de n'introduire dans cette administration aucun élément nouveau et inconnu. (1)

Nous ne pouvons que nous féliciter de cette solution qui préviendra de sérieuses difficultés si, comme on peut l'espérer, la prépondérance politique de la France est un jour incontestée au Maroc.

(1) Deschanel, Rapport sur le budget des affaires étrangères, 1910.

LA BANQUE TRÉSORIER-PAYEUR DU MAKHZEN

Les heureux résultats du Contrôle des Douanes sont encore accentués par le rôle de Trésorier-Payeur conféré à la Banque d'État du Maroc par la Conférence d'Algésiras.

La préoccupation dominante de la Conférence, à cet égard, semble avoir été de sauvegarder les intérêts des créanciers européens du Makhzen en assurant le service régulier des emprunts marocains.

Aux termes de l'article 33 de l'Acte général, le produit de tous les revenus engagés doit être, en effet, versé à la Banque d'État, chargée en vertu de son rôle d'agent financier du Makhzen, de toutes les opérations relatives à ces emprunts : tirage des séries amorties, paiement des arrérages, etc. (1) Toutefois, ces stipulations ne s'appliquent qu'aux emprunts postérieurs à l'emprunt 1904, celui-ci restant régi par les dispositions des articles 41 et 36 du contrat du 12 juin 1904. 60 % du produit des douanes doivent être versés par les agents du Contrôle à la Banque de Paris et des Pays-Bas, représentant du Consortium français, et c'est elle qui est chargée du service de cet emprunt.

Les attributions de la Banque dans ce domaine sont

(1) La Banque d'État doit tenir un compte spécial pour chacun des revenus affectés de même que pour la taxe spéciale (2, 50 % ad valorem sur les importations) dont nous aurons à nous occuper postérieurement.

cependant beaucoup plus vastes. Elles s'étendent à l'encaissement de toutes les recettes et au paiement de toutes les dépenses du Gouvernement marocain. Mais il convient de remarquer qu'aucune stipulation précise ne contraint le Sultan à se servir de la Banque pour la centralisation de ses ressources et l'acquittement de ses dépenses autres que celles relatives aux emprunts. L'Acte général d'Algésiras stipule seulement, à ce sujet, que le Sultan « prendra les mesures nécessaires pour faire verser dans ses caisses le produit des revenus qu'il désignera », article 33. La Banque, en vue d'assurer l'exécution de ces prescriptions, a ouvert un compte-courant général au Makhzen dont le crédit est constitué suivant les règles fixées par les statuts (1).

Pour qui connaît l'esprit de routine du Makhzen, il semblait bien que cette disposition resterait lettre morte aussi longtemps qu'aucune puissance étrangère ne contrôlerait l'administration chérifienne tout entière. Sa conduite dans ces dernières années en est une preuve certaine. En 1907, en effet, les versements effectués par le Gouvernement marocain n'avaient atteint au 31 décembre que des chiffres absolument minimes. Les versements des douanes faits à Tanger, à partir de juillet, avaient toujours été loin d'atteindre la totalité des 40 % disponibles. Les censeurs constatent dans leur rapport pour 1908 une situation analogue pendant cette année : « Nombre de recettes et de

(1) Voir ci-dessus, p. 427.

dépenses intéressant l'État marocain, disent-ils, qui auraient dû passer par les caisses de la Banque et figurer dans ses écritures ont été effectuées en dehors d'elle. » Toutefois, avec l'année 1909, le Makhzen paraissait vouloir utiliser d'une manière plus suivie les services de la Banque pour ses opérations de recettes et de dépenses. Quoi qu'il en soit, on aurait attendu longtemps une soumission complète du Sultan à ces prescriptions sans les nouvelles obligations qu'est venu lui imposer l'emprunt 1910. Le contrôle fait verser régulièrement dans les caisses de la Banque les revenus affectés, et comme le Makhzen ne dispose en dehors de ces revenus que d'autres ressources insignifiantes, on peut dire que, dès aujourd'hui, la Banque exerce complètement son rôle de Trésorier-Payeur. L'accroissement des pouvoirs politiques de la France au Maroc rendra encore ce rôle plus effectif.

Il aura en même temps pour résultat de cantonner la Banque dans son rôle d'encaisseur et de payeur en lui enlevant toute participation au contrôle des recettes et à la détermination des dépenses qu'elle avait pu songer un moment s'attribuer (1). Dans les nations civilisées, ces

(1) René Leclerc — Rapport sur la Banque d'État du Maroc — Congrès de l'Afrique du Nord 1908.

En agissant autrement la Banque sortirait de l'esprit de l'acte d'Algésiras. Nous savons, en effet, que la France a combattu vivement à la Conférence le projet allemand qui faisait établir par la Banque les budgets de la police, des travaux publics et de la dette marocaine. Elle a combattu également la motion allemande tendant

attributions appartiennent à un département des finances organisé ; au Maroc, elles doivent appartenir aujourd'hui au Sultan, éclairé et contrôlé par le Corps diplomatique à Tanger ; demain, elles échéeront à la Puissance aux mains de laquelle seront remises les destinées du pays (1).

à obtenir au profit de la Banque le droit de Contrôle sur les douanes. La Conférence s'est ralliée à cette manière de voir, considérant bien la Banque uniquement comme un rouage d'entrées et de sorties, sans aucun pouvoir sur le budget chérifien qu'un Maroc pacifié et doté d'un outillage économique permettra bientôt d'établir.

(1) Pour tout ce qui concerne les services de trésorerie du Makhzen voir Taleb-Abdesselem, *op. cit.* et Aubin, *Le Maroc d'aujourd'hui*, pp. 247, 248, 249.

CHAPITRE II

La Banque d'État et la Circulation monétaire (1)

Un des plus grands services que le commerce réclame de la Banque est la stabilisation du cours de la monnaie Hassani et la fixation de sa valeur autour du pair.

Nous avons vu (2) dans la première partie de cet ouvrage que les fluctuations du cours de cette monnaie tiennent principalement à l'agiotage qui s'exerce avec d'autant plus de facilité que les besoins de l'Hassani se font inégalement sentir aux différentes époques de l'année. Tous les efforts de la Banque devaient donc tendre à faire disparaître ces pratiques.

Quant à la fixation de la valeur de cette monnaie autour du pair, il ne fallait pas compter y parvenir aussi longtemps que dans la circulation monétaire du pays figurerait une multitude de monnaie indigènes différentes. Ce

(1) Rapports du Conseil d'administration et du Conseil des censeurs de la Banque d'État du Maroc pour les années 1907, 1908, 1909 et 1910.

(2) Voir ci-dessus, p. 16.

résultat était subordonné à une réforme complète du système monétaire chérifien.

Pour atteindre ce but, la Banque disposait de deux moyens ; elle pouvait soit procéder dès les premiers jours de son fonctionnement à une frappe de nouvelles monnaies makhzani d'or et d'argent, et à une émission de billets de banque, soit, au contraire, surveiller attentivement le développement économique du pays, prévoir les événements et créer les moyens d'échange au fur et à mesure de l'extension des besoins de la circulation.

La Banque d'État a adopté cette dernière solution et nous allons voir qu'elle s'est toujours inspirée de la plus grande prudence dans l'exercice de son rôle de régulateur de la circulation monétaire.

Dès les premiers jours de sa création, elle s'est mise à la disposition des commerçants pour acheter ou vendre au cours du jour la devise offerte ou demandée par eux. En même temps elle faisait l'escompte des effets de commerce en monnaie hassani. Ces mesures ont privé les agioyeurs d'une bonne partie de leur clientèle qui s'adressera désormais à la Banque. Il n'est donc pas étonnant qu'ils disparaissent chaque jour davantage, surtout à Tanger, où la Banque d'État est aidée dans son rôle moralisateur par le Crédit Algérien et le Crédit Foncier d'Algérie.

Dès 1907, la monnaie hassani se ressent de l'existence de ces établissements de crédit. Le cours de la PH qui s'était élevé en 1905 à 187 pour tomber en 1906 à 142, atteint ses extrêmes en 1907 à 168 et 147. Pendant le qua-

trième trimestre de cette année il se maintient même entre 156 et 160.

Cette stabilité s'accroît encore les années suivantes. Nous donnons ci-dessous les cours les plus hauts et les plus bas de la PH, afférents aux années 1908-1909-1910.

	Plus haut	Plus bas
1908	163,50	147,60
1909	154,50	143
1910	154	143,50

Il y a lieu de remarquer, en outre, que pendant les quatre premiers et les trois derniers mois de 1908, ce cours oscille entre 150 et 160 et que pendant la plus grande partie de 1909 il se maintient à 150.

Cette stabilité relative de l'Hassani ne doit pas cependant être attribuée uniquement à l'action de la Banque d'État. Cette dernière a été puissamment secondée dans ses efforts par l'état prospère des récoltes en 1908 et 1909 qui a influé sur la baisse des cours.

Ces récoltes prospères ont eu leur répercussion sur l'encaisse hassani de la Banque. Les commerçants dans le courant de 1908, lui ont demandé, en effet, de grandes quantités de cette monnaie en vue de leur campagne d'exportation. Le stock hassani qui était passé de PH 5.827.763 au 1^{er} janvier à 7.233.144 au 30 juin est descendu dans de fortes proportions à partir de juillet. En octobre il tombait à 1.666.997 PH pour ne remonter à 3.169.340 PH, qu'au 31 décembre.

Cette situation était de nature à alarmer la Banque d'État. Elle avait tout lieu de craindre une pénurie d'es-pèces métalliques dont le contre-coup sur la vie écono-mique du pays serait très grave. Aussi reprit-elle dans le courant de 1908, l'examen de la question de l'émission de billets de banque hassani et du remaniement du système monétaire, mise à l'étude dès 1907.

Toutefois, ce fut la création du billet de banque makhzani qui retint particulièrement son attention. Au moment où les résultats de la campagne de la Chaouia et du fonctionnement de la police dans les ports permet-taient d'espérer une ère de tranquillité et de dévelop-pement agricole et commercial intense, il était du devoir de la Banque d'État de se mettre en mesure de faire face aux besoins monétaires qui s'en suivraient. Dans ces con-ditions, le billet de banque hassani apparaissait comme le meilleur instrument pour parer aux gênes monétaires éventuelles et régler la circulation sur les besoins écono-miques du pays.

Une émission fut donc projetée ; mais les prévisions de la Banque ne s'étant pas réalisées en 1909, où l'encaisse remonta à PH 6.500.000, elle ne donna pas de suite immédiate à son idée. La première émission eut lieu seulement en décembre 1910. Les besoins de la circula-tion monétaire ne s'étaient pourtant pas accrus pendant cette année, la récolte ayant été mauvaise. Néanmoins la Banque d'État a tenu à affirmer sous une forme tangible son privilège d'émission. Il y a tout lieu de se féliciter de

cette mesure; elle ne pouvait intervenir plus à propos. L'expédition française au Maroc, en effet, en pacifiant le pays, développera les transactions et il est utile qu'au moment où la tranquillité y sera définitivement établie, le commerce se soit déjà accoutumé à cette nouvelle monnaie. Les chiffres suivants témoignent du bon accueil que lui a fait le public marocain. La circulation des billets hassani qui n'atteignait au 31 décembre 1910 que 38.349 francs s'est élevée au 30 avril dernier à 815.000 PH. Elle s'accroîtra certainement à l'époque des récoltes.

Ces billets de 20 réals makhzani sont remboursables à vue et au porteur en monnaie marocaine d'argent. Toutefois le remboursement n'en peut être demandé qu'au siège social de la Banque d'État, à Tanger (1).

La Banque d'Etat n'a pas attendu l'année 1910 pour faire l'essai d'une monnaie de papier. Dans le courant de 1909, elle a émis des bons de caisse. Ces instruments de paiement ne présentent pas les caractères d'une monnaie fiduciaire. Ils représentent des valeurs ou des espèces déposées à la Banque et ils peuvent être présentés à l'encaissement dans ses divers sièges et chez certains de ses agents. Leur but est de mobiliser les comptes des déposants et de permettre aux commerçants les paiements d'une place à l'autre sans transport d'espèces. Les mouvements de fonds d'un port à l'autre, très fréquents au

(1) Voir la forme du billet de banque makhzani dans l'*Indicateur marocain* de décembre 1910, n° 31.

Maroc, ont été de la sorte beaucoup facilités et rendus moins onéreux. La faveur avec laquelle ils ont été accueillis du public témoigne de leur utilité. En septembre 1909 leur circulation atteignait déjà 721.469 PH (480.000 fr.) ; elle tombait au 31 décembre à PH 268.545 (149.180 fr.) Au 31 décembre de l'année suivante cette circulation s'est accrue considérablement ; elle s'élève à 481.791 francs et elle ne cesse de croître en 1911 où elle atteint le 30 avril 898.608 PH.

L'expédition française à Fez, n'est pas sans causer une vive satisfaction au commerce international et au commerce indigène. La présence de 20.000 hommes de troupes, dans la partie la plus riche du Maroc, a mis promptement fin au soulèvement des tribus et fait naître l'espoir d'une paix durable grâce à laquelle s'opérera rapidement le développement économique du pays. Les entreprises de travaux publics projetés par le gouvernement chérifien et certaines sociétés internationales activeront également les transactions. Aussi, le moment n'a-t-il jamais été plus opportun pour procéder aux premiers essais d'assainissement de la monnaie chérifienne.

La Banque d'Etat se préoccupe de cette réforme à l'heure actuelle. Elle se propose la transformation graduelle des vieilles monnaies d'argent indigènes diverses de poids, de titre et de forme en une monnaie d'égale composition. Ce sera là la première phase de la réorganisation du système monétaire marocain si défectueux et si nuisible au développement commercial du pays. Une frappe de

pièces d'or makhzani sera entreprise dans quelque temps.

La Banque d'Etat a commandé récemment à la Monnaie à Paris, une monnaie d'argent frappée à l'aide du métal des monnaies divisionnaires retirées de la circulation, Cette monnaie correspond sensiblement à notre pièce de cinq francs. Elle en a le diamètre ; elle pèse comme elle 25 grammes et est également au titre de 900 millièmes. L'une des faces porte l'inscription suivante : « Frappe de Moulay Hafid — Que Dieu éternise sa gloire — 1 Rial » ; l'autre « Dix dirèmes légaux — Frappé à Paris en 1329 ». L'expédition de cette monnaie au Maroc a déjà commencé.

Lorsque la Banque aura procédé à la frappe d'une monnaie d'or makhzani, le Maroc sera doté de tous les instruments de paiements dont a besoin le commerce pour se développer rapidement et sans crises profondes.

CHAPITRE III

La Banque d'Etat et les Opérations de Crédit

La Banque doit encore contribuer au développement économique du Maroc par un concours actif au commerce et aux entreprises à lancer dans le pays.

Comme dans tous les pays neufs, la rareté de l'argent au Maroc en rend le loyer très cher. Avant l'établissement des maisons de banques européennes, le crédit s'y trouvait entièrement aux mains des pseudo-banquiers et des usuriers d'origine indigène dont les pratiques portaient le taux des prêts à un chiffre exorbitant. De Foucauld nous donne, à ce sujet, les détails les plus suggestifs : « Voici, nous dit-il, le taux auquel prêtent à Fez les israélites qui se respectent : 12 % pour un coreligionnaire, d'une solvabilité certaine ; 30 % pour un musulman d'une solvabilité également assurée ; 30 % pour une personne de solvabilité moins sûre, mais qui fournit un gage ; 60 % dans les mêmes conditions sans gage » (2). On ne s'étonne plus, en présence de ces excès, que toute tentative sérieuse de

(1) De Foucauld. *Reconnaissances au Maroc*, p. 22.

commerce fût découragée et que l'on renonçât à toute entreprise dont le profit était absorbé par des prêteurs d'aussi mauvaise foi.

Ces usages détestables ont eu pour résultat d'introduire chez les Marocains les habitudes les plus graves d'inexactitude dans les paiements. La prolongation des effets n'ayant lieu qu'à des taux scandaleux, les usuriers font naturellement tout leur possible pour les renouveler à l'échéance. L'indolence de l'indigène n'est pas pour combattre ces usages et il accepte volontiers, pour le même effet, des renouvellements répétés dont chacun constitue pour le débiteur un acheminement vers la ruine.

Les établissements de crédits pourront lutter efficacement contre ces habitudes en consentant eux-mêmes des prêts aux commerçants sérieux et en faisant l'escompte sur une large échelle.

Outre les opérations d'escompte, les statuts de la Banque d'Etat l'autorisent à faire des avances sur monnaies et métaux précieux, sur titres, warrants, connaissements, sur marchandises en dépôt ou en cours de route. La Banque s'est déjà livrée à ses opérations ; mais il est certain qu'elle étendra encore son champ d'action et qu'elle répondra aux vœux du commerce en consentant des crédits de campagne (1) et des prêts sur récoltes pendantes. Elle

(1) En consentant de tels crédits la Banque d'Etat répondrait à un des vœux maintes fois formulés par les commerçants français travaillant au Maroc. Nous ne pouvons mieux faire pour mettre en lumière la mission qui incombe à la Banque à ce sujet que d'extraire

aurait tort de se confiner dans son rôle purement administratif et de régulateur de la circulation monétaire, jusqu'à prépondérant. Il ne faut pas oublier qu'elle s'est substituée au Comptoir National d'Escompte qui n'aurait pas manqué de se livrer aux opérations de ce genre. Elle a assumé, de ce fait, l'obligation de rendre aux commerçants les mêmes services que cet établissement.

D'ailleurs, il convient de remarquer que l'occupation française du Maroc, et l'amélioration de son système monétaire réduiront considérablement, dans un avenir prochain, l'importance du rôle que la Conférence d'Algésiras lui avait assigné dans la réorganisation des forces de police et militaires du Makhzen ainsi que dans le remaniement de ses

de l'étude de M. René Leclerc sur la *Situation économique du Maroc, 1908-1909*, page 203 le passage suivant : « Les maisons françaises ont à lutter contre la routine des marchés de la métropole, la méfiance des commissionnaires et des acheteurs, la quasi-impossibilité d'obtenir des crédits de campagne. Si elles veulent se créer des débouchés à l'étranger elles ne peuvent s'adresser qu'à des compatriotes fixés à Londres ou à Hambourg et là encore elles se heurtent à la défiance, à l'hésitation et au manque d'initiative. « Renseignez-vous sur mon compte, écrit telle maison fixée au Maroc à un courtier de produits exotiques de Marseille, de Bordeaux ou même de Londres, vous n'obtiendrez sur mes procédés en affaires que des renseignements élogieux et honorables ; mais si vous avez sur place des débouchés pour 500.000 francs d'orge ou de blé, moi, je n'ai pas cette somme à ma disposition. Ouvrez-moi donc un crédit. — Je ne mets nullement en doute votre habileté ou votre moralité, répond le commissionnaire, et j'ai d'excellents renseignements sur votre compte ; mais, je ne puis vous ouvrir un crédit de campagne. Envoyez-moi vos marchandises et je les vendrai au mieux de vos intérêts ». — Tel est le cercle vicieux dans lequel on tourne, »

monnaies. Elle pourra donc consacrer plus largement son capital et ses efforts aux opérations de crédit du genre de celles que nous venons de signaler et qui exerceront une action considérable sur le développement économique du pays.

La Banque d'État offre les plus grandes facilités au public pour l'escompte de son papier. Elle fait volontiers les escomptes en monnaie hassani. La création du billet de banque makhzani facilitera ce genre d'opérations que multiplieront les transactions de plus en plus intenses avec l'intérieur.

Pour le moment, le portefeuille de la Banque n'accuse pas un mouvement d'affaires considérable. Au 31 décembre 1907, il s'élevait à 1.253.606 francs ; en 1908 à 1.503.712 francs dont PH 570.423. Avec les années 1909 et 1910 il tombait à 1.158.798 et 1.555.415 francs. La part des succursales dans ces chiffres est importante. Le portefeuille de Casablanca représente à lui seul les deux cinquièmes du portefeuille total de la Banque. Cette heureuse situation doit être attribuée à la tranquillité que la présence des troupes françaises fait régner dans la Chaouïa et à l'accroissement des transactions qui s'en suit.

La Commission internationale d'escompte siégeant à Tanger paraît avoir exercé sur les habitudes commerciales du pays la meilleure influence. Elle donne une appréciation éclairée sur les escomptes et ouvertures de crédit à accorder aux commerçants. Elle est appelée ainsi à jouer un rôle d'autant plus utile que la Banque d'État opère

dans un pays où les entreprises sont sujettes à beaucoup d'aléas et que la moralité et la capacité de ceux qui sollicitent ses services doivent être bien établies.

Grâce à son concours, la Banque est déjà arrivée à réduire dans des proportions considérables les habitudes d'inexactitude dans les paiements des effets que nous avons relatées ci-dessus. Ainsi, en mai 1907, le Commissaire des comptes signalait l'usage de ne payer les effets que par acomptes espacés, parfois jusqu'à six mois de l'échéance. En octobre et novembre suivant, la proportion de ces effets était encore d'un tiers. Au 31 décembre, elle tombait à 20 % et l'année suivante, à la même date, à 8 %. Elle se maintient depuis à ce taux au-dessous duquel elle pourra descendre par la suite.

La Banque fait également des escomptes sur comptes-courants. Ces escomptes qui, au 31 décembre 1909, avaient atteint 920.859 francs sont tombés au 31 décembre 1910 à 582.359 francs.

La Banque se charge, en outre, de l'encaissement des effets sur l'Europe. Elle fait ces opérations par l'intermédiaire des principaux établissements de crédits européens, avec lesquels elle entretient les meilleurs rapports. Aussi son portefeuille à l'encaissement n'a-t-il cessé de s'accroître depuis 1907.

Nous donnons ci dessous le chiffre de ce poste du bilan au 31 décembre des années suivantes :

1907.	763.312 francs
1908.	1.084.903 francs
1909.	1.870.952 francs

Toutefois, l'influence de la mauvaise récolte 1910 s'est fait sentir sur ces opérations qui sont tombées à 1.237.592 francs.

Un des plus grands services que la Banque rend au commerce consiste dans l'ouverture de comptes-courants monnaies. Les avances qu'elle consent sur ces comptes se font principalement sur monnaie hassani en pesetas, livres sterling, marks et francs. Elles ont atteint au début de ces opérations 2.853.000 francs pour tomber à 1.315.274 francs au 31 décembre 1907. L'état prospère de la récolte 1908 a exercé son contre-coup sur ces avances. La monnaie hassani demandée en grande quantité à la Banque d'Etat a fait tomber ces opérations à 527.122 francs à la fin de cette année. Elles remontent fin 1909 à 911.920 francs et fin 1910 à 713.482 francs. Hâtons-nous de dire que la diminution du chiffre des avances sur monnaies pour 1910 tient aux mêmes causes qu'à la baisse des escomptes sur comptes-courants. Les paiements effectués par le Gouvernement marocain sur le service de l'emprunt 1910 ont diminué dans des proportions assez sensibles les besoins de monnaies du public.

Les opérations auxquelles ont donné lieu cet emprunt expliquent également l'élévation de certains postes du bilan pour l'année 1910. Les dépôts atteignent au 31 dé-

cembre 1910, 5.071.463 francs alors qu'ils ne dépassent guère les années précédentes 1.800.000 francs (1.944.868 francs en 1907; 1.792.816 francs en 1908; 1.731.737 francs en 1909). Ce chiffre est grossi exceptionnellement en 1910, des nombreux paiements faits par l'État à ses créanciers qui n'utilisent que successivement les sommes versées.

Enfin, nous ne devons pas manquer de signaler l'accroissement dont ont bénéficié les avances sur titres et sur marchandises au cours de 1910 où elles sont passées à 52.762 francs contre 3.837 francs en 1909.

CHAPITRE IV

La Banque d'État et la Caisse spéciale

Nous avons vu dans la première partie de ce travail (1), l'état déplorable de l'outillage économique au Maroc à la veille d'Algésiras. Non seulement le pays ne possédait aucun des instruments de développement des grandes nations modernes — routes, chemins de fer, etc., — mais l'accès des côtes même était rendu assez difficile et dangereux aux navires par suite de l'état rudimentaire des ports. Nous ne pouvons mieux faire pour donner une idée exacte de cette situation que d'extraire le passage suivant du rapport de M. Porché sur les travaux publics au Maroc, lu au Congrès de l'Afrique du Nord tenu à Paris, en 1908.

« Il (l'outillage) est encore plus réduit en ce qui concerne l'éclairage des côtes : un feu de direction à Tanger —, un autre à Mogador, fourni et entretenu bénévolement par le représentant d'une Compagnie française de navigation... Enfin, le phare du cap Spartel, construit depuis une quarantaine d'années à la suite d'un accord international, est administré par le Corps

(1) Voir ci-dessus, pp. 12 et 13.

diplomatique à Tanger. Entre Spartel et Mogador, c'est-à-dire sur un développement de près de 700 kilomètres, il n'existe pas un seul feu.

« Quant au balisage, il est nul.

« L'aconage est actuellement monopolisé par le Makhzen, il donne lieu à de constantes réclamations motivées par l'insuffisance du matériel et le défaut d'administration dont souffrent tous les services marocains. »

«... On doit envisager dès maintenant l'établissement de cinq grands phares d'atterrage, savoir : un sur la Méditerranée, au cap des Trois Fourches, près Melilla ; quatre sur l'Atlantique à Casablanca, Mazagan, Safi et Mogador. »

« ... Il faut faire le recensement du matériel (barcasses), le compléter dans la mesure utile, en assurer l'entretien, le remisage. Quelques nouveaux remorqueurs seront nécessaires. Enfin, il faut introduire de la méthode, de l'administration dans le service de l'aconage.

« Le commerce demande ensuite, deux catégories d'améliorations en vue :

1° De faciliter l'accostage des barcasses et de permettre à celles-ci d'effectuer leurs opérations à peu près à toute heure de la marée... Il convient dans ce but d'améliorer et de compléter les ouvrages existants : quais, débarcadères, cales ; de creuser des chenaux, d'établir des appontements ;

2° De faciliter la manutention des marchandises à terre. Partout l'outillage est insuffisant ou mal entretenu ; les espaces disponibles sont beaucoup trop réduits et c'est là le vice de tous les ports marocains. Ces ports sont étriqués et par suite continuellement encombrés ; parfois la douane en est réduite à déposer les marchandises dans les rues avoisinantes où elles sont exposées aux intempéries, aux détériorations et au vol. Il est indispensable d'améliorer et d'entretenir les engins de levage, d'en augmenter le nombre, d'établir des wagonnets sur rails pour le transport des marchandises, de créer des terre-pleins

suffisamment vastes, d'y établir des magasins, d'élargir des débouchés du port vers la ville. »

C'est de l'exécution de ces travaux de première urgence dont s'est occupée la Conférence d'Algésiras. Elle a créé les voies et moyens pour cette œuvre. En vertu de l'article 66 de l'Acte général les marchandises d'origine étrangère sont frappées à leur entrée au Maroc d'une taxe spéciale s'élevant à 2 fr. 50 % *ad valorem* et le produit en est effectué exclusivement à l'exécution de ces travaux. Le produit forme un fonds spécial dont la Banque d'État tient la comptabilité.

En exécution du § 2 de cet article un règlement relatif aux adjudications à effectuer sur ce fonds fut élaboré entre le Corps diplomatique et une délégation chérifienne le 10 juin 1908. L'article 1 prévoyait la création d'un Comité chérifien dit « Comité spécial des travaux publics » chargé d'établir le programme des travaux à exécuter sur ce fonds et leur ordre de priorité. Ce Comité spécial devait être composé de trois délégués chérifiens de cinq délégués du Corps diplomatique et d'un délégué du Conseil sanitaire.

Le Comité ainsi composé tint sept séances, du 24 mai au 17 juin 1909. La séance du 10 juin fut consacrée à déterminer l'ordre dans lequel seraient exécutés les travaux prévus. Le Sultan fit peu d'objections à ce projet. Il se borna à demander la répartition des travaux sur 5 années au lieu de 6 et à s'opposer à l'amélioration des routes de Saffi et Mazagan vers Marrakech. Ce programme fut remanié selon ses observations et Moulay Hafid le promulga le 11 octobre 1909.

Nous donnons ci-dessous le texte de ce programme et la dépense affectée à chacun de ces travaux (1) :

ORDRE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX PRÉVUS PAR LE COMITÉ
DES TRAVAUX PUBLICS

Première année

A. Phares :

a) Construction de phares à Mazagan.	170.000 francs
b) Installation de feux à Larache et à Mazagan	40.000 —
c) Pose de la moitié des bouées et balises indicatrices prévues	35.000 —
Total.	<u>245.000 —</u>

B. Amélioration des ports :

a) Achat de barcasses	75.000 francs
b) Achat et réparations de remorqueurs	75.000 —
c) Aménagement du port de Tanger (appartements ; magasins des explosifs ; remblaiement du terre-plein).	25.000 —
d) Premiers travaux d'aménagement dans les ports de Mazagan et Mogador.	300.000 —
A reporter.	<u>475.000 —</u>

(1) Voir l'*Indicateur marocain* de novembre 1909, n° 21.

<i>Report.</i> . . .	475.000	—
<i>e)</i> Premiers travaux d'aménagements au port de Rabat	75.000	—
<i>f)</i> Moitié des sommes allouées pour les travaux prévus au port du Tétouan.	25.000	—
<i>g)</i> Construction d'un terre-plein à Saffi	30.000	—
Total. . . .	<u>605.000</u>	<u>francs</u>

C. Voirie urbaine :

<i>a)</i> Voies d'accès au port de Tanger .	180.000	francs
<i>b)</i> Travaux des égouts de Tanger (avance à la Caisse de la taxe urbaine).	150.000	—
<i>c)</i> Réfection de certaines rues de Tanger.	70.000	—
<i>d)</i> Moitié des sommes allouées pour les voies d'accès au port de Mazagan.	25.000	—
<i>e)</i> Moitié des sommes allouées pour les voies d'accès au port de Casa- blanca	140.000	—
<i>f)</i> Moitié des sommes allouées pour les voies d'accès au port de Saffi . .	30.000	—
<i>g)</i> Moitié des sommes allouées pour les voies d'accès au port de Mogador .	25.000	—
<i>h)</i> Premiers travaux d'égouts à Casa- blanca	50.000	—
Total. . . .	<u>670.000</u>	<u>francs</u>

D. Ponts et Chaussées :

a) Moitié des sommes allouées pour les travaux prévus d'une route entre Tétouan et le Rio-Martil	40.000 francs
b) Travaux de route entre Rabat et Salé.	27.000 —
c) Moitié des sommes allouées pour les constructions de ponts entre Tanger et El-Ksar.	75.000 —
d) Avance pour l'adduction des eaux à Tanger	300.000 —
e) Premiers travaux d'adduction d'eaux à Casablanca.	100.000 —
Total. . .	<u>542.000 francs</u>

E. Divers :

a) Moitié des sommes allouées pour l'installation sanitaire à Tanger . . .	40.000 francs
b) Réserve pour les travaux imprévus et d'expropriation	50.000 —
Total. . .	<u>90.000 francs</u>

Total général des dépenses prévues pour la première année.	<u>2.152.000 francs</u>
--	-------------------------

Deuxième année

A. Phares :

a) Moitié des sommes à allouer pour

l'installation de deux phares à Saffi et à

Casablanca 170.000 francs

b) Feux à Tanger, Rabat, Casablanca
et Mogador 50.000 —

c) Reliquat pour les bouées et balises. 40.000 —

Total 260.000 francs

B. Amélioration des ports :

a) Travaux d'aménagement dans les
deux ports de Mogador et Mazagan. 325.000 francs

b) Travaux d'aménagement au port
de Rabat 80.000 —

c) Travaux d'aménagement au port
de Tétouan 40.000 —

d) Entretien des barcasses. 40.000 —

e) Entretien des remorqueurs. 40.000 —

Total. 525.000 francs

C. Voirie urbaine :

a) Reliquat des voies d'accès au port
de Tanger. 190.000 francs

b) Partie des travaux de voies d'accès
au port de Casablanca. 140.000 —

c) Reliquat des travaux de voies d'ac-
cès au port de Mazagan 25.000 —

d) Reliquat des travaux de voies
d'accès au port de Saffi. 30.000 —

e) Reliquat des travaux de voies d'ac-
cès au port de Mogador 25.000 —

Total 410.000 francs

D. — Ponts et chaussées :

a) Travaux de la route de Tétouan au Rio-Martil	40.000 francs
b) La moitié des sommes allouées pour la construction des ponts entre Tanger et Tétouan.	25.000 —
c) Travaux de ponts et chaussées entre Larache et El-Ksar.	80.000 —
d) Reliquat des travaux de ponts entre Tanger et El-Ksar	75.000 —
Total.	<u>220.000 francs</u>

E. Divers :

a) Reliquat du coût de l'installation sanitaire de Tanger.	40.000 francs
b) Réserve pour travaux imprévus	25.000 —
c) Réserve pour expropriations	25.000 —
d) Avances à la Caisse de la taxe urbaine	70.000 —
Total.	<u>160.000 francs</u>

Total général des dépenses prévues
pour la deuxième année 1.575.000 francs

Troisième année

A. Phares :

a) Reliquat des travaux de phares à Saffi et à Casablanca	170.000 francs
b) Ateliers pour réparations des phares	30.000 —
Total.	<u>200.000 francs</u>

B. Amélioration des ports :

<i>a)</i> Moitié des sommes allouées pour les travaux d'aménagement du port de Casablanca (magasins)	60.000 francs
<i>b)</i> Moitié des sommes allouées pour les travaux d'aménagement du port de Saffi (magasins).	40.000 —
Total.	<u>100.000 francs</u>

C. Voirie urbaine :

<i>a)</i> Voies d'accès au port de Rabat	50.000 francs
<i>b)</i> Reliquat des travaux de voies d'accès au port de Casablanca	53.000 —
Total.	<u>103.000 francs</u>

D. Ponts et Chaussées :

<i>a)</i> Reliquat des travaux de ponts entre Tanger et Tétouan	25.000 francs
<i>b)</i> Reliquat des travaux de route de Tétouan au Rio-Martil	60.000 —
<i>d)</i> Travaux de pont entre Larache et El-Ksar	150.000 —
Total.	<u>235.000 francs</u>

Total général des dépenses prévues pour la troisième année	<u>638 000 francs</u>
--	-----------------------

*Quatrième année***A. Phares :**

<i>a)</i> Installation du phare de Mogador.	<u>170.000 francs</u>
---	-----------------------

B. Amélioration des ports :

a) Reliquat des travaux d'aménagement du port de Casablanca (magasins)	60.000 francs
b) Reliquat des travaux d'aménagement du port de Saffi	40.000 —
Total. . .	<u>100.000 francs</u>

C. Ponts et Chaussées :

a) Reliquat des travaux de ponts entre Larache et El-Ksar	150.000 —
b) Construction d'un pont sur l'Oued Ykhem	25.000 —
Total. . .	<u>175.000 francs</u>

Total général des dépenses prévues pour la quatrième année	<u>445.000 francs</u>
--	-----------------------

Cinquième année

A. Phares :

a) Construction d'un phare à la pointe Malabata	60.000 francs
	etc.

La détermination de ces travaux de première urgence n'était qu'une partie de la tâche du Corps diplomatique. Il lui incombait encore le soin de prendre des garanties certaines en vue d'assurer aux fonds de la Caisse spéciale une exacte destination. A cet effet, un nouveau règlement pro-

mulgué le 15 avril 1910 établit les règles les plus strictes d'ordonnancement et de paiement des dépenses affectées sur ce fonds. C'est la première fois que des mesures de ce caractère sont introduites dans l'administration du Makhzen. Elles se généraliseront et s'étendront à toutes ses dépenses le jour où le Sultan disposera de ressources abondantes susceptibles d'assurer la marche des divers services publics de l'Empire.

Le budget de la caisse spéciale se présente avec tous les caractères du futur budget marocain des travaux publics et nous croyons intéresser le lecteur en donnant ci-dessous les principales règles qui régiront sa comptabilité (1).

Aux termes de l'article 1^{er} du règlement sur le budget de la caisse spéciale, ce budget comprend :

A) *En Recettes*

1° Les recettes encaissées dans les ports ou bureaux de douane, au titre de la taxe spéciale instituée par l'article 66 de l'Acte d'Algésiras, réserve faite des cas prévus par l'article 103 dudit acte (2) ;

2° Les prélèvements effectués sur le fonds de réserve fixés à l'article 10 du règlement (3) ;

(1) Voir l'*Indicateur marocain* de juin-juillet 1910, nos 28 et 29.

(2) Cet article s'applique à la taxe spéciale perçue dans la région frontière de l'Algérie et dans les régions frontières des possessions espagnoles.

(3) Voir ci-dessous, p. 219.

3° Le cas échéant, les avances faites par la Banque d'État sur les produits ultérieurs de la taxe, dans les conditions prévues à l'article 36 de l'Acte d'Algésiras et à l'article 23 du règlement sur les rapports de la Banque d'État avec le Gouvernement marocain (1) ;

4° Les fonds provenant de subventions, contributions ou avances des particuliers, et, en général, toutes ressources affectées à l'exécution des travaux visés par l'article 66 de l'Acte d'Algésiras ;

5° Les emprunts gagés sur les ressources de la caisse spéciale.

B) *En Dépenses*

1° Les dépenses d'études, d'administration, de travaux d'entretien et de travaux neufs, concernant l'exécution du programme qui a été arrêté par le Comité spécial institué à l'article premier du règlement sur les adjudications de la caisse spéciale, en application de l'article 66, § 2 de l'Acte d'Algésiras ;

2° Le remboursement des avances faites par la Banque d'État ;

3° Les intérêts et commissions de banque prévus à l'article 36 de l'Acte d'Algésiras ainsi qu'aux articles 17 et 25 du règlement visé plus haut (2) ;

4° Le remboursement des avances des particuliers ou d'autres provenances ;

(1) Voir ci-dessus, p. 120.

(2) Voir ci-dessus, pp. 122 et 128.

5° Les annuités d'intérêts et d'amortissement des emprunts.

Ce budget doit être établi avant le 1^{er} janvier de chaque année par une commission dite « Commission du budget » composée d'un des délégués chérifiens et d'un des délégués du Corps diplomatique faisant partie du Comité spécial des travaux publics et de l'Ingénieur (art. 2).

L'article 3 fixe les règles concernant les prévisions des recettes et des dépenses de la Caisse spéciale.

Ces dernières sont divisées en quatre titres :

- 1) Frais généraux et personnel ;
- 2) Travaux d'entretien et grosses réparations ;
- 3) Travaux neufs ;
- 4) Comptes de la Banque d'État et divers.

Ce dernier titre comprend :

a) Le remboursement des avances faites par la Banque d'État ainsi que les intérêts et commissions revenant à cet établissement ;

b) Les annuités d'intérêts et amortissement contractés sur la Caisse spéciale ;

c) Les remboursements des avances des particuliers et d'autres provenances.

Les comptes de la Banque d'État sont établis d'après un état de prévisions présenté par la Banque au Comité spécial, avant le 1^{er} octobre et transmis par le Comité à l'ingénieur.

La Banque d'État tient la comptabilité générale, en recettes et en dépenses, de la taxe spéciale, elle encaisse

les recettes, effectue les paiements, et, le cas échéant fait des avances au Gouvernement ; le tout, dans les conditions fixées par le Règlement de la Banque (art. 5, § 1).

Les fonctions d'ordonnateur sont remplies par l'Ingénieur. Ce dernier émet des ordonnances et des mandats en vue du paiement des dépenses.

La Banque ne peut effectuer de paiements que dans la limite du montant total des crédits de chaque chapitre (art. 7). Les virements d'un chapitre du budget sur un autre sont autorisés, mais l'Ingénieur ne peut les effectuer en cours d'exercice sans les soumettre à la Commission du budget instituée à l'article 2. Quant aux modifications aux crédits alloués pour chaque entreprise à la suite d'une adjudication, elles doivent être soumises à l'approbation du Comité spécial des travaux publics (art. 6).

Ne peuvent être ordonnancées sur le budget d'un exercice que les dépenses effectuées avant le 31 décembre. Toutefois, ce délai est prolongé jusqu'au 15 février pour les dépenses afférentes à des travaux déjà commencés au 31 décembre ou à l'exécution de commandes passées avant cette date (art. 7).

Le Règlement du budget est assuré par la Commission du budget. A cet effet, dans le courant du deuxième trimestre de chaque année, la Banque adresse à cette dernière le relevé par chapitre des paiements effectués au titre de l'exercice budgétaire précédent, ainsi que le compte des sommes prélevées ou dues sur cet exercice au titre de remboursement d'avances, d'intérêts ou de com-

missions de banque. L'Ingénieur rapproche les chiffres de la Banque de ceux de ses écritures, signale les divergences, s'il en existe, et fournit toutes explications ou propositions utiles de manière à arriver à un accord complet des écritures (art. 9).

Cet accord établi, la Commission du budget arrête l'affectation des excédents des recettes sur les dépenses de cet exercice. Ces excédents peuvent être incorporés au budget de l'exercice en cours et employés au paiement des dépenses supplémentaires dudit exercice, le reste des excédents étant affecté à la constitution d'un fonds de réserve (art. 10).

La taxe spéciale n'a été perçue qu'à partir de 1908. Le compte des recettes de cette taxe au 31 décembre 1910 s'élevait à 3.484.569 fr. 76. A cette date, aucun paiement n'avait été encore effectué. Divers travaux avaient été cependant adjugés au cours de 1910 à des entrepreneurs espagnols et italiens, notamment :

1) L'ouverture de quatre portes à travers les remparts de la ville de Tanger ;

2) La construction de la route partant du grand Socco, en face du portail de la Légation d'Allemagne, jusqu'à l'hôpital espagnol à Tanger ;

3) La construction de la « Rue de la Plage » partant du grand Socco jusqu'au terre-plein à Tanger ;

4) La construction de la « Rue des Sraghins » à Tanger ;

5) La construction de la route de Fez (2^e lot) partant de

la porte du Fahç et aboutissant à la jonction de la rue des Légations à Tanger ;

6) La construction de la Rue du Cimetière israélite à Tanger ;

7) La route de Bab-Marrakech à la porte d'Azemmour à Casablanca ;

Les ressources de la taxe spéciale seront assez restreintes. Elles suffiront tout au plus à aménager au commerce européen l'accès du Maroc, à lui créer sur cette façade de l'Atlantique et de la Méditerranée les portes sans lesquelles il eût été inutile d'amorcer les grands travaux publics de l'Empire : chemins de fer, routes de pénétration, etc. La création des ports eux-mêmes, avec l'outillage nécessaire à un trafic intense, n'aurait pu être assurée avec ces fonds ; aussi les négociateurs des accords financiers 1910 et 1911 ont-ils été bien inspirés en y incorporant les provisions indispensables à cet objet.

Il ne faudra pas compter davantage sur ces ressources pas plus que sur les revenus généraux du Makhzen pour créer les grands travaux. Des appels au crédit européen pourront seuls y pourvoir. Mais, de ce jour, les revenus de l'Empire se développeront dans des proportions colossales et le Maroc, se libérant progressivement de sa dette publique, deviendra un des pays les plus florissants du monde.

CONCLUSION

Au moment où l'Europe se réunissait à Algésiras, le Maroc était étroitement fermé à la civilisation européenne. Sans doute Abd-ul-Aziz, trop jeune, avait cédé à l'attrait de ses séductions; mais les hautes couches de la société marocaine, pas plus que la masse du peuple, ne l'avaient suivi dans cette voie. Le Maghreb tout entier était resté hostile aux nouveautés étrangères et la conduite irréfléchie du Sultan n'avait réussi qu'à soulever contre lui un sentiment de désaffection général dans lequel sombrait la fidélité des tribus les plus dévouées au Makhzen.

Dans ces conditions, le moment était favorable au déchaînement des ambitions. Un rogui ne tardait pas à apparaître dans l'Est et le nombre allait sans cesse croissant de ceux qui saluaient en lui l'envoyé de Dieu, chargé de la mission céleste de déposer un Sultan corrompu et de rejeter les chrétiens à la mer. En tout cas, dans l'esprit de

tous, le Maghreb devait rester ce qu'il était depuis des siècles, la terre sacrée de l'indépendance, fermée invinciblement à l'Europe dont elle ignorerait à jamais les mœurs et les progrès économiques.

Et pourtant, l'Europe frappait avec impatience à ses portes. Diverses missions et les récits des voyageurs avaient fait connaître le pays au monde du commerce et de la finance. Terre d'une merveilleuse fécondité, d'un sous-sol puissamment riche, le Maroc apparaissait encore plus que l'Algérie, susceptible d'offrir à l'activité des colons et à la hardiesse des capitaux un champ d'entreprises toujours plus vaste. Les milieux coloniaux français, surtout, ne pouvaient se défendre d'un sentiment douloureux devant l'impuissance de leurs efforts civilisateurs à franchir les limites d'une frontière conventionnelle, tenus en échec par l'anarchie marocaine qui combattait avec un égal succès le Sultan et la pénétration de notre influence dans le pays. On ne pouvait se résigner à ce que les riches terres des plaines de l'Atlantique, restassent plus longtemps livrées à des procédés de cultures rudimentaires, alors que notre Tell algérien portait les cultures les plus variées et les moissons les plus opulentes. Nombreux étaient les agriculteurs qui avaient hâte de s'installer à demeure sur cette terre féconde, d'y passer la charrue, d'y multiplier les cultures, en même temps que les industriels avaient les yeux fixés sur les montagnes, sur le bled es siba impénétrable où les terrains miniers recélaient des richesses non moins certaines... La France était impatiente

de mettre en valeur ces trésors, l'Allemagne ne l'était pas moins.

Ainsi, l'instant même où le Maroc se fermait plus que jamais à l'étranger était celui où la poussée grandissante de l'Europe au dehors battait les portes de cet empire immuable, résolue à le pénétrer, à l'arracher à sa misère et à sa ruine. L'heure sonnait irrémédiablement où le « Maghreb sombre » devait renoncer à son isolement, ouvrir toutes grandes ses portes à l'étranger et laisser entrer avec lui les capitaux indispensables pour exploiter ses richesses, transformer sa vie économique et en faire la plus riche et la plus florissante terre du monde.

Mais la tâche était difficile. La sécurité des transactions et des personnes, condition indispensable à toute vie économique intense était inconnue au Maroc. Aussi sincère que fût le penchant d'Abd ul Aziz pour les choses d'Europe, il était cependant incapable d'imposer par ses propres moyens le respect de l'étranger et de ses actes. Sans armée et sans argent, aux prises avec un prétendant heureux, la défense de son trône suffisait à sa faiblesse sans qu'il pût songer à accorder plus longtemps aux Européens une protection qui n'aurait fait qu'accroître envers lui la haine de ses sujets. Aussi bien, si l'Europe désirait la mise en œuvre du pays, c'est surtout sur elle-même qu'elle devait compter et, avant d'entreprendre toute œuvre économique, instituer dans le pays une autorité politique capable d'y assurer l'ordre et la sécurité.

La France, de par sa situation politique dans l'Afrique

du Nord, plus intéressée que toute autre nation à la réalisation de cette œuvre, vint la première en aide au Sultan. La faiblesse de ce dernier consistait surtout dans la pénurie du trésor chérifien ; elle lui ouvrit sa bourse. Abd ul Aziz y trouva quelques millions, sous la forme d'un prêt, en réalité vite dissipé, sans grand profit pour son pouvoir, mais qui fut l'origine d'une politique financière française au Maroc dont les conséquences devaient mettre en péril la paix européenne et entraîner une modification profonde dans la vie administrative et politique du Makhzen. Le contrat du 12 juin 1904 était un coup de maître des banques françaises ; sans doute, celles-ci faisaient leurs affaires, mais elles faisaient encore davantage celles de la France. Le droit de préférence en matière d'emprunts publics qu'elles obtenaient équivalait bien, en effet, à la constitution d'un monopole du marché financier marocain entre nos mains, au détriment des banques étrangères, mais, en outre, le contrôle des douanes conféré aux créanciers français, affectait, qu'on le veuille ou non, le caractère d'une mesure politique impliquant l'intervention éventuelle de la France dans la marche des services financiers du Makhzen et, un jour ou l'autre, dans sa vie tout entière. En un mot, la France prenait solidement pied au Maroc et aux motifs politiques d'intervention, s'ajoutaient pour elle, désormais, des motifs financiers, autrement impérieux.

Les intérêts lésés parlaient trop haut pour rester sans écho. Les financiers allemands évincés du marché marocain

naissant réclamèrent ; leur Empereur tira l'épée ; la Banque naquit. Issue des délibérations d'une Conférence internationale pénétrée de la nécessité d'activer la mise en œuvre du Maroc et soucieuse, avant tout, de respecter les intérêts commerciaux et financiers de l'Europe entière dans le pays, cette institution ne pouvait moins faire que de porter un coup considérable à notre situation privilégiée sur le marché marocain. Au Consortium français qui s'était ménagé le monopole financier de l'Empire, elle substituait un consortium européen dans lequel figuraient les principales banques dont le développement du Maroc avait sollicité l'attention. Le marché financier marocain n'appartenait plus exclusivement à la France. L'attribution de trois parts dans le capital social de la Banque d'État était, toutefois, la reconnaissance de la prépondérance de nos intérêts financiers au Maroc et assurait à nos nationaux une position de premier ordre pour le placement de leurs capitaux.

Désormais, on pouvait aviser aux réformes politiques. Les intérêts économiques de l'Europe étant sauvegardés, il importait à tous de voir se constituer au Maroc un pouvoir politique puissant, susceptible de maintenir dans tout le territoire l'ordre et la sécurité au milieu desquels pourrait s'effectuer la mise en œuvre rapide de ses richesses. L'obstacle le plus grand à l'établissement de ce pouvoir, dont les bases étaient une police et des mehallas solides, avait été jusqu'à ce jour la pénurie du Trésor chérifien ; il convenait donc de mettre à la disposition du Makhzen

les fonds indispensables à cette œuvre et comme la Banque représentait la collectivité des intérêts internationaux dans le pays, c'est elle qui devait être tout naturellement chargée de les lui procurer.

La Banque a joué ce rôle à la perfection. Elle a avancé les sommes qui ont permis l'organisation et le fonctionnement de la police dans les ports marocains en même temps qu'elle a tiré plus d'une fois le Sultan de l'embarras en lui fournissant les fonds nécessaires à la solde des troupes chérifiennes. Dans la crise la plus difficile qu'ait traversée le Makhzen, dépourvu de toutes ressources normales, assailli de tout côté par les rebelles, elle lui a permis d'organiser ses premières forces, de prendre tournure de vrai gouvernement et de donner à l'Europe les garanties que le Maroc s'engageait désormais dans les chemins de la civilisation européenne. Il convient, toutefois, de remarquer ici que si la Banque n'a point marchandé trop durement ses crédits au Sultan, il le doit, sans conteste, à l'intervention répétée de la France dont l'aide ne s'est jamais dérobée aux heures difficiles.

L'action de la Banque sur les finances marocaines n'a pas été moins heureuse. Quatre années après les contestations qui avaient failli mettre aux prises l'Allemagne et la France, deux ans après une expédition française dans la Chaouia qui avait rétabli l'ordre dans la région et rendu tangibles les avantages que l'on obtiendrait d'un Maroc où régnerait la sécurité ; au moment où s'achevaient les travaux des ports de Cacablanca, de Saffi et de Tanger ; où les

avances faites au Sultan par la Banque et le consortium allemand devenaient chaque jour plus onéreuses, il importait de liquider les obligations du Makhzen. Les réformes apportées par la Conférence dans le système fiscal chérifien allaient se réaliser : la taxe sur les constructions urbaines organisée, le monopole de l'exploitation des tabacs concédé, constitueraient des ressources certaines qui, jointes aux revenus traditionnels les plus sûrs, au produit des biens domaniaux et au solde disponible des douanes, suffiraient à garantir un grand emprunt de liquidation. Ce fut naturellement la Banque d'Etat qui négocia cet emprunt. Elle en négociera demain un nouveau destiné à assurer la continuation du fonctionnement régulier de la police, à créer une armée chérifienne puissante et à développer l'outillage économique du pays.

Remarquons en passant que l'émission de l'emprunt 1910 s'est effectué rigoureusement dans l'esprit de l'Acte d'Algésiras. Les banques qui y ont pris part sont précisément celles représentées dans le capital social de la Banque d'Etat. On peut ainsi affirmer que sur le terrain financier, le Consortium international, substitué en 1906 au Consortium français, fonctionne parfaitement et maintient la concorde entre les nations intéressées au développement du Maroc. Sa situation est d'ailleurs des plus prospères. Grâce à sa prépondérance, il peut, mieux que toute autre banque ou syndicat, se réserver les affaires les plus rémunératrices du pays. Un premier pas a été fait dans cette voie en décembre 1910 où la Banque de Paris et des Pays Bas,

représentant un consortium formé de la plupart des banques chefs de groupe de la Banque d'État, a obtenu la régie de l'exploitation du monopole des tabacs.

Quant aux incriminations que le parti socialiste français a lancées, par la bouche de M. Jaurès, contre le consortium dont les prêts n'auraient été consentis qu'à des taux usuraires, on en fera facilement justice, si l'on ne perd pas de vue que dans l'état politique actuel du Maroc, le loyer de l'argent y est forcément très élevé (1). Evidemment, le jour viendra où l'ordre et la sécurité régneront dans tout l'Empire et où le crédit du Makhzen s'améliorera considérablement ; le Sultan pourra alors, sans difficulté, recourir à une conversion grâce à laquelle sera allégé le fardeau qui pèse lourdement sur lui. Les circonstances hâteront ou éloigneront ce moment.

N'incriminons pas non plus les financiers d'avoir absorbé en entier les ressources disponibles de l'Empire. Le résultat n'aurait-il été que de contraindre le Sultan à se servir des caisses de la Banque d'État pour la centralisation de ses revenus et le paiement de ses dépenses, rendant ainsi possible à cette dernière l'exercice du rôle de Trésorier-Payeur du Makhzen que lui a conféré la Conférence d'Algésiras, ce serait là, déjà, un avantage considérable, une mesure inappréciable d'ordre et d'économie dans ses finances. Mais, en réalité, les conséquences ont été encore plus heureuses. Il faut bien reconnaître qu'aucune réforme

(1) *Journal officiel* du 17 juin 1911.

politique et aucune amélioration économique ne peuvent s'effectuer aujourd'hui dans le pays sans le concours des capitaux européens et que les capitaux européens refuseront de s'y engager s'ils n'ont pas la plus grande sécurité. Aussi bien, cette considération a-t-elle déterminé la création d'un contrôle français, d'abord sur les ressources marocaines, gageant l'emprunt 1904, puis son extension aux autres revenus chérifiens affectés au dernier emprunt 1910. Ce contrôle n'a pas été cédé à la Banque par la Conférence ; il reste entre les mains françaises. Sous l'action de ses services, nous avons déjà vu les ressources du Sultan s'accroître dans de notables proportions ; elles croîtront encore par la suite, en même temps qu'un esprit de justice et d'équité s'introduira dans l'administration chérifienne. Les impôts cesseront d'être des instruments d'exaction pour devenir rapidement des instruments de transformation économique et à la longue de transformation sociale.

Le rôle de la Banque dans le domaine économique ne sera pas moins important que dans le domaine politique et administratif. Ses efforts tendront principalement à doter le Maroc d'une monnaie qui puisse servir au commerce de moyens d'échange, exempts dans leur valeur des fluctuations qui découragent toute entreprise sérieuse.

Nous ne voulons pas terminer ce travail sans rendre hommage aux hommes qui se sont employés à solutionner pacifiquement par la création de la Banque d'État du

Maroc les plus graves difficultés nées entre la finance française et la finance allemande au début de notre action politique au Maroc. Cette institution a été un instrument de paix et de civilisation autant que de transformation politique et économique de ce pays. Elle a joué admirablement le rôle qui lui était assigné et l'Europe tout entière ne peut que s'en féliciter.

Paris, mars-août 1944.

ANNEXE

Acte général de la Conférence Internationale d'Algésiras

ACTE DE CONCESSION D'UNE BANQUE D'ÉTAT

ART. 31. — Une banque sera instituée au Maroc, sous le nom de « Banque d'État du Maroc », pour exercer les droits ci-après spécifiés dont la concession lui est accordée par sa Majesté le Sultan, pour une durée de quarante années à partir de la ratification du présent acte.

ART. 32. — La banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, aura le privilège exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'empire marocain.

La banque maintiendra, pour le terme de deux ans à compter de la date de son entrée en fonctions, une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation, et au moins égale au tiers après cette période de deux ans révolue. Cette encaisse sera constituée pour au moins un tiers en or ou monnaie or.

ART. 33. — La banque remplira, à l'exclusion de toute autre

banque ou établissement de crédit, les fonctions de trésorier-payeur de l'empire. A cet effet, le Gouvernement marocain prendra les mesures nécessaires pour faire verser dans les caisses de la banque le produit des revenus des douanes, à l'exclusion de la partie affectée au service de l'emprunt 1904 et des autres revenus qu'il désignera.

Quant au produit de la taxe spéciale créée en vue de l'accomplissement de certains travaux publics, le Gouvernement marocain devra le faire verser à la banque, ainsi que les revenus qu'il pourrait ultérieurement affecter à la garantie de ses emprunts, la banque étant spécialement chargée d'en assurer le service, à l'exception toutefois de l'emprunt 1904 qui se trouve régi par un contrat spécial.

ART. 34. — La banque sera l'agent financier du Gouvernement, tant au dedans qu'au dehors de l'empire, sans préjudice du droit pour le Gouvernement de s'adresser à d'autres maisons de banque ou établissements de crédit pour ses emprunts publics. Toutefois, pour lesdits emprunts, la banque jouira d'un droit de préférence, à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit.

Mais, pour les Bons du Trésor et autres effets de trésorerie à court terme que le Gouvernement marocain voudrait négocier sans en faire l'objet d'une émission publique, la banque sera chargée, à l'exclusion de tout autre établissement, d'en faire la négociation, soit au Maroc, soit à l'étranger, pour le compte du gouvernement marocain.

ART. 25. — A valoir sur les rentrées du Trésor, la banque fera au Gouvernement marocain des avances en compte courant jusqu'à concurrence d'un million de francs.

La banque ouvrira en outre au Gouvernement, pour une durée de dix ans à partir de sa constitution, un crédit qui ne pourra pas dépasser les deux tiers de son capital initial.

Ce crédit sera réparti sur plusieurs années et employé en premier lieu aux dépenses d'installation et d'entretien des corps de police organisés conformément aux décisions prises par la

Conférence, et subsidiairement aux dépenses de travaux d'intérêt général qui ne seraient pas imputées sur le fond spécial prévu à l'article suivant.

Le taux de ces deux avances sera au maximum de 7 ‰, commission de banque comprise, et la banque pourra demander au Gouvernement de lui remettre en garantie de leur montant une somme équivalente en bons du Trésor.

Si, avant l'expiration des dix années, le Gouvernement marocain venait à contracter un emprunt, la banque aurait la faculté d'obtenir le remboursement immédiat des avances faites conformément au deuxième alinéa du présent article.

ART. 36. — Le produit de la taxe spéciale (articles 33 et 66) formera un fonds spécial dont la Banque tiendra une comptabilité à part. Ce fonds sera employé conformément aux prescriptions arrêtées par la Conférence.

En cas d'insuffisance et à valoir sur les rentrées ultérieures, la banque pourra ouvrir à ce fonds un crédit dont l'importance ne dépassera pas le montant des encaissements pendant l'année antérieure.

Les conditions de taux et de commission seront les mêmes que celles fixées à l'article précédent pour l'avance en compte courant au Trésor.

ART. 37. — La banque prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc. La monnaie espagnole continuera à être admise à la circulation avec force libératoire.

En conséquence, la banque sera exclusivement chargée de l'achat des métaux précieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autres opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du Gouvernement marocain.

ART. 38. — La banque, dont le siège social sera à Tanger, établira des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile.

ART. 39. — Les emplacements nécessaires à l'établissement de

la Banque ainsi que de ses succursales et agences au Maroc seront mis gratuitement à sa disposition par le gouvernement et, à l'expiration de la concession, le gouvernement en reprendra possession et remboursera à la banque les frais de construction de ces établissements. La banque sera, en outre, autorisée à acquérir tout bâtiment et terrain dont elle pourrait avoir besoin pour le même objet.

ART. 40. — Le gouvernement chérifien assurera sous sa responsabilité la sécurité et la protection de la banque, de ses succursales et agences. A cet effet, il mettra dans chaque ville une garde suffisante à la disposition de chacun de ces établissements.

ART. 41. — La banque, ses succursales et agences seront exemptes de tout impôt ou redevance ordinaire ou extraordinaire, existants ou à créer; il en est de même pour les immeubles affectés à ces services, les titres et coupons de ses actions et ses billets. L'importation et l'exportation des métaux et monnaies destinés aux opérations de la banque seront autorisées et exemptes de tout droit.

ART. 42. — Le Gouvernement chérifien exercera sa haute surveillance sur la banque par un Haut-Commissaire marocain, nommé par lui, après entente préalable avec le conseil d'administration de la banque.

Ce Haut-Commissaire aura le droit de prendre connaissance de la gestion de la banque; il contrôlera l'émission des billets de banque et veillera à la stricte observation des dispositions de la concession.

Le Haut-Commissaire devra signer chaque billet ou y apposer son sceau; il sera chargé de la surveillance des relations de la banque avec le Trésor impérial.

Il ne pourra pas s'immiscer dans l'administration et la gestion des affaires de la banque, mais il aura toujours le droit d'assister aux réunions des censeurs.

Le Gouvernement chérifien nommera un ou deux commissaires

adjoints qui seront spécialement chargés de contrôler les opérations financières du Trésor avec la banque.

ART. 43 — Un règlement, précisant les rapports de la banque et du Gouvernement marocain sera établi par le comité spécial prévu à l'article 47 et approuvé par les censeurs.

ART. 44. — La banque, constituée avec approbation du gouvernement de Sa Majesté Chérifienne sous la forme des sociétés anonymes est régie par la loi française sur la matière.

ART. 45. — Les actions intentées au Maroc contre la banque seront portées devant le tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions intentées au Maroc contre la banque seront portées devant un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le corps diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs et de leurs suppléants.

Ce tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française. L'appel des jugements prononcés par ce tribunal sera porté devant la Cour fédérale de Lausanne, qui statuera en dernier ressort.

ART. 46. — En cas de contestation sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le Gouvernement marocain et la Banque, le différend sera soumis, sans appel ni recours, à la Cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette Cour, sans appel ni recours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la banque sur l'exécution des statuts ou à raison des affaires sociales.

ART. 47. — Les statuts de la banque seront établis d'après les bases suivantes par un comité spécial prévu par l'article 57. Ils seront approuvés par les censeurs et ratifiés par l'assemblée générale des actionnaires.

ART. 48. — L'assemblée générale constitutive de la Société fixera le lieu où se tiendront les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration ; toutefois ce dernier aura la faculté de se réunir dans toute autre ville, s'il le juge utile.

La direction de la Banque sera fixée à Tanger.

ART. 49. — La banque sera administrée par un conseil d'administration composé d'autant de membres qu'il sera fait de parts dans le capital initial.

Les administrateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la Société ; ce sont eux notamment qui nommeront les directeurs, sous-directeurs et membres de la commission indiquée à l'article 54, ainsi que les directeurs des succursales et agences.

Tous les employés de la Société seront recrutés, autant que possible, parmi les ressortissants des diverses puissances qui ont pris part à la souscription du capital.

ART. 50. — Les administrateurs, dont la nomination sera faite par l'assemblée générale des actionnaires, seront désignés à son agrément, par les groupes souscripteurs du capital.

Le premier conseil restera en fonctions pendant cinq années. A l'expiration de ce délai, il sera procédé à son renouvellement à raison de trois membres par an. Le sort déterminera l'ordre de sortie des administrateurs ; ils seront rééligibles.

A la constitution de la Société, chaque groupe souscripteur aura le droit de désigner autant d'administrateurs qu'il aura souscrit de parts entières, sans que les groupes soient obligés de porter leur choix sur un candidat de leur propre nationalité.

Les groupes souscripteurs ne conserveront leur droit de désignation des administrateurs, lors du remplacement de ces derniers ou du renouvellement de leur mandat, qu'autant qu'ils pourront justifier être encore en possession d'au moins la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit.

Dans le cas où, par suite de ces dispositions, un groupe souscripteur ne se trouvera plus en mesure de désigner un adminis-

trateur, l'assemblée générale des actionnaires pourvoirait directement à cette désignation.

ART. 51. — Chacun des établissements ci-après : Banque de l'Empire allemand, Banque d'Angleterre, Banque d'Espagne, Banque de France, nommera, avec l'agrément de son gouvernement, un censeur auprès de la Banque d'État du Maroc.

Les censeurs resteront en fonctions pendant quatre années. Les censeurs sortants peuvent être désignés à nouveau.

En cas de décès ou de démission, il sera pourvu à la vacance par l'établissement qui a procédé à la désignation de l'ancien titulaire, mais seulement pour le temps où ce dernier devait rester en charge.

ART. 52. — Les censeurs qui exerceront leur mandat en vertu du présent acte des puissances signataires devront, dans l'intérêt de celles-ci, veiller sur le bon fonctionnement de la banque et assurer la stricte observation des clauses de la concession et des statuts. Ils veilleront à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets et devront surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire; mais ils ne pourront jamais, sous quelque prétexte que ce soit, s'immiscer dans la gestion des affaires, ni dans l'administration intérieure de la banque.

Chacun des censeurs pourra examiner en tout temps les comptes de la banque, demander, soit au conseil d'administration, soit à la direction, des informations sur la gestion de la banque et assister aux réunions du conseil d'administration, mais seulement avec voix consultative.

Les quatre censeurs se réuniront à Tanger, dans l'exercice de leurs fonctions, au moins une fois tous les deux ans, à une date à concerter entre eux. D'autres réunions à Tanger ou ailleurs devront avoir lieu, si trois des censeurs l'exigent.

Les quatre censeurs dresseront, d'un commun accord, un rapport annuel qui sera annexé à celui du conseil d'administration. Le conseil d'administration transmettra sans délai une

copie de ce rapport à chacun des gouvernements signataires de l'Acte de la Conférence.

ART. 53. — Les émoluments et indemnités de déplacement affectés aux censeurs seront établis par le comité d'étude des statuts. Ils seront directement versés à ces agents par les banques chargées de leur désignation et remboursés à ces établissements par la banque d'État du Maroc.

ART. 54. — Il sera institué à Tanger, auprès de la direction, une commission dont les membres seront choisis par le conseil d'administration, sans distinction de nationalité, parmi les notables résidant à Tanger, propriétaires d'actions de la banque.

ART. 55. — Le capital dont l'importance sera fixée par le comité spécial désigné à l'article 57, sans pouvoir être inférieur à quinze millions de francs, ni supérieur à vingt millions, sera formé en monnaie or, et les actions, dont les coupures représenteront une valeur équivalente à cinq cents francs, seront libellées dans les diverses monnaies or, à un change fixe, déterminé par les statuts.

Ce capital pourra être ultérieurement augmenté en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

La souscription de ces augmentations de capital sera réservée à tous les porteurs d'actions, sans distinction de groupe, proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

ART. 56. — Le capital initial de la banque sera divisé en autant de parts égales qu'il y aura de parties prenantes parmi les puissances représentées à la Conférence.

A cet effet, chaque puissance désignera une banque qui exercera, soit pour elle-même, soit pour un groupe de banques, le droit de souscription ci-dessus spécifié ainsi que le droit de désignation des administrateurs prévu à l'article 50. Toute banque choisie comme chef de groupe pourra, avec l'autorisation de son Gouvernement, être remplacée par une autre banque du même pays.

Les États qui voudraient se prévaloir de leur droit de souscription auront à communiquer cette intention au gouvernement royal d'Espagne, dans un délai de quatre semaines à partir de la signature du présent acte par les représentants des puissances.

Toutefois deux parts égales à celles réservées à chacun des groupes souscripteurs seront attribuées au *consortium* des banques signataires du contrat du 12 juin 1904, en compensation de la cession qui sera faite par le *consortium* à la Banque d'Etat du Maroc :

1° Des droits spécifiés à l'article 33 du contrat ;

2° Du droit inscrit à l'article 32 (§ 2) du contrat, concernant le solde disponible des recettes douanières sous réserve expresse du privilège conféré en premier rang par l'article 11 du même contrat aux porteurs de titres sur la totalité du produit des douanes.

ART. 57. — Dans un délai de trois semaines à partir de la clôture de la souscription notifiée par le Gouvernement royal d'Espagne aux puissances intéressées, un comité spécial, composé de délégués nommés par les groupes souscripteurs, dans les conditions prévues à l'article 50 pour la nomination des administrateurs, se réunira afin d'élaborer les statuts de la Banque.

L'assemblée générale constitutive de la Société aura lieu dans un délai de deux mois, à partir de la ratification du présent acte.

Le rôle du comité spécial cessera aussitôt après la constitution de la Société.

Le comité spécial fixera lui-même le lieu de ses réunions.

ART. 58. — Aucune modification aux statuts ne pourra être apportée, si ce n'est sur la proposition du conseil d'administration et après avis conforme des censeurs et du Haut-Commissaire impérial.

Ces modifications devront être votées par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Vice-Recteur,
l'Inspecteur de l'Académie,
X...

Vu :
Le Président,
HENAULT.

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS	1

LIVRE I

La situation politique, économique et financière du Maroc à la veille d'Algésiras.

I. Situation politique.....	3
II. Situation économique..	9
III. Situation monétaire.....	14
IV. Situation financière.....	20
V. Ambassade à Fez de M. Saint-René Taillandier en vue de la création d'une Banque d'État au Maroc..	28

LIVRE II

La Banque d'État à la Conférence d'Algésiras.

Le projet de programme de la Conférence du 1 ^{er} août et l'accord du 27 septembre 1905	31
---	----

I. Projets allemands et français de création d'une Banque d'État au Maroc.....	36
II. Séances des 22 et 24 février. — Examen du travail de comparaison des projets allemands et français préparé par la Présidence.....	44
III. Séances des 3, 8 et 10 mars. — Discussion du projet de constitution d'une Banque d'État préparée par le Comité de rédaction.....	53
IV. Note du 11 mars de M. Rouvier à M. Revoil. — Chute du cabinet Rouvier. — Les concessions de M. Bourgeois sur la question de la répartition des parts du capital social.....	58
V. Séances des 28 et 31 mars. — Fin de la discussion du projet de constitution de la Banque d'État.	63
VI. Conclusion.....	67

LIVRE III

Organisation de la Banque d'État au Maroc.

CHAPITRE I. — <i>Nationalité de la Banque d'État. — Législation applicable. — Juridiction.....</i>	71
CHAPITRE II. — <i>Situation légale de la Banque dans les États signataires de l'Acte général.</i>	
I. Personnalité juridique (existence légale, opérations, succursales).....	80
II. Les articles 14 et 15 du Code civil français s'appliquent-ils aux litiges entre la Banque et un Français ?.....	92
III. Exécution dans les États signataires de la sentence rendue par le tribunal spécial.....	96
IV. La Banque. — L'égard des lois fiscales des États signataires.....	98
CHAPITRE III. — <i>Règles de procédure à suivre devant le tribunal fédéral suisse.....</i>	104

CHAPITRE IV. — *La Banque d'après l'Acte général d'Algésiras, ses statuts et le règlement sur ses rapports avec le Gouvernement marocain.*

Siège social, succursales et agences. Capital et actions.	114
Attributions de la Banque d'État :	
I. La Banque organe administratif.....	119
a) Avances au Makhzen.....	119
b) La Banque agent financier du Makhzen.....	123
c) La Banque trésorier-payeur du Makhzen.....	125
II. La Banque instrument de régularisation monétaire.....	129
III. La Banque instrument de crédit.....	132
Les organes de la Banque :	
I. Conseil d'administration.....	133
II. Censeurs.....	138
III. Haul-Commissaire impérial et Commissaire adjoint.....	140
IV. Commissaires des comptes.....	141
V. Commission d'escompte....	142
VI. L'assemblée générale.....	143
Dispositions diverses :	
a) Modifications aux statuts.....	146
b) Inventaires et comptes annuels.....	147
c) Réserve légale ; réserve extraordinaire.....	148
d) Dissolution. — Liquidation.....	149
Contestations.....	150

LIVRE IV

Fonctionnement de la Banque d'État.

Situation matérielle de la Banque.....	153
--	-----

CHAPITRE I. — *La Banque d'Etat du Maroc et le makhzen.*

I. Les avances de la Banque relatives à la police et au maintien de l'ordre au Maroc.....	155
II. La Banque d'État agent financier du Makhzen....	162
a) Les dettes du Makhzen. — La mission marocaine à Paris en 1909.....	162
b) Les ressources du Makhzen.....	164
c) Les négociations de l'accord financier du 15 mars 1910.....	174
d) L'emprunt marocain du 17 mai 1910 et le projet d'accord financier du 28 février 1911....	178
III. La Banque d'État trésorier-payeur du Makhzen et le contrôle de la Dette marocaine....	182
a) Contrôle de la Dette marocaine.....	183
b) La Banque trésorier-payeur du Makhzen.....	187

CHAPITRE II. — *La Banque d'État et la circulation monétaire...* 191CHAPITRE III. — *La Banque d'État et les opérations de crédit...* 198CHAPITRE IV. — *La Banque d'État et la Caisse spéciale.....* 205

Programme des travaux prévus par le Comité des Travaux publics.....	208
---	-----

Règlement sur le budget de la Caisse spéciale.....	214
--	-----

CONCLUSION 221

ANNEXE

Acte de concession de la Banque d'État du Maroc.....	231
--	-----



BIBLIOGRAPHIE

M. TALEB ABDESSELEM dans sa thèse sur l'*Organisation financière de l'Empire marocain* a donné une liste très complète des ouvrages qui ont été publiés sur le Maroc. Pour l'étude de la Banque d'État du Maroc il suffira de lire les ouvrages et documents suivants :

TARDIEU. — *La Conférence d'Algésiras.*

Protocoles et comptes rendus de la Conférence d'Algésiras.

Livres Jaunes sur les affaires marocaines.

Rapports du Conseil d'administration et du Conseil des Censeurs de la Banque d'État du Maroc (années 1907-1908-1909-1910).

Acte général d'Algésiras.

Statuts de la Banque d'État du Maroc.

Règlement sur les rapports de la Banque d'État du Maroc et du Gouvernement impérial marocain.

*
* *

On consultera également avec intérêt d'autres ouvrages et documents dont nous sommes servis pour notre travail et que nous avons indiqués dans nos annotations.

Angers. — Imp. J. SIRAUDEAU. — 41-3250
